

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

22 JUILLET 1992

Projet de loi relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux

EXPOSE DES MOTIFS

Se situant dans le contexte international des initiatives prises afin de lutter contre le blanchiment des capitaux, le projet de loi que le Gouvernement vous soumet vise principalement à adapter notre droit à la Directive du Conseil 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

1. Le contexte international

La lutte contre le blanchiment de capitaux est devenue, ces dernières années, une question centrale dans les discussions internationales relatives à la prévention de la criminalité et à la justice pénale. Ce type d'infraction est en effet apparu comme un corollaire nécessaire de toute une série d'infractions génératrices de profits pour leurs auteurs et comme un moteur important du développement de la criminalité, non seulement sur le plan interne des Etats, mais surtout sur le plan international, voire mondial. Il a dès lors été considéré comme indispensable d'élaborer, sur le plan international, des mécanismes de répression appropriés à l'égard de ce type d'infraction.

Des initiatives ont dès lors été prises dans cette perspective, visant à doter les Etats des mesures pénales

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

22 JULI 1992

Ontwerp van wet tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld

MEMORIE VAN TOELICHTING

Het ontwerp van wet dat de Regering u voorlegt, strekt er hoofdzakelijk toe ons recht aan te passen aan de Richtlijn van de Raad 91/308/E.E.G. van 10 juni 1991 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld. Het ontwerp past in de internationale kontekst van initiatieven die zijn genomen om te strijden tegen het witwassen van geld.

1. Internationale context

De strijd tegen het witwassen van geld staat de laatste jaren centraal in de internationale discussies over de voorkoming van criminaliteit en de strafjustitie. Het is inderdaad gebleken dat dit type misdrijf een noodzakelijk uitvloeisel is van een ganse reeks misdrijven die hun daders voordelen verschaffen en dat het een belangrijke stuwende kracht is bij de ontwikkeling van de criminaliteit, niet alleen op nationaal vlak, maar vooral op internationaal en zelfs op wereldvlak. Bijgevolg werd het onontbeerlijk geacht, op internationaal vlak, de gepaste mechanismen voor beteugeling van dit soort van misdrijf uit te werken.

In dit perspectief zijn er bijgevolg initiatieven genomen, die ertoe strekken de Staten te voorzien van de

nécessaires pour une répression adéquate du blanchiment de capitaux et à améliorer la coopération judiciaire internationale dans ce domaine. Il s'agit en particulier de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, du 19 décembre 1988, et de celle du Conseil de l'Europe, sur le blanchiment, le dépistage, la saisie et la confiscation des produits du crime, du 8 novembre 1990.

Par ailleurs, à côté de ce volet repressif, d'autres initiatives ont été prises, plus spécifiquement dans le domaine financier, pour prévenir l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. Ce sont ces initiatives qui ont inspiré la rédaction du présent projet de loi.

On vise tout d'abord la Déclaration de principes du Comité de Bâle, du 17 décembre 1988, relative à la prévention de l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de fonds d'origine criminelle, qui contient une série de principes de nature essentiellement déontologique ayant pour but de s'assurer que les organismes financiers procèdent à l'identification de leurs clients et mettent en place des procédures visant à décourager les opérations illicites.

On vise ensuite le rapport du Groupe d'action financière (G.A.F.I.) du 6 février 1990, qui contient un certain nombre de recommandations relatives au fonctionnement du système financier, dont l'objectif est d'inciter les Etats à renforcer le rôle du système financier dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et à améliorer la coopération administrative dans ce domaine.

On vise enfin la directive européenne 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, dont les dispositions trouvent leur source d'inspiration dans les recommandations précitées.

2. La directive européenne 91/308/C.E.E. et le présent projet de loi

La directive européenne 91/308/C.E.E. est un texte qui est à la fois plus précis et plus contraignant vis-à-vis des Etats membres que les autres textes internationaux, tout en mettant l'accent sur l'aspect préventif de la lutte contre le blanchiment des capitaux.

En vertu de l'article 16 de la directive, chaque Etat membre a l'obligation d'adopter les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à ladite directive avant le 1^{er} janvier 1993.

Les autorités communautaires ont été notamment inspirées par le fait que «l'utilisation des établisse-

mentaires nécessaires pour une répression adéquate du blanchiment de capitaux et à améliorer la coopération judiciaire internationale dans ce domaine. Il s'agit en particulier de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, du 19 décembre 1988, et de celle du Conseil de l'Europe, sur le blanchiment, le dépistage, la saisie et la confiscation des produits du crime, du 8 novembre 1990.

Par ailleurs, à côté de ce volet repressif, d'autres initiatives ont été prises, plus spécifiquement dans le domaine financier, pour prévenir l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. Ce sont ces initiatives qui ont inspiré la rédaction du présent projet de loi.

On vise tout d'abord la Déclaration de principes du Comité de Bâle, du 17 décembre 1988, relative à la prévention de l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de fonds d'origine criminelle, qui contient une série de principes de nature essentiellement déontologique ayant pour but de s'assurer que les organismes financiers procèdent à l'identification de leurs clients et mettent en place des procédures visant à décourager les opérations illicites.

On vise ensuite le rapport du Groupe d'action financière (G.A.F.I.) du 6 février 1990, qui contient un certain nombre de recommandations relatives au fonctionnement du système financier, dont l'objectif est d'inciter les Etats à renforcer le rôle du système financier dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et à améliorer la coopération administrative dans ce domaine.

On vise enfin la directive européenne 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, dont les dispositions trouvent leur source d'inspiration dans les recommandations précitées.

2. De Europese richtlijn 91/308/E.E.G. en dit ontwerp van wet

Deze Europese richtlijn legt de klemtoon geheel op het preventief aspect van de strijd tegen het witwassen van geld. Tegelijk is deze tekst nauwkeuriger en bindt ze de Lid-Staten veel meer dan de andere internationale teksten.

Krachtens artikel 16 van de richtlijn rust op elke Lid-Staat immers de verplichting de wettelijke, reglementaire en bestuursrechtelijke bepalingen aan te nemen die nodig zijn om zich vóór 1 januari 1993 te schikken naar genoemde richtlijn.

De communautaire autoriteiten werden meer bepaald geïnspireerd door het feit dat «wanneer kre-

ments de crédit et des institutions financières pour le blanchiment du produit d'activités criminelles (...) risque de compromettre gravement la solidité et la stabilité de l'établissement ou de l'institution en question ainsi que la fiabilité du système financier en général, qui perdrait ainsi la confiance du public ».

La directive relève également que, malgré que le blanchiment de capitaux doit être combattu principalement par des mesures de droit pénal, et dans le cadre d'une coopération entre les autorités judiciaires et de police, une telle approche pénale ne doit pas être la seule poursuivie mais doit s'accompagner de mesures préventives, consistant principalement, en la collaboration des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment.

Tel est précisément le but du présent projet de loi qui, d'une part, accentue cet aspect préventif par l'instauration d'une série d'obligations auxquelles les organismes financiers et personnes sont tenus de se soumettre, et d'autre part organise la participation de ces mêmes organismes et personnes à la lutte contre le blanchiment des capitaux.

Parmi les obligations qui s'appliquent aux organismes financiers et aux personnes visées, et qui feront l'objet d'un commentaire plus détaillé ci-dessous, on notera l'obligation de s'assurer de l'identité de leurs clients au moment où ils nouent avec ceux-ci des relations d'affaires, ainsi que pour toute opération occasionnelle dont le montant atteint ou excède 10 000 ECU, l'obligation de conserver pendant cinq ans au moins une trace des opérations effectuées, l'obligation d'établir un rapport écrit sur toute opération suspecte, ainsi que l'obligation de prendre les mesures appropriées pour sensibiliser leurs employés à la détection des opérations suspectes.

En outre, les organismes financiers et personnes visés se voient obligés de désigner en leur sein une ou plusieurs personnes responsables pour la mise en oeuvre du projet de loi.

Bon nombre de ces obligations doivent déjà être respectées à ce jour par les établissements de crédit, auxquels la Commission bancaire et financière a adressé une circulaire en date du 17 juillet 1991, relative au « blanchiment de capitaux tirés d'activités criminelles graves condamnées par la communauté internationale et plus particulièrement celles liées au trafic de la drogue ». Cette circulaire a été étendue par la Caisse d'Intervention des sociétés de bourse (C.I.F.) à ces mêmes sociétés.

Le deuxième aspect essentiel de ce projet de loi est la collaboration des organismes financiers et des personnes visés à la lutte contre le blanchiment de capi-

dietinstellingen en financiële instellingen worden gebruikt voor het witwassen van de opbrengsten van criminele activiteiten (...), de soliditeit en stabiliteit van de betrokken instelling en het vertrouwen in het financiële stelsel als geheel ernstig in gevaar kunnen komen, zodat het vertrouwen van het publiek verloren gaat ».

In de richtlijn wordt er eveneens op gewezen dat, niettegenstaande het witwassen van geld voornamelijk moet worden bestreden met strafrechtelijke middelen en in het kader van internationale samenwerking tussen gerechtelijke en politieautoriteiten, een dergelijke strafrechtelijke benadering niet de enige mag zijn, maar gepaard moet gaan met preventieve maatregelen die hoofdzakelijk bestaan uit de medewerking van de financiële ondernemingen aan de strijd tegen het witwassen.

Dit is juist het doel van dit ontwerp van wet dat, enerzijds, zich toespitst op het preventieve aspect door een reeks verplichtingen op te leggen aan de beoogde financiële ondernemingen en personen en, anderzijds, de medewerking van diezelfde ondernemingen en personen aan de strijd tegen het witwassen van geld organiseert.

Onder de verplichtingen die voor de beoogde financiële ondernemingen en personen gelden en die hierna nader zullen worden toegelicht, komen voor de verplichting hun cliënten te identificeren op het ogenblik dat zij met hen zakenrelaties aanknopen, alsook voor elke occasionele verrichting die 10 000 ECU of meer bedraagt, de verplichting gedurende vijf jaar of meer een spoor van de uitgevoerde verrichtingen te bewaren, de verplichting een schriftelijk verslag over elke verdachte operatie op te stellen, alsook de verplichting de nodige maatregelen te treffen om hun werknemers met de opsporing van verdachte verrichtingen vertrouwd te maken.

Bovendien dienen de beoogde financiële ondernemingen en personen in hun schoot één of meer personen aan te wijzen die instaan voor de toepassing van dit wetsontwerp.

Een groot aantal van deze verplichtingen moeten momenteel reeds worden nageleefd door de kredietinstellingen, waaraan de Commissie voor het bank- en financieelwezen op 17 juli 1991 een rondschrijven heeft gericht betreffende « het witwassen van kapitaal dat voortvloeit uit ernstige criminele activiteiten die door de internationale gemeenschap worden veroordeeld en die meer bepaald verband houden met de handel in verdovende middelen ». Het Interventiefonds van de beursvennootschappen (C.I.F.) heeft dit rondschrijven eveneens toepasselijk gemaakt op deze vennootschappen.

De medewerking van de beoogde financiële ondernemingen en personen aan de strijd tegen het witwassen van geld aan de hand van een mechanisme van

taux, à travers un mécanisme de transmission d'informations à une autorité dénommée « cellule de traitement des informations financières ».

En vertu du présent projet, les organismes financiers et les personnes visés, à travers la ou les personnes responsables dont il a été question ci-dessus (ou, à défaut, par toute autre personne), seront tenus d'informer d'initiative l'autorité en question chaque fois qu'ils savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, et dans tous les autres cas où ils ont connaissance d'un fait qui pourrait être l'indice d'un blanchiment de capitaux.

La mission de la cellule de traitement des informations financières sera de recevoir les informations transmises par les organismes financiers et les personnes visés et de les analyser.

Plus concrètement, la cellule pourra donner des directives en conséquence aux organismes financiers et personnes visés, pouvant aller jusqu'au blocage de l'opération pendant une durée maximale de 24 heures.

Dès que la cellule viendra à connaître un fait qui pourrait être l'indice sérieux d'un blanchiment de capitaux au sens du présent projet de loi, elle le communiquera au procureur du Roi, qui restera seul juge de l'opportunité des poursuites. Pour le surplus, ses membres seront tenus au secret professionnel et l'article 29 du Code d'instruction criminelle ne sera pas d'application, à l'exception de l'hypothèse où un membre de la cellule serait amené à rendre un témoignage en justice.

Dans la prolongation de cette dernière idée, il va de soi que le rôle de la cellule n'est évidemment pas exclusif des compétences normales des autorités de police judiciaire, qui pourront toujours, d'initiative, et par toute autre voie, mener leurs enquêtes conformément aux règles existantes, et indépendamment des faits pour lesquels il y aurait eu transmission par la cellule.

La même obligation de transmission des informations qui s'applique aux organismes financiers et aux personnes visés est également applicable pour tous les faits susceptibles de constituer une preuve de blanchiment de capitaux, aux autorités de contrôle ou de tutelle de ces mêmes organismes ou personnes.

En ce qui concerne cette cellule, il a paru préférable de donner un large pouvoir d'autonomie au Roi pour en arrêter les modalités relatives à la composition, l'organisation et au fonctionnement. En effet, cette cellule devra, de par sa nature, nécessairement être un instrument souple capable de s'adapter et de s'utiliser en fonction de l'évolution des techniques d'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux. De même, le choix des membres de cette cel-

informatieverstrekking aan een autoriteit, die « cel voor financiële informatieverwerking » wordt genoemd, vormt het tweede belangrijke aspect van dit ontwerp van wet.

Krachtens dit ontwerp zullen de beoogde financiële ondernemingen en personen via de verantwoordelijke persoon (personen) van wie hierboven sprake is (of, bij afwezigheid, via elke andere persoon) uit eigen beweging de autoriteit in kwestie op de hoogte moeten brengen, telkens ze weten of vermoeden dat een uit te voeren verrichting verband houdt met witwassen van geld en in alle andere gevallen waarin ze kennis hebben van een feit dat op witwassen van geld zou kunnen wijzen.

De opdracht van de cel voor financiële informatieverwerking bestaat erin de inlichtingen die de beoogde financiële ondernemingen en personen meedelen te ontvangen en te ontleden.

Meer concreet zal de cel bijgevolg aan de beoogde financiële ondernemingen en personen instructies kunnen geven, die kunnen gaan tot de blokkering van de verrichting gedurende maximum 24 uur.

Zodra de cel kennis zal krijgen van een feit dat een ernstige aanwijzing van witwassen van geld in de zin van dit wetsontwerp zou kunnen zijn, zal zij dit meedelen aan de procureur des Konings, die als enige zal blijven oordelen over het al dan niet instellen van vervolging. Bovendien zijn de leden gebonden door het beroepsgeheim en is artikel 29 van het Wetboek van strafvordering niet van toepassing, uitgezonderd wanneer een lid van de cel zou worden opgeroepen om in rechte te getuigen.

In het licht hiervan spreekt het vanzelf dat de rol van de cel niet raakt aan de normale bevoegdheden van de overheden van gerechtelijke politie, die altijd uit eigen beweging en langs elke andere weg hun onderzoeken zullen kunnen instellen overeenkomstig de bestaande regels en dit los van het feit dat de cel kennisgeving zou hebben gedaan.

Dezelfde verplichting die op de beoogde financiële ondernemingen en personen rust om inlichtingen te verstrekken, is eveneens van toepassing op de controle- of voogdijoverheden van deze ondernemingen of personen voor alle feiten die een bewijs van witwassen van geld zouden kunnen opleveren.

Wat deze cel betreft, is het verkieselijk gebleken een ruime autonome bevoegdheid te verlenen aan de Koning, om de modaliteiten betreffende haar samenstelling, organisatie en werking te regelen. Deze cel zal inderdaad door haar aard noodzakelijkerwijze een soepel instrument dienen te zijn dat in staat is zich aan te passen en uit te rusten in functie van de evolutie van de technieken die gebruik maken van het financiële stelsel voor het witwassen van geld. De keuze

lule a été laissé au Roi, afin que ce dernier puisse rapidement y intégrer, sous la Présidence du magistrat qu'il aura désigné, des personnes en provenance de différents secteurs, et dont la compétence en matière financière est reconnue.

Le présent projet de loi prévoit également que le non-respect des obligations de divulgation par les organismes financiers et les personnes visés peut faire l'objet de sanctions de la part des autorités de contrôle ou de tutelle compétentes.

Il a paru en outre nécessaire, afin de rendre applicable les dispositions du présent projet aux changeurs manuels, d'apporter une modification en la matière à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, permettant au Roi de déterminer les règles relatives au régime et au contrôle qui leur sont applicables, ainsi que les règles auxquelles sont soumises les opérations sur devises visées à l'article 194 de ladite loi.

Enfin, en cas d'adoption du projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel, il conviendra de modifier l'article 3, § 3, dudit projet en vue de compléter la liste des exceptions prévues par ce même article en y ajoutant la cellule de traitement des informations financières.

Commentaires des articles

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Article 1^{er}

La loi en projet a pour but d'appliquer la directive 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. Le gouvernement estime satisfaire à l'avis du Conseil d'Etat lorsque pour chaque article, il est indiqué dans le présent exposé des motifs, la disposition de la directive qui est transposée.

Article 2

La directive 91/308/C.E.E. est applicable aux établissements de crédit et aux institutions financières au sens des directives européennes de coordination bancaire, ainsi qu'aux entreprises d'assurances.

L'article 2 tend à transposer en droit belge le champ d'application *ratione personae* de la directive, en

van de leden van de cel werd eveneens aan de Koning overgelaten opdat Hij er vlug, onder het voorzitterschap van de door Hem aangewezen magistraat, uit diverse sectoren afkomstige personen zou kunnen in opnemen van wie de financiële deskundigheid gekend is.

Dit ontwerp van wet bepaalt tevens dat de niet-nakoming door de beoogde financiële ondernemingen en personen van de kennisgevingsverplichting, aanleiding kan geven tot het opleggen van sancties door de bevoegde controle- of voogdijoverheden.

Om de bepalingen van dit ontwerp toepasselijk te maken op de geldwisselaars, is het tevens noodzakelijk gebleken een wijziging ter zake aan te brengen in de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, ten einde de Koning in staat te stellen de regels vast te stellen aangaande het regime en de controle die op hen toepasselijk zijn, alsook de regels die op de deviezenverrichtingen beoogd in artikel 194 van genoemde wet van toepassing zijn.

Ten slotte zal, in geval het wetsontwerp tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wordt aangenomen, artikel 3, § 3, van genoemd wetsontwerp dienen te worden gewijzigd ten einde de lijst van de uitzonderingen waarvan sprake in ditzelfde artikel aan te vullen met de cel voor financiële informatieverwerking.

Commentaar bij de artikelen

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Het wetsontwerp heeft tot doel de richtlijn 91/308/E.E.G. van 10 juni 1991 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld toe te passen. De regering acht het advies van de Raad van State na te komen, als er in deze memorie voor elk artikel de omgezette bepaling van de richtlijn wordt vermeld.

Artikel 2

De richtlijn 91/308/E.E.G. betreffende het witwassen van geld is van toepassing op de kredietinstellingen en op de financiële instellingen in de zin van de Europese bankcoördinatie-richtlijnen, alsook op de verzekeringsondernemingen.

Artikel 2 strekt ertoe het toepassingsveld *ratione personae* van de richtlijn in Belgische recht om te zet-

visant non seulement les organismes financiers «classiques» (banques, caisses d'épargne, sociétés de bourse, compagnies d'assurances, etc.) mais encore d'autres institutions ou professions susceptibles d'être utilisées à des fins de blanchiment de capitaux: la Poste, la Caisse des Dépôts et Consignations, les sociétés de courtage en change et en dépôts, les sociétés de gestion de fortune, les sociétés de conseil en placements et les changeurs manuels au sens de l'article 194, alinéa 2, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Il est prévu que le Roi peut inscrire d'autres organismes financiers ou personnes visés par le présent projet de loi, à la liste afin de tenir compte de l'évolution des techniques de blanchiment de capitaux susceptibles de s'orienter vers d'autres professions de type financier.

Il est prévu également que le Roi peut adapter cette liste dans le cadre de l'exécution d'autres dispositions légales. Cette précision se justifie afin de pouvoir adapter ladite liste suite à la modification des statuts des établissements de crédit qui interviendra lors de la transposition pour le 1^{er} janvier 1993 de la deuxième directive de coordination bancaire.

Article 3

Cette disposition instaure le principe de la coopération la plus large des organismes financiers et des personnes visés à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et détermine le champ d'application *ratione materiae* des obligations qui sont imposées aux organismes financiers et aux personnes visés par le présent projet de loi en vue de cet objectif.

En vertu de cette disposition, le présent projet de loi s'applique à l'égard d'un certain nombre d'actes, qualifiés «blanchiment de capitaux». Ces actes sont ceux prévus par la Convention de Vienne du 19 décembre 1988, contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et repris dans la directive en son article premier, à titre de définition.

Il s'agit des actes de conversion ou de transfert de capitaux et d'autres biens, dans le but de dissimuler ou de déguiser leur origine illicite ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction dont proviennent ces capitaux ou ces biens à échapper aux conséquences juridiques de ses actes; il s'agit également de la dissimulation ou du déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété de ces capitaux ou de ces biens; il s'agit aussi de leur acquisition, de leur détention ou de leur utilisat-

ten, door niet alleen de «klassieke» financiële ondernemingen (banken, spaarkassen, beursvennootschappen, verzekeringsondernemingen, enz.) te beogen, maar ook andere instellingen of beroepen die voor het witwassen van geld zouden kunnen worden gebruikt: de Post, de Deposito- en Consignatiekas, de vennootschappen voor wissel- en depositomakelarij, de vennootschappen voor vermogensbeheer, de vennootschappen voor beleggingsadvies en de deviezenwisselaars in de zin van artikel 194, tweede lid, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten.

Tevens is bepaald dat de Koning andere dan de door de wet beoogde financiële ondernemingen of personen op de voorziene lijst kan plaatsen, ten einde rekening te houden met de evolutie van de technieken van witwassen van geld die zich naar andere beroepen van financiële aard zouden kunnen richten.

Er wordt ook voorzien dat de Koning deze lijst kan aanpassen in het kader van de uitvoering van andere wettelijke bepalingen. Deze nauwkeurigheid is verantwoord door het feit dat deze lijst moet kunnen worden aangepast na de wijziging van de statuten van de kredietinstellingen die uit de omzetting voor 1 januari 1993 van de tweede bankrichtlijn zal voortvloeien.

Artikel 3

Deze bepaling bevat het principe van de volle medewerking van de beoogde financiële ondernemingen en personen aan de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en stelt het toepassingsveld *ratione materiae* vast van de verplichtingen die te dien einde aan de door dit wetsontwerp beoogde financiële ondernemingen en personen worden opgelegd.

Krachtens deze bepaling is dit wetsontwerp toepasselijk ten aanzien van een bepaald aantal daden die als «witwassen van geld» worden gekwalificeerd. Deze daden zijn deze die zijn bepaald door het Verdrag van Wenen van 19 december 1988 tegen de illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen en die als definitie zijn overgenomen in artikel 1 van de richtlijn.

Het betreft daden bestaande uit de omzetting of de overdracht van geld of andere activa met het oogmerk hun illegale afkomst te verhelen of te verhullen of hulp te bieden aan elke persoon die betrokken is bij het misdrijf waarvan dit geld of deze activa afkomstig zijn, om aan de rechtsgevolgen van zijn daden te ontsnappen; het gaat tevens om het verhelen of verhullen van de aard, oorsprong, vindplaats, vervreemding, verplaatsing of eigendom van dit geld of deze activa, alsook om de verwerving, het bezit of het gebruik ervan; ten slotte betreft het de deelneming aan, mede-

tion; il s'agit enfin de la participation à un des actes visés ci-dessus, l'association pour commettre ledit acte, les tentatives de le perpétrer, le fait d'aider, d'inciter ou de conseiller quelqu'un à le faire ou d'en faciliter l'exécution.

Tout comme le précise la directive 91/308/ C.E.E., la connaissance, l'intention ou la motivation, qui doit être un élément des activités visées, peut être établie sur la base de circonstances de faits objectives.

De même, conformément à la directive, il y a blanchiment de capitaux également dans l'hypothèse où les activités qui sont à l'origine des biens à blanchir sont localisées sur le territoire d'un autre Etat membre ou sur celui d'un pays tiers.

Ces actes ne sont visés que dans la mesure où la personne qui les accomplit connaît, au moment où elle les accomplit, l'origine illicite des capitaux ou des biens.

Par ailleurs, ces actes ne sont visés que pour autant qu'ils concernent des capitaux ou des biens qui proviennent de la réalisation d'une infraction liée au terrorisme, à la criminalité organisée, au trafic illicite de stupéfiants, au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises, au trafic de main-d'œuvre clandestine, au trafic d'êtres humains et à l'exploitation de la prostitution de ceux-ci.

Le Gouvernement n'a pas estimé souhaitable de limiter l'application du présent projet de loi au seul cas de blanchiment de capitaux provenant du trafic illicite de stupéfiants. En effet, même si le trafic illicite de stupéfiants constitue un secteur central de la criminalité contemporaine, d'autres formes de criminalité, qui sont tout aussi graves et préoccupantes, génèrent également des produits qui sont susceptibles d'être blanchis et requièrent par conséquent le recours aux mêmes moyens de lutte.

A l'opposé, l'on n'a pas voulu imposer aux organismes financiers un champ d'application aussi large que celui prévu par l'article 505, 2°, du Code pénal. L'infraction de recel élargi prévue par cette disposition couvre en effet les avantages patrimoniaux tirés de toute infraction, quelle que soit sa nature ou sa gravité. Etendre le champ d'application de la loi aux capitaux provenant de toute infraction aurait conduit à faire peser sur les organismes financiers un fardeau extrêmement lourd, en particulier du fait de l'obligation de transmission d'information prévue aux articles 12 et 14, en cas de soupçon de blanchiment. Par ailleurs, tenant compte du fait que ce système d'information est dérogoire à l'égard des règles habituelles de non-ingérence et de confidentialité dans les opérations bancaires, il est opportun d'en limiter l'application à des formes de criminalité qui, par leur gravité et leur complexité, requièrent la mise en œuvre de moyens de recherche exceptionnels.

plichtigheid tot, poging tot, het vergemakkelijken van, of het geven van raad met het oog op het begaan van een van de hierboven vermelde daden.

Zoals bepaald door de richtlijn 91/308/E.E.G., kunnen het medeweten, oogmerk of opzet vereist als bestanddeel van de beoogde activiteiten, worden afgeleid uit objectieve feitelijke omstandigheden.

Overeenkomstig de richtlijn is er eveneens sprake van witwassen van geld in de veronderstelling dat de activiteiten die aan de oorsprong liggen van de wit te wassen goederen gelocaliseerd zijn op het grondgebied van een andere Lid-Staat of op dat van een derde Staat.

Deze daden worden slechts beoogd indien de dader, op het ogenblik dat hij ze stelt, op de hoogte is van de illegale herkomst van dit geld of deze activa.

Overigens worden deze daden slechts beoogd voor zover ze betrekking hebben op geld of activa die afkomstig zijn van het plegen van een misdrijf dat in verband staat met het terrorisme, de georganiseerde misdaad, de illegale drughandel, de illegale handel in wapens, goederen en koopwaren, de handel in clandestiene werkkrachten, de mensenhandel en de exploitatie van hun prostitutie.

De Regering heeft het niet wenselijk geacht het toepassingsveld van dit wetsontwerp te beperken tot het enige geval van witwassen van geld afkomstig van illegale drughandel. Inderdaad, zelfs al is de illegale drughandel een centrale sector van de hedendaagse misdaad, brengen andere vormen van criminaliteit, die evenzeer ernstig en zorgwekkend zijn eveneens producten voort die kunnen worden witgewassen en bijgevolg vereisen dat dezelfde bestrijdingsmiddelen worden aangewend.

Daarentegen heeft men aan de financiële ondernemingen geen toepassingsveld willen opleggen dat zo ruim is als dat bepaald in artikel 505, 2°, van het Strafwetboek. Het misdrijf van verruimde heling dat door deze bepaling is omschreven, dekt inderdaad de vermogensvoordelen die uit elk misdrijf worden gehaald, ongeacht zijn aard of zijn ernst. Uitbreiding van het toepassingsveld van de wet tot geld afkomstig van elk misdrijf zou tot gevolg hebben gehad dat op de financiële ondernemingen een uiterst zware last zou wegen, inzonderheid ingevolge de in de artikelen 12 en 14 opgelegde verplichting om kennisgeving te doen in geval witwassen wordt vermoed. Rekening houdend met het feit dat dit systeem van kennisgeving afwijkt van de bij bankoperaties gebruikelijke regels van niet inmenging en discretie, leek het overigens opportuun de toepassing ervan te beperken tot de vormen van criminaliteit die wegens hun ernst en ingewikkeldheid, de toepassing van uitzonderlijke opsporingsmiddelen zouden vereisen.

Sur la base de ces considérations, le Gouvernement a par conséquent cherché un point d'équilibre entre la nécessité du respect du bon fonctionnement du système financier, qui empêchait que soient imposées aux organismes financiers et aux personnes visés des obligations exorbitantes, et celle de l'équité et de l'efficacité dans le fonctionnement de la justice, à l'égard des formes de criminalité les plus graves. Tels sont les principes qui ont guidé le choix de la liste limitative formulée à l'article 3.

Compte tenu du fait qu'on ne se situe pas dans le contexte d'une loi pénale, l'on a préféré ne pas se référer de manière spécifique à telle ou telle disposition du Code pénal ou de lois particulières, mais renvoyer de manière plus générale à des formes de criminalité déterminées, en utilisant des termes du langage courant, dans leur sens commun.

Il y a deux raisons qui justifient ce choix.

Tout d'abord, l'appréciation par les organismes financiers ou les personnes de leurs obligations — en particulier de leur obligation de transmettre leurs soupçons — ne doit pas se faire en référence à telle ou telle incrimination spécifique, mais, d'une manière plus large, en référence au caractère illicite des capitaux, tel que défini par la loi. Les organismes financiers ou les personnes visés ne doivent pas s'interroger sur le fait de savoir s'il y a infraction à telle disposition spécifique du Code pénal ou d'une législation particulière — ils ne sont d'ailleurs pas armés pour procéder à un tel examen, mais bien sur le fait de savoir s'ils ont affaire à tel ou tel type de criminalité, à tel ou tel type de criminel.

Par ailleurs, en rédigeant cette liste énumérant certaines catégories d'activités criminelles, on s'est efforcé de couvrir le blanchiment des capitaux provenant des formes de la criminalité les plus graves, en tenant compte du fait que celles-ci ne se caractérisent pas tant par les actes qui les manifestent que par le contexte dans lequel ces actes sont commis. Un vol peut être le fait d'une personne financièrement dans le besoin, mais il peut aussi s'inscrire dans le cadre du financement d'un mouvement terroriste. Dans les deux cas, la qualification juridique du fait pourra être identique, mais les catégories de criminalité auxquelles ils se rattachent seront fondamentalement différentes. On a voulu limiter l'application de la présente loi aux formes les plus graves de la criminalité.

Telles sont les raisons pour lesquelles le gouvernement n'a pas suivi l'avis du Conseil d'Etat sur ce point.

Cette disposition, qui n'introduit pas de nouvelle incrimination en droit belge mais se borne à déterminer le champ d'application du présent projet de loi, en ce qui concerne les obligations administratives impo-

Op grond van deze overwegingen heeft de Regering bijgevolg gezocht naar een evenwicht tussen de noodzaak de goede werking van het financiële stelsel te eerbiedigen, wat belet dat aan de beoogde financiële ondernemingen en personen buitennissige verplichtingen zouden worden opgelegd, en de nood aan billijkheid en doeltreffendheid in de werking van het gerecht ten aanzien van de ernstige vormen van criminaliteit. Dit zijn de principes die voor ogen werden gehouden bij de keuze van de limitatieve lijst geformuleerd in artikel 3.

Rekening houdend met het feit dat men zich niet in de context van een strafwet bevindt, heeft men niet de voorkeur gegeven aan een specifieke verwijzing naar één of andere bepaling van het Strafwetboek of van bijzondere wetten, maar wel, meer in het algemeen, aan wel bepaalde vormen van criminaliteit, met woorden van de omgangstaal te gebruiken in hun gewone betekenis.

Deze keuze wordt verantwoord omwille van twee redenen.

Allereerst, de beoordeling door de financiële ondernemingen of de personen van hun verplichtingen — in het bijzonder de verplichting van kennisgeving van hun vermoeden — hoeft niet te gebeuren verwijzend naar een specifieke incriminatie, maar wel, op een bredere wijze, verwijzend naar het onwettig karakter van de gelden zoals door de wet gedefinieerd. De beoogde financiële ondernemingen en personen moeten zich geen vragen stellen over het feit te weten of er inbreuk is op een specifieke bepaling van het Strafwetboek — zij zijn trouwens niet gewapend om dit te onderzoeken, maar wel over het feit te weten of zij te maken hebben met een bepaalde type van criminaliteit, of van misdadiger.

Bovendien met deze lijst van bepaalde categorieën van misdrijven op te stellen heeft men zich ingespannen het witwassen van gelden te dekken die voortvloeien uit de ernstigste vormen van criminaliteit, rekening houdend met het feit dat deze vormen minder gekenmerkt zijn door de daden dan door de context waarin deze akten worden gepleegd. Een diefstal kan gepleegd worden door een persoon in financiële nood, maar kan ook plaatsvinden in het kader van de financiering van een terroristische beweging. In beide gevallen is de benaming van de daad gelijk maar de categorieën van criminaliteit waarbij zij horen zullen grondig verschillen. Men heeft de toepassing van deze wet willen beperken tot de ernstigste vormen van criminaliteit.

Omwille van deze redenen heeft de Regering het advies van de Raad van State niet gevolgd.

Deze bepaling die geen nieuw misdrijf in het Belgische recht invoert, maar die er zich toe beperkt het toepassingsveld van dit ontwerp van wet te bepalen, wat betreft de administratieve verplichtingen die aan

sées aux organismes financiers et aux personnes visés, ne porte pas atteinte au champ d'application de l'article 505, 2°, du Code pénal, qui sur le plan pénal, constitue la base de la répression du blanchiment en droit belge.

CHAPITRE II

Identification des clients et organisation interne au niveau des organismes financiers et des personnes visés

Ce chapitre rend obligatoires des principes qui relèvent de la bonne pratique de ces organismes financiers et de ces personnes.

Article 4

Comme l'article 3 de la directive 91/308/C.E.E. l'impose, cette disposition prévoit l'obligation d'identification par les organismes financiers et les personnes visés, de leurs clients, pour éviter que les blanchisseurs de capitaux ne profitent de l'anonymat pour se livrer à des activités criminelles.

Pour cette obligation d'identification, une distinction a été établie entre les clients habituels et les clients occasionnels. En ce qui concerne les clients habituels, l'identification doit être faite au moment où ils nouent des relations d'affaires avec l'organisme financier ou la personne visés. Pour ceux qui avant l'entrée en vigueur de la loi, sont déjà des clients habituels, il sera répondu à cette obligation le plus rapidement possible.

En ce qui concerne les clients occasionnels, l'identification n'est requise que pour des opérations portant sur un montant de 10 000 ECU au moins. Ce choix d'un montant de 10 000 ECU, et non de 15 000 ECU comme mentionné dans la directive, correspond à celui que la Belgique a toujours défendu au cours des travaux au niveau européen.

Ce montant de 10 000 ECU a déjà été repris dans les circulaires de la Commission bancaire et financière et de la Caisse d'Intervention des sociétés de bourse.

Dans tous les cas, l'obligation d'identification existe dès qu'il y a soupçon de blanchiment.

Le Gouvernement a suivi l'avis du Conseil d'Etat.

Article 5

Cette disposition vise à transposer l'article 3.5 de la directive.

Le Gouvernement est conscient que l'identification de l'ayant droit économique d'une opération

de beoogde financiële ondernemingen en personen worden opgelegd, doet geen afbreuk aan het toepassingsveld van artikel 505, 2°, van het Strafwetboek, dat op strafrechtelijk vlak de basis vormt van de beteugeling van het witwassen in Belgisch recht.

HOOFDSTUK II

Identificatie van de cliënten en interne organisatie op het niveau van de beoogde financiële ondernemingen en personen

Dit hoofdstuk legt principes op die normaal tot de gebruiken van deze financiële ondernemingen en deze personen behoren.

Artikel 4

Overeenkomstig artikel 3 van de hogervermelde richtlijn, legt deze bepaling aan de beoogde financiële ondernemingen en personen de verplichting op hun cliënten te identificeren, ten einde te vermijden dat degenen die geld witwassen van de anonimiteit gebruik zouden maken om misdrijven te plegen.

Wat betreft deze identificatieverplichting, wordt er een onderscheid gemaakt tussen de gewone en de toevallige cliënten. Ten aanzien van de gewone cliënten moet de identificatie gebeuren op het ogenblik dat zij een zakenrelatie met de beoogde financiële onderneming of persoon aanknopen. Voor degenen die reeds voor de inwerkingtreding van de wet gewone cliënten zijn, zal zo spoedig mogelijk aan deze verplichting moeten worden voldaan.

Wat betreft de toevallige cliënten, is de identificatie slechts vereist voor de verrichtingen die op een bedrag van 10 000 ECU of meer slaan. De keuze van het bedrag van 10 000 ECU — en niet 15 000 ECU zoals vermeld in de richtlijn — stemt overeen met deze die België steeds heeft verdedigd tijdens de werkzaamheden op Europees vlak.

Dit bedrag van 10 000 ECU is overgenomen geworden in de rondschrijvens van de Commissie voor het bank- en financiewezen en het Interventiefonds van de beursvennootschappen.

In elk geval bestaat de identificatieverplichting zodra er een vermoeden van witwassen bestaat.

De Regering heeft het advies van de Raad van State gevolgd.

Artikel 5

Deze bepaling wil artikel 3.5 van de richtlijn omzetten.

De Regering is er zich van bewust dat de identificatie van de economische rechthebbende van een ver-

réalisée par le truchement d'un intermédiaire (fiduciaire, société de domicile, notaire, avocat, etc.) risque de poser, en pratique, des problèmes considérables, comme l'atteste l'expérience étrangère.

Il reste que l'identification de l'ayant droit économique doit être tentée dans la mesure du possible, dans le respect des modalités pratiques qui viendraient à être arrêtées par l'autorité de contrôle ou de tutelle compétente, comme c'est déjà le cas pour les établissements de crédit et les sociétés de bourse (*cf.* les circulaires de la Commission bancaire et financière et de la Caisse d'Intervention des sociétés de bourse).

Le Gouvernement a estimé ne pas devoir suivre l'avis du Conseil d'Etat sur ce point estimant qu'il est nécessaire que soient prises par catégorie d'organismes financiers ou personnes visés des mesures spécifiques de nature technique.

Par ailleurs, si l'identification de l'ayant droit économique fait l'objet de mesures d'obstruction de la part du client intermédiaire, à propos d'une opération susceptible d'être liée à un blanchiment de capitaux, il appartiendra à l'organisme financier et à la personne visés de respecter les règles édictées par les articles 8 (rapport écrit) et 12 à 14 du présent projet de loi (information d'initiative de la cellule de traitement des informations financières).

Article 6

Cette disposition reprend diverses exceptions à l'obligation d'identification prévue aux articles 4 et 5, et ce, conformément aux articles 3.3 et 3.7 de la directive précitée.

En l'occurrence, il s'agit d'exclure de l'obligation d'identification, les clients qui sont eux-mêmes des organismes financiers ou des personnes soumis au présent projet de loi ou à la directive 91/308/C.E.E.

De même, l'obligation d'identification n'est pas requise pour des contrats d'assurance dont les primes n'excèdent pas un certain montant.

Article 7

Comme il est prévu à l'article 4 de la directive, les organismes financiers ou les personnes visés doivent conserver pendant cinq ans au moins, après la fin des relations avec leurs clients, une copie ou les références des documents d'identification et, concernant les opérations, les documents probants en vue de servir d'élément de preuve dans toute enquête en matière de blanchiment de capitaux.

richting die via een bemiddelaar (fiduciaire, domiciliëvennootschap, notaris, advocaat enz.) is gerealiseerd, in de praktijk ernstige problemen dreigt te stellen zoals blijkt uit de ervaring opgedaan in het buitenland.

Niettemin dient in de mate van het mogelijke te worden gepoogd de economische rechthebbende te identificeren met naleving van de praktische modaliteiten die door de bevoegde controle- of voogdijoverheid zullen worden vastgesteld, zoals reeds het geval is voor de kredietinstellingen en de beursvennootschappen (*cf.* de rondschrijvens van de Commissie voor het bank- en financiewezen en van het Interventiefonds van de beursvennootschappen).

De Regering heeft geacht het advies van de Raad van State niet te volgen op dat punt. Zij is van oordeel dat het noodzakelijk is dat er per categorie van beoogde financiële ondernemingen of personen specifieke maatregelen van technische aard dienen te worden genomen.

Indien in het kader van of aangaande een verichting die met witwassen van geld verband kan houden, een als bemiddelaar optredende cliënt obstructie pleegt wat betreft de identificatie van de economische rechthebbende, dienen de beoogde financiële ondernemingen en personen overigens de regels na te leven die zijn uitgevaardigd in de artikels 8 (schriftelijk verslag) en 12 tot 14 van het wetsontwerp (uit eigen beweging de cel voor financiële informatieverwerking op de hoogte brengen).

Artikel 6

Deze bepaling bevat overeenkomstig de artikels 3.3 en 3.7 van de bovenvermelde richtlijn verschillende uitzonderingen op de identificatieverplichting opgelegd door de artikels 4 en 5.

De identificatieverplichting geldt niet ten aanzien van de cliënten die financiële ondernemingen of personen zijn die zelf onderworpen zijn aan dit ontwerp van wet of aan de richtlijn 91/308/E.E.G.

Ze is evenmin van toepassing op de verzekeringscontracten waarvan de premies een bepaald bedrag niet overschrijden.

Artikel 7

Zoals bepaald in artikel 4 van de richtlijn, moeten de beoogde financiële ondernemingen en personen gedurende ten minste vijf jaar na het beëindigen van de relaties met hun cliënten, een afschrift bewaren van de stukken die voor de identificatie hebben gediend of de verwijzingen ernaar. Wat betreft de verichtingen, moeten zij bewijsstukken bewaren opdat deze als bewijs zouden kunnen dienen in elk onderzoek aangaande witwassen van geld.

Article 8

Cette disposition est la transposition de l'article 5 de la directive instituant une « obligation de vigilance accrue » dans le chef des organismes financiers et personnes visés.

Cette obligation doit être comprise par référence à la recommandation n° 15 du G.A.F.I., enjoignant aux institutions financières d'être attentives « à toutes les opérations complexes, inhabituelles, importantes et à tous les types inhabituels de transactions lorsqu'elles n'ont pas de cause économique apparente ou licite apparente ». La recommandation n° 21 du G.A.F.I. est également pertinente dans ce contexte, étant donné que les institutions financières sont invitées à porter une attention particulière aux opérations dépourvues de cause économique apparente avec des parties résidant dans des pays « à risques » sur le plan du blanchiment de capitaux.

Il est clair qu'ici aussi, l'appréciation du caractère « inhabituel » ou « complexe » d'une opération pourra s'avérer délicate, spécialement au regard des multiples transactions exécutées journalièrement par la plupart des organismes financiers et personnes visés.

Il appartiendra dès lors aux organismes financiers et aux personnes visés ou à leurs associations professionnelles, d'établir des listes d'exemples d'opérations « douteuses » devant faire l'objet, selon le cas, d'une attention particulière, comme notamment aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Espagne, en Finlande, en France ou en Suisse.

On peut citer à titre exemplatif, le fait d'ouvrir un compte dans une agence ne présentant aucun critère de rattachement habituel (proximité de domicile ou de lieu de travail) ou d'ouvrir plusieurs comptes dans différentes agences, le dépôt répété de sommes importantes par rapport à l'activité professionnelle du client, le fonctionnement d'un compte ne servant qu'au transfert de sommes importantes vers l'étranger, alors que rien ne paraît justifier de tels déplacements.

Tout sera évidemment fonction des circonstances et du type de client en cause.

Ce sera souvent la combinaison de plusieurs de ces indices, affinée par la comparaison avec la surface financière du client et le type d'activité exercée, qui permettra de fonder ou non un examen plus attentif, voire de provoquer un entretien avec le client, destiné à éviter tout malentendu.

Bien que la directive ne l'impose pas expressément, il a été jugé souhaitable de prévoir l'obligation d'éta-

Artikel 8

Deze bepaling is de omzetting van artikel 5 van de richtlijn die aan de beoogde financiële ondernemingen en personen een verplichting van « verhoogde waakzaamheid » oplegt.

Voor een beter begrip van deze verplichting dient te worden verwezen naar aanbeveling nr. 15 van de G.A.F.I., die de financiële instellingen gelast oplettend te zijn « voor alle ingewikkelde, ongebruikelijke, grote transacties en voor alle ongebruikelijke transactiepatronen die geen duidelijke economische of waarneembare rechtmatige oorzaak hebben ». Aanbeveling nr. 21 van de G.A.F.I. is in deze context eveneens relevant, aangezien de financiële instellingen ertoe worden aangespoord om bijzondere aandacht te besteden aan de verrichtingen zonder zichtbare economische oorzaak met partijen die verblijven in « risicolanden » op het gebied van witwassen van geld.

Het is duidelijk dat ook hier de appreciatie van het « ongebruikelijk » of « ingewikkeld » karakter van een verrichting delicaat zou kunnen zijn, meer in het bijzonder wat betreft de veelvuldige transacties die dagelijks door de meeste beoogde financiële ondernemingen en personen worden uitgevoerd.

Het komt dus aan de beoogde financiële ondernemingen en personen of aan hun beroepsverenigingen toe om lijsten met voorbeelden van « verdachte » verrichtingen op te stellen waaraan, al naargelang het geval, bijzondere aandacht moet worden besteed, zoals meer bepaald het geval is in de Verenigde Staten, Canada, het Verenigd Koninkrijk, Spanje, Finland, Frankrijk of Zwitserland.

Als voorbeeld kan men aanhalen, het openen van een rekening in een agentschap dat aan geen enkel criterium van gebruikelijke aanhechting (nabijheid van de woon- of werkplaats) beantwoordt of het openen van verscheidene rekeningen in verschillende agentschappen, het herhaaldelijk deponeren van bedragen die in verhouding tot de beroepsactiviteit van de cliënt belangrijk zijn, het laten werken van een rekening die slechts dient voor de overdracht van belangrijke sommen naar het buitenland, terwijl niets dergelijke verplaatsingen lijkt te rechtvaardigen.

Alles zal uiteraard afhangen van de omstandigheden en het type van de cliënt in kwestie.

Het zal vaak de combinatie van verscheidene aanwijzingen zijn, verfijnd door de vergelijking met de financiële draagkracht van de cliënt en het type van de uitgeoefende activiteit, die het mogelijk zal maken een grondiger onderzoek te doen of een onderhoud met de cliënt uit te lokken ten einde elk misverstand te vermijden.

Alhoewel de richtlijn het niet uitdrukkelijk oplegt, wordt tevens de verplichting opgelegd een schriftelijk

blir un rapport écrit sur toute opération considérée par l'organisme financier comme susceptible d'être liée à un blanchiment de capitaux. Il s'agit de garder une trace de l'examen de ce type d'opérations, dans l'optique d'une éventuelle enquête ultérieure et afin de contrôler également le respect effectif de l'obligation de vigilance ainsi établie (conformément à la recommandation n° 15 du G.A.F.I.). Il va de soi que si différents rapports établissent un lien entre différentes opérations visées ci-dessus, la cellule en sera informée immédiatement, conformément aux articles 12 et suivants.

Ce rapport doit être transmis au responsable des mesures visant à contrer le blanchiment au sein des organismes financiers ou des personnes visés, et doit être conservé durant cinq ans à dater de l'exécution de l'opération consignée.

Article 9

Cette disposition, qui transpose l'article 11.2 de la directive, prévoit l'obligation pour les organismes financiers et les personnes visés d'assurer la formation de leurs employés et de toute personne appartenant à leur réseau commercial. Il s'agit de sensibiliser ces derniers aux dispositions du projet de loi et de leur permettre de reconnaître les opérations qui pourraient être liées au blanchiment de capitaux.

Ceci vise notamment à empêcher que ces personnes puissent être l'instrument, même involontaire, d'une opération de blanchiment de capitaux, et doit permettre de leur apprendre à réagir de manière appropriée.

Dans ce domaine, plusieurs organismes financiers et des associations professionnelles ont, dès à présent, pris un certain nombre d'initiatives et mis au point des programmes de formation.

La mise en place de ces mesures, en fonction de la nature des activités des organismes financiers ou des personnes visés, constitue un complément indispensable à garantir l'efficacité des autres dispositions contenues dans le projet.

Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat, le Gouvernement estime qu'il appartient aux organismes financiers et aux personnes visés et à eux seuls de déterminer le programme de formation et de sensibilisation de leur personnel, le cas échéant assistés de leurs associations professionnelles.

La disposition a un caractère normatif intrinsèque, vu que les organismes financiers ou les personnes visés qui ne la respecteraient pas encourraient les sanctions prévues à l'article 22.

verslag op te stellen over elke verrichting die volgens de financiële onderneming verband zou kunnen houden met witwassen van geld. Het gaat erom een spoor te bewaren van het onderzoek van dit soort transacties, in de optiek van een eventueel later onderzoek en ten einde de effectieve naleving van de hier (overeenkomstig aanbeveling nr. 15 van de G.A.F.I.) opgelegde verplichting tot waakzaamheid te controleren. Het spreekt vanzelf dat zo uit verscheidene verslagen blijkt dat er een verband zou bestaan tussen verscheidene hierboven vermelde verrichtingen, de cel hiervan onmiddellijk op de hoogte zal worden gebracht, overeenkomstig artikels 12 en volgende.

Dit verslag moet worden bezorgd aan de verantwoordelijke voor de maatregelen die ertoe strekken in de schoot van de beoogde financiële ondernemingen of personen het witwassen tegen te gaan, en moet gedurende vijf jaar te rekenen vanaf de uitvoering van de opgetekende verrichting, worden bewaard.

Artikel 9

Deze bepaling die artikel 11.2 van de richtlijn omzet, legt aan de beoogde financiële ondernemingen en personen de verplichting op te zorgen voor de vorming van hun werknemers en elke andere persoon die tot hun commercieel net behoort. Het gaat erom hen vertrouwd te maken met de bepalingen van het ontwerp van wet en hen in staat te stellen de verrichtingen te herkennen die in verband zouden kunnen staan met witwassen van geld.

Het is inzonderheid de bedoeling dat wordt vermeden dat deze personen het — zelfs onvrijwillige — werktuig zouden kunnen zijn van een operatie die geld witwast en dat ze de mogelijkheid krijgen te leren op een gepaste manier te reageren.

Op dit gebied hebben verscheidene financiële ondernemingen en beroepsverenigingen thans reeds een zeker aantal initiatieven genomen en vormingsprogramma's op punt gesteld.

De uitwerking van deze maatregelen, in functie van de aard van de activiteiten van de beoogde financiële ondernemingen of personen, is een aanvulling die onontbeerlijk is om de doeltreffendheid van de andere bepalingen van het ontwerp te waarborgen.

In tegenstelling tot het advies van de Raad van State is de Regering van oordeel dat het alleen aan de beoogde financiële ondernemingen en personen toekomt het opleidings- en sensibilisatieprogramma van hun personeel te bepalen. Desgevallend worden zij bijgestaan door hun beroepsverenigingen.

De bepaling heeft een intrinsiek normatief karakter, gezien de beoogde financiële ondernemingen of personen die deze bepaling niet zouden naleven, zich aan de in artikel 22 voorziene sancties zouden blootstellen.

Article 10

Cette disposition, qui transpose l'article 11.1 de la directive, prévoit la désignation d'une ou de plusieurs personnes qui seront spécialement chargées de veiller à ce que les organismes financiers et les personnes visés assument correctement les responsabilités qui leur incombent, en vertu du présent projet de loi.

Ces personnes devront être d'un niveau hiérarchique adéquat et, en principe, être choisies parmi les membres de la direction. En fonction de la nature des activités des organismes financiers ou des personnes visés, elles devront assurer la mise en œuvre, au sein de leur organisation, des obligations qui résultent du projet de loi.

En cas de nécessité, ces personnes devront élaborer un dispositif complémentaire de détection et de centralisation des informations et adapter les procédures de contrôle interne destinées à lutter contre le blanchiment de capitaux. Ces personnes seront les interlocuteurs des autorités de contrôle ou de tutelle. En vertu de l'article 18, elles seront, en principe, chargées de la transmission d'informations à la cellule de traitement des informations financières.

Le Gouvernement a suivi l'avis du Conseil d'Etat.

CHAPITRE III

Transmission d'informations entre les organismes financiers et les personnes visés et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux

Le chapitre III organise le système de transmission d'informations entre les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux, prévu aux articles 6 et suivants de la directive.

Article 11

Cette disposition institue une cellule de traitement des informations financières. Cette cellule constitue l'intermédiaire entre les organismes financiers et les personnes visés et leurs autorités de contrôle ou de tutelle, d'une part, et les autorités judiciaires, d'autre part.

Cette cellule n'est pas un service de police, ni un service dépendant des autorités judiciaires. Il s'agit d'une autorité ad hoc, intermédiaire entre le monde financier et le monde judiciaire, placée sous la tutelle directe et conjointe des ministres de la Justice et des Finances.

Artikel 10

Deze bepaling die artikel 11.1 van de richtlijn omzet, voorziet in de aanduiding van één of meer personen die er speciaal mee zullen worden gelast erop toe te zien dat de beoogde financiële ondernemingen en personen de verantwoordelijkheden die op hen rusten krachtens dit wetsontwerp, correct opnemen.

Deze personen zullen van een adequaat hiërarchisch niveau moeten zijn en zullen in principe uit de leden van de leiding moeten worden gekozen. In functie van de aard van de werkzaamheden van de beoogde financiële ondernemingen en personen zullen zij, in de schoot van hun organisatie, moeten zorgen voor de tenuitvoerlegging van de verplichtingen die uit het wetsontwerp voortvloeien.

Indien nodig zullen deze personen een aanvullende regeling moeten uitwerken voor het opsporen en het centraliseren van informatie en zullen zij de interne controleprocedures die bestemd zijn om tegen het witwassen van geld te strijden, moeten aanpassen. Deze personen zullen de gesprekspartners zijn van de controle- of voogdijoverheden. Luidens artikel 18 zullen zij in beginsel worden belast met de kennisgeving aan de cel voor financiële informatieverwerking.

De Regering heeft het advies van de Raad van State gevolgd.

HOOFDSTUK III

Informatieverstreking tussen de beoogde financiële ondernemingen en personen en de voor de strijd tegen het witwassen van geld verantwoordelijke autoriteiten

Hoofdstuk III richt het systeem van informatieverstreking in tussen de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen en de autoriteiten, verantwoordelijk voor de strijd tegen het witwassen van geld, zoals bepaald in de artikels 6 en volgende van de richtlijn.

Artikel 11

Deze bepaling stelt een cel voor financiële informatieverwerking in. Deze cel fungeert als tussenpersoon tussen de financiële ondernemingen en hun controle- of voogdijoverheden enerzijds en de gerechtelijke autoriteiten anderzijds.

Deze cel is noch een politiedienst, noch een dienst die afhangt van de gerechtelijke autoriteiten. Het gaat om een autoriteit ad hoc, die bemiddelaar is tussen de financiële en de gerechtelijke wereld en die onder de onmiddellijke en gezamenlijke voogdij van de Ministers van Justitie en Financiën wordt geplaatst.

Elle est dirigée par un magistrat détaché du parquet et composée, selon des modalités à fixer par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, de membres dont la compétence dans le domaine financier est reconnue. En cas d'absence du magistrat, elle sera dirigée par son suppléant également désigné par le Roi.

Le choix d'un magistrat se justifie principalement par le souci de permettre un contrôle de l'examen financier réalisé par les membres de la cellule, en fonction des besoins ultérieurs du travail policier et judiciaire, et d'assurer un relais approprié par rapport aux autorités judiciaires.

La mission de cette cellule sera de recevoir les informations transmises par les organismes financiers et les personnes visés conformément aux articles 12 et 14, de les analyser, sur la base de l'ensemble des informations dont elle disposera, en les complétant éventuellement par la communication d'informations complémentaires de la part de tout organisme financier ou personne, conformément à l'article 15, et enfin, de les transmettre aux autorités judiciaires, en vertu de l'article 16, dès que l'examen aura fait apparaître un indice sérieux de blanchiment de capitaux, au sens du présent projet de loi.

La cellule joue un rôle de filtre, destiné, d'une part, à aider les organismes financiers et les personnes visés dans la tâche de préciser les soupçons suscités par une opération douteuse, et d'autre part, de faciliter le travail des autorités judiciaires en leur transmettant des dossiers déjà bien étayés sur le plan de l'analyse financière.

Le Gouvernement a décidé de suivre partiellement l'avis du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne le dernier alinéa, le Gouvernement a décidé de biffer les modalités relatives aux pouvoirs d'enquête de la cellule.

Il faut remarquer que le rôle de la cellule n'est évidemment pas exclusif du rôle normal des autorités de police judiciaire chargées de la recherche des infractions et de la poursuite des auteurs. Celles-ci ne sont pas liées par le fait que des informations leur ont été livrées par la cellule, mais par contre peuvent toujours mener d'initiative des enquêtes conformément aux règles existantes. Tel est le sens des termes « sans préjudice des compétences des autorités judiciaires ».

Article 12

Le § 1^{er} de l'article 12, qui constitue la transposition de l'article 7, première phrase, de la directive, prévoit

Zij zal onder de leiding staan van een magistraat die van het parket is gedetacheerd en volgens door de Koning bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, vast te stellen modaliteiten, bestaan uit leden wier financiële deskundigheid erkend is. In geval van afwezigheid van de magistraat, wordt de cel onder de leiding geplaatst van zijn plaatsvervanger die ook door de Koning wordt aangewezen.

De keuze van een magistraat is vooral ingegeven door de bekommernis een controle mogelijk te maken op het door de leden van de cel verricht financieel onderzoek, in functie van de latere noden van het politie- en gerechtelijk werk, en te zorgen voor een geschikte verbindingsman met de gerechtelijke autoriteiten.

De opdracht van deze cel zal erin bestaan de informatie die door de beoogde financiële ondernemingen en personen, overeenkomstig artikels 12 en 14, wordt meegedeeld te ontvangen en ze te ontleden op basis van het geheel van inlichtingen waarover ze zal beschikken, na ze eventueel te hebben aangevuld met bijkomende informatie die door elke financiële onderneming of persoon overeenkomstig artikel 15 is meegedeeld. Ten slotte dient de cel, zodra uit het onderzoek is gebleken dat er een ernstige aanwijzing van witwassen van geld in de zin van het wetsontwerp bestaat, de informatie krachtens artikel 16 aan de gerechtelijke autoriteiten mee te delen.

De cel vervult de functie van een filter, die bestemd is om enerzijds de beoogde financiële ondernemingen en personen te helpen in de opdracht de door een twijfelachtige verrichting gewekte vermoedens te specificeren en anderzijds het werk van de gerechtelijke autoriteiten te vergemakkelijken door hun dossiers toe te sturen die reeds zeer goed gestoffeerd zijn op het gebied van financiële ontleding.

De Regering heeft gedeeltelijk het advies van de Raad van State gevolgd.

Wat betreft het laatste lid, heeft de Regering beslist de modaliteiten inzake de onderzoeksbevoegdheid te schrappen.

Er dient te worden opgemerkt dat de rol van de cel vanzelfsprekend niet raakt aan de normale rol van de overheden van de gerechtelijke politie die belast zijn met de opsporing van misdrijven en de vervolging van de daders. Deze overheden zijn niet gebonden door het feit dat hun al dan niet inlichtingen werden meegedeeld door de cel, maar zij kunnen daarentegen altijd uit eigen beweging hun onderzoeken instellen overeenkomstig de bestaande regels. Dit is de betekenis van de woorden « onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten ».

Artikel 12

Paragraaf 1 van artikel 12, dat de omzetting is van artikel 7, eerste zin, van de richtlijn, legt aan de

l'obligation pour les organismes financiers et les personnes visés, lorsqu'ils savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, de transmettre cette information à la cellule instituée par l'article 11, et ce en principe, avant d'exécuter l'opération.

Le présent projet de loi ne détermine pas les critères en fonction desquels les organismes financiers et les personnes visés doivent apprécier le caractère douteux d'une opération. Il n'était en effet pas possible d'établir de tels critères a priori et de les inscrire dans une loi. Il appartiendra aux organismes financiers et aux personnes visés d'élaborer eux-mêmes ces critères, sur base de leur expérience en la matière.

Parallèlement à ce qui a été dit à propos des opérations inhabituelles à l'article 8, on peut noter à cet égard que, dans d'autres pays, les associations professionnelles des organismes financiers concernés ont déjà élaboré des documents d'information à l'attention de ces mêmes organismes, contenant des listes exemplatives assez détaillées, destinées à permettre de mieux identifier les opérations qui peuvent être considérées comme suspectes.

L'information donnée par les organismes financiers ou les personnes visés conformément à cette disposition doit être confirmée sous une forme écrite pour garantir la preuve de la transmission. Pour la rapidité de la confirmation, le projet de loi prévoit le recours à la télécopie. On a toutefois prévu la possibilité de transmission par une autre voie écrite pour les organismes et les personnes couverts par la loi qui ne disposeraient pas de télécopieur. La cellule accuse réception par le même mode.

Le § 2 prévoit la possibilité pour la cellule de faire opposition à l'exécution de l'opération. Il s'agit d'un acte grave, qui doit rester exceptionnel. Il est cependant indispensable de donner à la cellule ce pouvoir pour les cas où l'on a affaire à un blanchiment de capitaux important et où cette mesure est nécessaire pour empêcher la disparition des capitaux.

Vu la gravité de la mesure, on l'a limitée strictement dans le temps: elle ne vaut que pour une durée maximale de 24 heures continues, étant entendu que la cellule peut fixer dans cette limite la durée qui lui paraît nécessaire; en outre, le § 3 impose dans ce cas la transmission immédiate de l'information au procureur du Roi, si la cellule estime que le soupçon est réellement sérieux, et exige l'intervention du juge d'instruction pour la prolongation de la mesure.

Le Gouvernement a suivi l'avis du Conseil d'Etat.

beoogde financiële ondernemingen en personen de verplichting op, wanneer zij weten of vermoeden dat een uit te voeren verrichting verband houdt met witwassen van geld, deze informatie in principe vóór de uitvoering van de verrichting ter kennis te brengen van de door artikel 11 ingestelde cel.

Dit wetsontwerp bepaalt niet aan de hand van welke criteria de beoogde financiële ondernemingen en personen het twijfelachtig karakter van een verrichting dienen te appreciëren. Het was overigens niet mogelijk dergelijke criteria vooraf vast te stellen en ze in een wet op te nemen. Het zal aan de beoogde financiële ondernemingen en personen toekomen om zelf criteria op te stellen op basis van hun ervaring op dit gebied.

Net zoals voor de ongebruikelijke verrichtingen waarvan sprake in artikel 8, kan dienaangaande worden aangestipt dat in andere landen de beroepsverenigingen van de betrokken financiële ondernemingen reeds documenten hebben opgesteld om diezelfde ondernemingen te informeren. Deze documenten bevatten lijsten met zeer gedetailleerde voorbeelden die het mogelijk moeten maken de als verdacht te beschouwen verrichtingen beter te onderkennen.

De kennisgeving die overeenkomstig deze bepaling door de beoogde financiële ondernemingen of personen wordt gedaan, moet op een schriftelijke wijze worden bevestigd om als bewijs van mededeling te dienen. Voor de snelheid van de bevestiging schrijft het wetsontwerp het gebruik van de telefax voor. Er is evenwel voorzien in de mogelijkheid de kennisgeving op een andere schriftelijke wijze te doen voor de onder het wetsontwerp vallende ondernemingen en personen die niet over een telefax zouden beschikken. De cel bevestigt de ontvangst op dezelfde wijze.

Paragraaf 2 maakt het de cel mogelijk zich te verzetten tegen de uitvoering van de verrichting. Dit is een ernstige daad, die slechts uitzonderlijk mag worden gesteld. Het is evenwel onontbeerlijk aan de cel deze macht te verlenen voor het geval dat men te maken heeft met een belangrijke witwasoperatie waarbij deze maatregel nodig is om te beletten dat het geld zou verdwijnen.

Gelet op de ernst van de maatregel, wordt zijn werking strikt in de tijd beperkt: hij geldt slechts voor een termijn van maximum 24 opeenvolgende uren, met dien verstande dat de cel, binnen deze limiet, de duur kan bepalen die haar noodzakelijk lijkt; daarenboven legt § 3 in dit geval op dat de procureur des Konings onmiddellijk op de hoogte wordt gebracht, zo de cel van oordeel is dat het vermoeden werkelijk ernstig is en het optreden van de onderzoeksrechter vereist is om de maatregel te verlengen.

De Regering heeft het advies van de Raad van State gevolgd.

Article 13

Cette disposition transpose l'article 7, troisième phrase, de la directive. Si, dans l'hypothèse visée à l'article précédent, l'information ne peut être transmise à la cellule préalablement à l'exécution de l'opération, elle doit l'être immédiatement après celle-ci. Les raisons qui peuvent justifier une information a posteriori sont, soit le fait que le report de l'opération est impossible vu la nature de celle-ci, soit le fait que le report de l'opération est susceptible d'empêcher la poursuite des bénéficiaires du blanchiment présumé de capitaux. On vise notamment par ces termes l'hypothèse d'un dépôt de sommes très importantes au guichet d'une agence dont le déposant n'est pas client, dans des conditions de nature à susciter un doute sur l'origine des fonds présentés. Dans ce cas, il est préférable, pour l'exercice ultérieur de l'enquête, que le dépôt puisse être accepté sans délai par les organismes ou les personnes, à charge pour eux d'en informer immédiatement la cellule, plutôt que de voir ces capitaux disparaître à nouveau, avec le risque de perdre définitivement la trace de ces fonds dont l'origine est éventuellement illicite. A cet égard, il faut rappeler — cela a été discuté abondamment dans le cadre des travaux du GAFI — que le moment où des capitaux entrent dans le circuit financier est le moment clé pour l'organisation de la lutte contre le blanchiment. Dans cette perspective, cette disposition est fondamentale pour l'efficacité du système.

Afin d'éviter un recours systématique au mécanisme dérogatoire prévu par cet article, les organismes financiers et les personnes visés sont tenus d'indiquer dans chaque cas la raison pour laquelle une information préalable de la cellule n'a pas été possible.

Article 14

Cette disposition, qui constitue la transposition de l'article 6, premier tiret, de la directive, vise l'hypothèse plus générale où, hors le cas de l'exécution d'une opération particulière, les organismes financiers ou les personnes visés pensent avoir affaire à un fait qui, comme l'a rappelé le Conseil d'Etat, doit se situer dans le cadre des activités professionnelles, pourrait constituer un blanchiment de capitaux. Dans ce cas, ils sont tenus également d'en informer d'initiative la cellule pour le traitement des informations financières, de la même manière que dans le cas visé à l'article 12.

Article 15

Cette disposition, qui s'inscrit dans la ligne de l'article 6, second tiret, de la directive, donne à la cel-

Artikel 13

Deze bepaling zet artikel 7, derde zin, van de richtlijn om. Indien in de veronderstelling waarvan sprake in het vorige artikel, de kennisgeving aan de cel niet kan gebeuren vooraleer de verrichting wordt uitgevoerd, dient ze onmiddellijk erna te geschieden. De redenen die een kennisgeving a posteriori kunnen rechtvaardigen zijn ofwel het feit dat uitstel van de verrichting, gezien haar aard, onmogelijk is, ofwel het feit dat uitstel van de verrichting de vervolging van de begunstigen van het vermeende witwassen kan beletten. Hiermee wordt inzonderheid beoogd het geval van een deposito van zeer belangrijke bedragen aan het loket van een agentschap waar de deponent geen cliënt is, in omstandigheden die van aard zijn twijfel op te wekken over de herkomst van het aangeboden geld. In dit geval is het voor het later voeren van een onderzoek verkieslijk dat het deposito onverwijld door de ondernemingen of de personen kan worden ontvangen, met de verplichting voor deze laatsten de cel onmiddellijk op de hoogte te brengen, liever dan het geld opnieuw te zien verdwijnen met het risico dat het spoor van dit geld dat eventueel een illegale herkomst heeft, definitief verloren gaat. Dienaangaande dient eraan te worden herinnerd dat — dit is ten overvloede besproken geworden in het raam van de werkzaamheden van de GAFI — het ogenblik waarop het geld in het financiële circuit wordt ingebracht het sleutelogenblik is voor de organisatie van de strijd tegen het witwassen van geld. In het licht daarvan is deze bepaling fundamenteel voor de doeltreffendheid van het systeem.

Ten einde te vermijden dat systematisch gebruik zou worden gemaakt van het door dit artikel ingestelde afwijkingsmechanisme, moeten de bevoegde financiële ondernemingen en personen in elk geval de reden aanduiden waarom een voorafgaandelijke kennisgeving aan de cel niet mogelijk was.

Artikel 14

Deze bepaling die artikel 6, eerste streep, van de richtlijn omzet, beoogt het meer algemene geval dat, los van de uitvoering van een welbepaalde verrichting, de beoogde financiële ondernemingen of personen menen te maken te hebben met een feit dat witwassen van geld zou kunnen zijn. Dat feit dient zoals de Raad van State herinnerd heeft, zich af te spelen in het kader van de professionele bedrijvigheid. In dit geval dienen zij eveneens uit eigen beweging de cel voor financiële informatieverwerking hiervan in kennis te stellen op dezelfde wijze als in het door artikel 12 beoogde geval.

Artikel 15

Deze bepaling, die in het verlengde ligt van artikel 6, tweede streep, van de richtlijn, geeft aan de cel

lule le pouvoir, lorsqu'elle reçoit une information relative à un éventuel blanchiment de capitaux, de se faire communiquer de la part de chaque organisme financier ou personne visé à l'article 2 ainsi que des services de police, tous les renseignements qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission.

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 qui ne sont pas soumis à une autorité de contrôle prudentiel, devront communiquer tous les renseignements que la cellule juge utiles concernant la manière dont ceux-ci mettent en œuvre les articles 4 à 10. Dans tous les autres cas, c'est l'autorité de contrôle prudentiel respective qui surveillera comment les organismes et personnes visés appliquent ces dispositions.

Article 16

Sur la base des informations qui lui ont été transmises et des informations complémentaires qu'elle aura recueillies, la cellule procède à l'examen du dossier. Si elle conclut à l'existence d'un indice sérieux de blanchiment de capitaux, elle transmet l'ensemble des pièces du dossier comprenant toutes les informations portées à la connaissance de la cellule, au Procureur du Roi de Bruxelles.

Le choix du procureur du Roi de Bruxelles se justifie par le fait que la cellule pour la transmission des informations financières sera établie à Bruxelles et que de nombreux organismes financiers ou personnes qui seront appelés à participer à l'application du présent projet de loi y ont leur siège central. Pour le surplus, le ministère public veillera à l'exercice des poursuites conformément aux règles applicables en la matière.

Article 17

Cette disposition prévoit les règles de confidentialité applicables aux informations recueillies par la cellule dans le cadre de sa mission. Le principe est le suivant : ces informations ne peuvent être divulguées par les membres de la cellule, sauf celles relatives à des indices sérieux de blanchiment de capitaux au sens du présent projet de loi, qui font l'objet d'une transmission au parquet conformément à l'article 16.

Cette interdiction de divulgation s'applique également au cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle. Une solution analogue a déjà été adoptée par le législateur notamment à l'article 18 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique et à l'article 13 de la loi relative à l'Institut belgo-luxembourgeois du change (article 36 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire).

de macht van inzonderheid elke beoogde financiële onderneming of persoon alsook van alle politiediensten te vorderen dat zij haar alle inlichtingen verstrekken die zij voor de uitvoering van haar opdracht nuttig acht.

De in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen die niet aan een prudentiële toezichhoudende overheid worden onderworpen zullen alle informaties aan de cel verstrekken, betreffende de wijze waarop zij artikelen 4 tot 10 toepassen. In de andere gevallen is het de respectieve prudentiële controleoverheid die zal nagaan hoe de beoogde ondernemingen en personen die bepalingen toepassen.

Artikel 16

Op basis van de inlichtingen die haar worden medegedeeld en de aanvullende inlichtingen die zij zal hebben ingewonnen, gaat de cel over tot het onderzoek van het dossier. Indien zij tot het besluit komt dat er een ernstige aanwijzing van witwassen van geld bestaat, stuurt zij het geheel van de dossierstukken, dat al de informatie omvat die ter kennis van de cel is gebracht, door naar de procureur des Konings te Brussel.

Er werd gekozen voor de procureur des Konings te Brussel, daar de cel voor financiële informatieverwerking te Brussel zal zijn gevestigd en talrijke financiële ondernemingen of personen die aan de toepassing van dit wetsontwerp zullen moeten meewerken, er hun centrale zetel hebben. Daarenboven zal het openbaar ministerie waken over de instelling van de vervolgingen overeenkomstig de ter zake geldende regels.

Artikel 17

Deze bepaling bevat de regels inzake geheimhouding die gelden voor de door de cel in het raam van haar opdracht ontvangen inlichtingen. Het principe is het volgende: deze inlichtingen mogen niet ruchtbaar worden gemaakt door de leden van de cel, behalve deze in verband met ernstige aanwijzingen van witwassen van geld in de zin van het ontwerp van wet. Deze laatste worden overeenkomstig artikel 16 aan het parket bezorgd.

Dit verbod van bekendmaking geldt zelfs in het door artikel 29 van het Wetboek van strafvordering beoogde geval. Een gelijkaardige oplossing werd reeds gebruikt in de wetgeving inzonderheid in artikel 18 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek en in artikel 13 van de wet betreffende het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut (artikel 36 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium).

Trois exceptions sont toutefois prévues. Tout d'abord, les membres de la cellule sont libérés de leur obligation au secret lorsqu'ils sont appelés à rendre témoignage en justice. Ensuite, la cellule peut transmettre des informations recueillies en vertu du présent projet de loi lorsqu'elle en est requise par des organismes étrangers remplissant des fonctions similaires, et soumis à des obligations de confidentialité analogues à celles de la cellule, lorsque un tel échange d'informations est prévu sur la base d'accords de coopération mutuelle ou simplement moyennant réciprocité. Enfin, la cellule peut transmettre des informations aux autorités de contrôle ou de tutelle à propos des organismes ou personnes sur lesquels s'exerce leur contrôle, quand elle a constaté un fait constituant le non-respect d'une des obligations du présent projet de loi et qui pourrait, à ce titre, donner lieu à l'application d'une sanction en vertu de l'article 22.

La divulgation d'une information en dehors des hypothèses visées est punissable conformément à l'article 458 du Code pénal.

La remarque formulée par le Conseil d'Etat ne s'applique plus suite à la décision du Gouvernement de préciser les autorités de contrôle et de tutelle compétentes désignées à l'article 21.

Article 18

Cette disposition prévoit que la transmission d'informations s'effectue en principe par l'intermédiaire du responsable de la mise en œuvre du présent projet de loi, désigné au sein des organismes financiers ou par les personnes visés à l'article 2. Cette voie n'exclut cependant pas l'obligation pour tout dirigeant, tout employé et tout représentant des organismes financiers ou des personnes visés de procéder personnellement à cette information, chaque fois qu'il le juge nécessaire. On vise par là, soit l'hypothèse où il est impossible de contacter la personne responsable dans le délai disponible pour la prise de décision relative à la transmission de l'information à la cellule, soit l'hypothèse où les mécanismes de contrôle interne des organismes financiers ou des personnes visés à l'article 2 ne fonctionnent pas de manière effective. On pense notamment au cas où la direction des organismes ou personnes visés ou les responsables en matière de blanchiment participeraient eux-mêmes au processus du blanchiment et feraient pour cette raison obstacle à la transmission utile d'informations.

Le Gouvernement a suivi en partie l'avis du Conseil d'Etat. Il estime cependant nécessaire que tout représentant des organismes financiers ou des personnes visés à l'article 2 doit procéder personnellement à cette information, chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Er zijn evenwel drie uitzonderingen op dit principe. Allereerst zijn de leden van de cel niet meer gebonden door de verplichting tot geheimhouding, wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen. Vervolgens mag de cel de krachtens de wet ontvangen inlichtingen meedelen, wanneer zij daartoe wordt aangezocht door buitenlandse instellingen met gelijkaardige opdrachten en geheimhoudingsverplichtingen als de cel, wanneer een dergelijke informatieuitwisseling gebeurt op grond van wederzijdse samenwerkingsakkoorden of louter op grond van wederkerigheid. Tenslotte mag de cel inlichtingen verstrekken aan de controle- of voogdijoverheden aangaande de ondernemingen waarop zij toezicht uitoefenen, wanneer zij heeft vastgesteld dat één van de verplichtingen van dit wetsontwerp niet wordt nageleefd, hetgeen aanleiding zou kunnen geven tot de toepassing van een sanctie op grond van artikel 22.

Het richtbaar maken van informatie buiten de in de vorige alinea's beoogde gevallen is strafbaar overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

De opmerking van de Raad van State wordt tegemoetgekomen door de beslissing van de Regering de bevoegde controle- en voogdijoverheden beoogd in artikel 21, nauwkeurig te bepalen.

Artikel 18

Deze bepaling schrijft voor dat in principe de informatie wordt verstrekt door bemiddeling van de door de in de schoot van de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of door de in artikel 2 beoogde personen, aangeduide verantwoordelijke voor de toepassing van het ontwerp van wet. Dit sluit echter niet uit dat elke leider, elke werknemer en elke vertegenwoordiger van de beoogde financiële instellingen of personen, persoonlijk deze inlichtingen moet verstrekken, telkens hij het nuttig acht. Hier wordt beoogd ofwel het geval waarin het onmogelijk is de verantwoordelijke persoon te bereiken binnen de termijn waarover men beschikt om een beslissing te treffen over een kennisgeving aan de cel, ofwel het geval waarin de interne controleprocedures van de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen niet effectief werken. Men denkt inzonderheid aan het geval waarin de leiding van de beoogde ondernemingen of personen, of degenen die inzake witwassen verantwoordelijk zijn, zelf deelnemen aan het proces van witwassen en om deze reden de nuttige kennisgeving beletten.

De Regering heeft gedeeltelijk het advies van de Raad van State gevolgd. Zij acht het nochtans noodzakelijk dat elke vertegenwoordiger van de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen alle informatie meedeelt elke keer dat hij het nodig acht.

Article 19

Cette disposition, qui transpose l'article 8 de la directive, prévoit l'interdiction pour les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2 qui par exemple ont transmis une information à la cellule de porter ce fait à la connaissance du client concerné ou de toute autre personne. Cette interdiction vaut également lorsque la cellule a fait opposition à l'exécution d'une opération, conformément à l'article 12, § 3, jusqu'au moment où le juge d'instruction aura éventuellement rendu une ordonnance.

Article 20

Cette disposition, qui transpose l'article 9 de la directive, dégage de toute responsabilité civile, pénale et disciplinaire tout organisme financier ou personne, tout dirigeant, employé ou représentant d'un tel organisme ou d'une telle personne, qui aura procédé de bonne foi à une information, conformément aux articles 12 à 15 de la loi.

Le Gouvernement a suivi l'avis du Conseil d'Etat.

CHAPITRE IV

Autorités de contrôle ou de tutelle

Article 21

La préservation du système financier contre le blanchiment de capitaux requiert une collaboration entre la cellule de traitement des informations financières et les autorités de contrôle ou de tutelle compétentes.

Comme prévu à l'article 10 de la directive, le présent projet précise que, lorsque les autorités de contrôle ou de tutelle constatent des faits qui sont susceptibles de constituer une preuve de blanchiment de capitaux au sens du présent projet, elles doivent en informer la cellule. Cette obligation de transmission est relative aux faits constatés par les autorités concernées au cours de leurs inspections ou, de toute autre manière, dans le cadre de leur mission légale et réglementaire.

Cet article a été modifié suite à l'avis du Conseil d'Etat sur l'article 17.

Pour l'application de la présente loi, on entend par autorité de contrôle:

1. La Commission bancaire et financière pour:

— les banques inscrites à la liste prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935;

Artikel 19

Deze bepaling die artikel 8 van de richtlijn omzet, verbiedt de door in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen die bij voorbeeld aan de cel een kennisgeving hebben gedaan, dit feit ter kennis te brengen van de betrokken cliënt of van elke andere persoon. Dit verbod geldt tevens wanneer de cel zich heeft verzet tegen de uitvoering van een verrichting, overeenkomstig artikel 12, § 3, tot op het ogenblik dat de onderzoeksrechter eventueel een bevelschrift zal hebben uitgevaardigd.

Artikel 20

Deze bepaling die artikel 9 van de richtlijn omzet, ontslaat elke financiële onderneming of persoon, elke leider, werknemer of vertegenwoordiger van zo'n onderneming of persoon die te goeder trouw overeenkomstig de artikels 12 tot 15 van de wet informatie heeft verstrekt, van elke burgerlijke, strafrechtelijke en tuchtrechtelijke aansprakelijkheid.

De Regering heeft het advies van de Raad van State gevolgd.

HOOFDSTUK IV

Controle- of voogdijoverheden

Artikel 21

De vrijwaring van het financiële stelsel tegen het witwassen van geld vereist een samenwerking tussen de cel voor financiële informatieverwerking en de bevoegde controle- of voogdijoverheden.

Zoals in artikel 10 van de richtlijn voorgeschreven, wordt in het ontwerp bepaald dat wanneer de controle- of voogdijoverheden feiten vaststellen die bewijsmateriaal kunnen vormen van het witwassen van geld in de zin van dit ontwerp, zij de cel daarvan op de hoogte dienen te brengen. Deze meldingsplicht heeft betrekking op feiten vastgesteld door de betrokken autoriteiten tijdens inspecties of op een andere wijze in het kader van hun wettelijke en reglementaire opdracht.

Dit artikel werd gewijzigd overeenkomstig het advies van de Raad van State inzake artikel 17.

Voor de toepassing van deze wet wordt onder controleoverheid verstaan:

1. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen voor:

— de banken die voorkomen op de lijst als bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935;

— les caisses d'épargne privées visées à l'article 2, 3°;

— les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964;

— les établissements publics de droit belge, dès la mise en œuvre de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit;

— les établissements publics de crédit agréés par ces derniers;

— les sociétés de courtage en change et en dépôts;

— les sociétés de gestion de fortune et les sociétés de conseil en placements;

— la C.G.E.R.

2. La Caisse d'intervention des sociétés de bourse pour :

— les sociétés de bourse.

3. L'Office de contrôle des assurances pour :

— les entreprises d'assurances.

4. Le Ministre qui a la Poste dans ses attributions pour :

— la Poste.

5. Le Ministre des Finances pour :

— les établissements publics de crédit de droit belge et les établissements de crédit agréés par ces derniers à l'exception de la C.G.E.R.;

— la Banque nationale de Belgique;

— la Caisse des dépôts et des consignations;

— les personnes physiques ou morales qui se livrent, à titre professionnel, à des opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises, ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement.

En ce qui concerne la Caisse d'intervention des sociétés de bourse, la même philosophie que celle qui a été instaurée dans le cadre de l'article 56 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers a été suivie, en ce sens que c'est elle qui constatera les manquements et transmettra le dossier à la Commission bancaire et financière, à qui, il appartiendra de prononcer les sanctions prévues à l'article 22. Sur ce point, le Gouvernement a suivi l'avis du Conseil d'Etat.

Article 22

En exécution de l'article 14 de la directive, des sanctions sont définies afin de garantir le respect des dispositions du présent projet de loi.

Les moyens d'actions proposés sont empruntés à ceux qui existent dans certaines législations de con-

— de private spaarkassen beoogd in artikel 2, 3°;

— de ondernemingen onderworpen aan hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1964;

— de openbare kredietinstellingen naar Belgisch recht, vanaf de inwerkingtreding van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen;

— de door deze laatste erkende kredietinstellingen;

— de vennootschappen voor wissel- en deposito-makelarij;

— de vennootschappen voor vermogensbeheer en de vennootschappen voor beleggingsadvies;

— de A.S.L.K.

2. Het Interventiefonds van de Beursvennootschappen voor :

— de beursvennootschappen.

3. De Controledienst der Verzekeringen voor :

— de verzekeringsondernemingen.

4. De Minister tot wiens bevoegdheid de Post behoort voor :

— de Post.

5. De Minister van Financiën voor :

— de openbare kredietinstellingen naar Belgisch recht en de door hen erkende kredietinstellingen met uitzondering van de A.S.L.K.;

— de Nationale Bank van België;

— de Deposito- en Consignatiekas;

— de natuurlijke personen en rechtspersonen die beroepshalve verrichtingen doen voor de contante aankoop of verkoop van deviezen in contanten of met cheques in deviezen, dan wel met gebruik van een krediet- of betaalkaart.

Wat betreft het Interventiefonds van de Beursvennootschappen wordt dezelfde filosofie gevolgd als deze van artikel 56 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten. Het Fonds zal de tekortkomingen vaststellen en het dossier overdragen aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Deze Commissie zal de in artikel 22 voorziene sancties uitspreken. Op dit punt heeft de Regering het advies van de Raad van State gevolgd.

Artikel 22

In uitvoering van artikel 14 van de richtlijn worden sancties bepaald om de naleving van de bepalingen van dit wetsontwerp te waarborgen.

De voorgestelde actiemiddelen zijn ontleend aan deze die voorkomen in bepaalde controlewet-

trôle; ainsi l'article 52 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances ou l'article 60 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualité. Les autorités de contrôle ou de tutelle compétentes pourront appliquer des sanctions administratives à l'égard des organismes financiers et personnes soumis à leur surveillance en cas de non-respect des dispositions du présent projet de loi.

Ces sanctions consisteront, d'une part, en la publication des décisions ou mesures en cas de violation du présent projet de loi ou, d'autre part, en des amendes administratives au profit du Trésor. Les procédures d'appel administratives normales pourront être ouvertes contre ces décisions.

Les sanctions spécifiques que le présent projet prévoit, ne portent pas préjudice à l'application éventuelle des mesures et sanctions exceptionnelles à l'égard des organismes financiers et personnes visés sur base de leur propre statut de contrôle.

Le Gouvernement n'a pas tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat estimant qu'une amende administrative est en l'occurrence plus efficace qu'une sanction pénale.

CHAPITRE V

Modification à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers

Article 23

La loi du 4 décembre 1990 relative aux transactions financières et aux marchés financiers a libéralisé les opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises, ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement. Sur base de l'article 195 de la loi précitée, peuvent être déterminées par arrêté royal les règles auxquelles notamment ces opérations en devises seraient soumises.

Lors des travaux parlementaires, il fut précisé par le Ministre des Finances qu'un nombre de règles seraient édictées principalement dans le but de la lutte contre le blanchiment de capitaux (voir rapport de la Commission des Finances du Sénat, document n° 1007-2 (1989-1990), p. 20 et 193-194).

La lutte efficace du blanchiment de capitaux ne requiert pas seulement des règles relatives aux opérations mais aussi des prescriptions applicables aux professionnels concernés.

L'article proposé complète en ce sens l'article 195 précité et autorise le Roi à fixer des règles relatives à

gevingen; zoals artikel 52 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen of artikel 60 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen. De bevoegde controle- of voogdijoverheden zullen administratieve sancties kunnen toepassen ten aanzien van de aan hun toezicht onderworpen financiële ondernemingen en personen in geval van inbreuk op de voorschriften van dit wetsontwerp.

Deze sancties zullen enerzijds bestaan in de openbaarmaking van hun beslissingen of maatregelen bij inbreuken op dit wetsontwerp en anderzijds in administratieve geldboetes ten gunste van de Schatkist. De normale administratieve beroepsprocedures zullen tegen deze maatregelen kunnen openstaan.

De specifieke sancties waarin dit ontwerp voorziet, doen geen afbreuk aan de eventuele toepassing van uitzonderlijke maatregelen en sancties ten aanzien van de beoogde financiële ondernemingen en personen op grond van hun eigen controlestatuut.

De Regering heeft het advies van de Raad van State niet gevolgd, achtend dat ter zake een administratieve boete meer doeltreffend zal zijn dan een strafrechtelijke sanctie.

HOOFDSTUK V

Wijziging van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten

Artikel 23

De wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten heeft de activiteit van contante aan- en verkoop van deviezen in speciën of met cheques in deviezen of met gebruik van een krediet- of betaalkaart vrijgemaakt. Op grond van artikel 195 van voormelde wet kunnen bij koninklijk besluit regels worden bepaald waaraan inzonderheid deze deviezenverrichtingen onderworpen zouden zijn.

Tijdens de parlementaire voorbereiding werd door de Minister van Financiën gepreciseerd dat een aantal regels zouden uitgevaardigd worden voornamelijk met het oog op de strijd tegen het witwassen van geld (zie verslag van de Senaatscommissie voor de Financiën, stuk nr. 1007-2 (1989-1990), blz. 20 en 193-194).

De efficiënte bestrijding van het witwassen van geld vereist niet alleen regels met betrekking tot de verrichtingen, maar ook voorschriften van toepassing op de betrokken professionelen.

Het voorgestelde artikel vult voornoemd artikel 195 in die zin aan, en machtigt de Koning om regels

l'enregistrement des personnes qui exécutent à titre professionnel des opérations en devises au comptant en espèces et de déterminer le régime et le contrôle, qui leur sont applicables.

Le non-respect des dispositions prises sur base de l'article 195 est sanctionné pénalement en vertu de l'article 213 de la loi du 4 décembre 1990.

Le Gouvernement a tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre
des Communications et des Entreprises publiques,*

G. COEME.

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre
de la Justice et des Affaires économiques,*

M. WATHELET.

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT.

vast te stellen betreffende de registratie van personen die beroepshalve contante deviezenverrichtingen in speciën verrichten en inzake het regime en de controle die op hen toepasselijk zijn.

De niet naleving van de op grond van artikel 195 getroffen bepalingen wordt strafrechtelijk gesanctioneerd krachtens artikel 213 van de wet van 4 december 1990.

De Regering heeft het advies van de Raad van State gevolgd.

*De Vice-Eerste Minister en Minister
van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,*

G. COEME.

*De Vice-Eerste Minister en Minister
van Justitie en Economische Zaken,*

M. WATHELET.

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques, de Notre Ministre de la Justice et des Affaires économiques et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques, Notre Ministre de la Justice et des Affaires économiques et Notre Ministre des Finances sont chargés de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit:

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Article 1^{er}

La présente loi applique la directive du conseil 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991 relative à l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Art. 2

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux organismes financiers et aux personnes mentionnés ci-après:

- 1° la Banque nationale de Belgique;
- 2° les banques inscrites à la liste prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;
- 3° les caisses d'épargne privées inscrites en application de l'article 3 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées par l'arrêté royal du 23 juin 1967;
- 4° les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;
- 5° les établissements publics de crédit de droit belge;
- 6° les établissements de crédit agréés par ces derniers;

ONTWERP VAN WET

BOUDEWIJN,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, van Onze Minister van Justitie en Economische Zaken en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, Onze Minister van Justitie en Economische Zaken en Onze Minister van Financiën zijn gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt:

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Deze wet vormt de toepassing van de richtlijn van de Raad 91/308/E.E.G. van 10 juni 1991, tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld.

Art. 2

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de hierna vermelde financiële ondernemingen en personen:

- 1° de Nationale Bank van België;
- 2° de banken die voorkomen op de lijst bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;
- 3° de privé-spaarkassen die zijn ingeschreven in toepassing van artikel 3 van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 23 juni 1967;
- 4° de ondernemingen onderworpen aan hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;
- 5° de openbare kredietinstellingen naar Belgisch recht;
- 6° de door deze laatste erkende kredietinstellingen;

7° les sociétés de bourse;

8° les entreprises d'assurances établies en Belgique et agréées pour exercer l'activité d'assurance vie en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

9° la Poste;

10° les sociétés de courtage en change et en dépôts;

11° toutes autres personnes physiques ou morales qui se livrent, à titre professionnel, aux opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement;

12° la Caisse des dépôts et consignations;

13° les sociétés de gestion de fortune;

14° les sociétés de conseil en placements.

Le Roi peut inscrire d'autres organismes financiers ou personnes à la liste prévue à l'alinéa 1^{er}.

Il peut en outre adapter la liste dans le cadre de l'exécution d'autres dispositions légales.

Art. 3

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 concourent pleinement à l'application de la présente loi par l'identification de tous les actes par lesquels des personnes connaissant l'origine illicite de capitaux ou d'autres biens, procèdent à :

— leur conversion ou leur transfert, dans le but de dissimuler ou de déguiser cette origine illicite ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la réalisation de l'infraction dont proviennent ces capitaux ou ces biens, à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

— la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété de ces capitaux ou de ces biens;

— leur acquisition, leur détention ou leur utilisation;

— la participation à l'un des actes visés aux trois points précédents, l'association pour commettre ledit acte, les tentatives de le perpétrer, le fait d'aider, d'inciter ou de conseiller quelqu'un à le faire ou le fait d'en faciliter l'exécution,

lorsque ces capitaux ou ces biens proviennent de la réalisation d'une infraction liée au terrorisme, à la criminalité organisée, au trafic illicite de stupéfiants, au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises, au trafic de main-d'œuvre clandestine, au trafic d'êtres humains ou à l'exploitation de la prostitution.

Ces actes sont ci-après dénommés « blanchiment de capitaux » aux fins de l'application de la présente loi.

7° de beursvennootschappen;

8° de in België gevestigde verzekeringsondernemingen die, in toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, toegelaten worden voor de uitoefening van het levensverzekeringsbedrijf;

9° de Post;

10° de vennootschappen voor wissel- en depositomakelarij;

11° alle overige natuurlijke personen en rechtspersonen die beroepshalve verrichtingen doen voor de contante aankoop of verkoop van deviezen in contanten of met cheques in deviezen dan wel met gebruik van een krediet- of betaalkaart;

12° de Deposito- en Consignatiekas;

13° de vennootschappen voor vermogensbeheer;

14° de vennootschappen voor beleggingsadvies.

De Koning kan andere financiële ondernemingen of personen op de in het eerste lid voorziene lijst plaatsen.

Hij kan bovendien de lijst aanpassen in het kader van de uitvoering van andere wetsbepalingen.

Art. 3

De in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen verlenen hun volledige medewerking aan de toepassing van deze wet, om duidelijk alle daden te onderkennen waardoor personen die de illegale herkomst kennen van geld of activa :

— die omzetten of overdragen, met de bedoeling hun illegale herkomst te verbergen of te verdoezelen dan wel een persoon die betrokken is bij het misdrijf waaruit dit geld of deze activa voortkomen, te helpen ontkomen aan de rechtsgevolgen van zijn daden;

— de aard, oorsprong, vindplaats, vervreemding, verplaatsing of eigendom van dit geld of deze activa verhelen of verhullen;

— dit geld of deze activa verwerven, bezitten of gebruiken;

— aan een van de in de drie voorgaande punten bedoelde daden deelnemen, daaraan medeplichtig zijn, een poging daartoe doen, daaraan helpen, daartoe aanzetten, daartoe de raad geven of ze vergemakkelijken,

wanneer dit geld of deze activa voortkomen uit een misdrijf dat in verband staat met het terrorisme, de georganiseerde misdaad, de illegale drughandel, de illegale handel in wapens, goederen en koopwaren, de handel in clandestiene werkkrachten, de mensenhandel of de exploitatie van de prostitutie.

Voor de toepassing van deze wet worden deze daden hierna « witwassen van geld » genoemd.

CHAPITRE II

**Identification des clients et organisation interne
au niveau des organismes financiers
et des personnes visés à l'article 2**

Art. 4

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 doivent s'assurer de l'identité de leurs clients au moyen d'un document probant au moment où ils nouent des relations d'affaires qui feront d'eux des clients habituels.

Cette même identification est exigée pour toute autre personne qui souhaite réaliser une opération dont le montant atteint ou excède 10.000 ECU, qu'elle soit effectuée en une seule opération ou en plusieurs entre lesquelles un lien semble exister. L'identification est requise même si le montant de l'opération est inférieur à 10 000 ECU dès qu'il y a soupçon de blanchiment de capitaux.

L'identification porte sur le nom, le prénom ou la dénomination sociale pour les personnes morales, l'adresse ou le siège social du client.

Art. 5

En cas de doute sur le point de savoir si les clients visés à l'article 4 agissent pour leur propre compte ou en cas de certitude qu'ils n'agissent pas pour leur propre compte, les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 prennent des mesures raisonnables en vue d'obtenir des informations sur l'identité réelle des personnes pour le compte desquelles ces clients agissent.

Art. 6

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 ne sont pas soumis aux obligations d'identification visées aux articles 4 et 5 au cas où le client est également un organisme financier ou une personne visés à l'article 2 ou un établissement de crédit ou une institution financière visés à l'article 1^{er} de la directive 91/308/C.E.E.

Par dérogation à l'article 4, l'identification n'est pas requise des entreprises d'assurances visées à l'article 2, 8°, qui effectuent une activité d'assurance vie, lorsque le montant de la ou des primes périodiques à verser au cours d'une année n'excède pas 1 000 ECU ou dans le cas d'un versement d'une prime unique dont le montant n'excède pas 2 500 ECU. Si la ou les primes périodiques à verser au cours d'une année sont augmentées de telle sorte qu'elles dépassent le seuil de 1 000 ECU, l'identification est requise.

HOOFDSTUK II

**Identificatie van de cliënten en interne organisatie
op het niveau van de in artikel 2 beoogde
financiële ondernemingen en personen**

Art. 4

De in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen dienen zich te vergewissen van de identiteit van hun cliënten aan de hand van een bewijsstuk op het ogenblik dat zij een zakenrelatie aanknopen waardoor de betrokkenen gewone cliënten worden.

Dezelfde identificatie is vereist voor iedere andere persoon die een verrichting wenst uit te voeren voor een bedrag van 10 000 ECU of meer, ongeacht of zij in één keer wordt uitgevoerd of in verscheidene keren, waartussen een verband blijkt te bestaan. Identificatie is vereist zelfs wanneer het bedrag van de verrichting lager is dan 10 000 ECU, zodra wordt vermoed dat het gaat om witwassen van geld.

De identificatie betreft de naam, de voornaam of voor rechtspersonen, de firma, het adres of de maatschappelijke zetel van de cliënt.

Art. 5

Indien wordt betwijfeld of de in artikel 4 bedoelde cliënten voor eigen rekening handelen, of indien vaststaat dat zij niet voor eigen rekening handelen, treffen de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen redelijke maatregelen om informatie te verkrijgen omtrent de ware identiteit van de personen voor wier rekening deze cliënten handelen.

Art. 6

De in de artikels 4 en 5 bedoelde identificatieverplichtingen zijn niet van toepassing op de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen in geval de cliënt eveneens een in artikel 2 beoogde financiële onderneming of persoon is of een kredietinstelling of een financiële instelling is bedoeld in artikel 1 van de richtlijn 91/308/E.E.G.

In afwijking van artikel 4, rust de identificatieplicht niet op de verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 2, 8°, die een levensverzekeringsbedrijf uitoefenen, wanneer het bedrag van de te betalen periodieke premie(s) gedurende een periode van een jaar 1 000 ECU of minder bedraagt, of, bij storting van een eenmalige premie, wanneer het bedrag 2 500 ECU of minder belooft. Wanneer de periodieke premie(s) zodanig wordt (worden) verhoogd dat de drempel van 1 000 ECU wordt overschreden, wordt de identificatie verplicht.

Art. 7

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 conservent sur quelque support d'archivage que ce soit, pendant cinq ans au moins après avoir mis fin aux relations avec leurs clients ou toute autre personne visée à l'article 4, alinéas 1 et 2, une copie du document probant ayant servi à l'identification ou les références de celui-ci.

Il en est de même des documents ayant permis l'identification visée à l'article 5.

Sans préjudice de l'exigence formulée à l'article 6, alinéa 4, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 conservent pendant une période d'au moins cinq ans à partir de l'exécution des opérations, une copie sur quelque support d'archivage que ce soit, des enregistrements, bordereaux et documents des opérations effectuées de façon à pouvoir les reconstituer précisément.

Art. 8

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 établissent un rapport écrit sur toute opération qui, notamment de par sa nature ou de par son caractère inhabituel au regard des activités du client pourrait être liée au blanchiment de capitaux; ce rapport est transmis aux personnes visées à l'article 10 aux fins d'être conservé durant le délai prescrit à l'article 7.

Art. 9

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 prennent les mesures appropriées pour sensibiliser leurs employés et leurs représentants aux dispositions de la présente loi. Ces mesures comprennent la participation de leurs employés et de leurs représentants concernés à des programmes spéciaux afin de les aider à reconnaître les opérations qui peuvent être liées au blanchiment de capitaux et de les instruire sur la manière de procéder en pareil cas.

Art. 10

Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 désignent une ou plusieurs personnes responsables pour l'application de la présente loi au sein de leur organisme. Ces personnes sont chargées principalement de l'établissement de procédures de contrôle interne, de communication et de centralisation des informations, afin de prévenir, repérer et empêcher la réalisation d'opérations liées au blanchiment de capitaux.

Art. 7

De in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen bewaren op onverschillig welke informatiedrager gedurende ten minste vijf jaar na het beëindigen van de relaties met hun cliënten of alle andere personen beoogd in artikel 4, eerste en tweede lid, een afschrift van het bewijsstuk dat voor de identificatie heeft gediend of de verwijzingen ernaar.

Hetzelfde geldt voor de stukken die de in artikel 5 beoogde identificatie mogelijk hebben gemaakt.

Onverminderd het vereiste gesteld in artikel 6, vierde lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, bewaren de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen gedurende een periode van ten minste vijf jaar vanaf de uitvoering van de verrichtingen op onverschillig welke informatiedrager een kopie van de registraties, de borderellen en stukken van de uitgevoerde verrichtingen om ze nauwkeurig te kunnen reconstrueren.

Art. 8

De in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen stellen een schriftelijk verslag op over elke verrichting die, inzonderheid door haar natuur of door haar ongebruikelijk karakter ten aanzien van de activiteiten van de cliënt, zou kunnen verband houden met het witwassen van geld; dit verslag wordt voor bewaring gedurende de door artikel 7 voorgeschreven termijn toegestuurd aan de in artikel 10 bedoelde personen.

Art. 9

De in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen nemen passende maatregelen om hun werknemers en hun vertegenwoordigers met de bepalingen van deze wet vertrouwd te maken. Deze maatregelen houden in dat hun betrokken werknemers en vertegenwoordigers deelnemen aan speciale opleidingsprogramma's om de verrichtingen te leren onderkennen die met het witwassen van geld verband kunnen houden en in te zien hoe in die gevallen moet worden gehandeld.

Art. 10

De in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen wijzen één of meer personen aan die verantwoordelijk zijn voor de toepassing van deze wet in hun onderneming. Deze personen zijn vooral belast met de vaststelling van de procedures voor interne controle, informatieverstrekking en -centralisatie om verrichtingen die met het witwassen van geld verband houden, te voorkomen, op te sporen en te verhinderen.

CHAPITRE III

Transmission d'informations entre les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2 et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux

Art. 11

Il est institué, sous la dénomination de « cellule de traitement des informations financières », une autorité administrative chargée du traitement et de la transmission d'informations, en vue de la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, cette autorité est chargée en particulier de recevoir et d'analyser les informations transmises par les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 en vertu des articles 12 à 15 et de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément aux articles 12 à 16.

Cette autorité, composée d'experts en matière financière, est placée sous le contrôle des Ministres de la Justice et des Finances et sous la direction d'un magistrat ou de son suppléant détachés temporairement du parquet. Ses membres sont désignés par le Roi.

Au moins une fois par an, cette autorité dresse un rapport de ses activités à l'intention des Ministres précités.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités relatives à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de cette autorité.

Art. 12

§ 1^{er}. Lorsque les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2 savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, ils en informent la cellule de traitement des informations financières, avant d'exécuter l'opération, en indiquant, le cas échéant, le délai dans lequel celle-ci doit être exécutée. Cette information peut être faite téléphoniquement, mais doit être immédiatement confirmée par télécopie ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Dès réception de l'information, la cellule en accuse réception.

§ 2. Si, en raison de la gravité ou de l'urgence de l'affaire, la cellule l'estime nécessaire, elle peut faire opposition à l'exécution de l'opération, avant l'expiration du délai d'exécution indiqué par les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2.

HOOFDSTUK III

Informatieverstrekking tussen de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen en de met de bestrijding van het witwassen van geld belaste overheden

Art. 11

Er wordt, onder de benaming « cel voor financiële informatieverwerking », een administratieve overheid ingesteld belast met het verwerken en verstrekken van informatie met het oog op de bestrijding van het witwassen van geld.

Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten, wordt deze autoriteit in het bijzonder belast met de ontvangst en de ontleding van de informatie die door de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen krachtens de artikels 12 tot 15 is meegedeeld en het nemen van alle noodzakelijke maatregelen overeenkomstig de artikels 12 tot 16.

Deze autoriteit bestaande uit financiële deskundigen, staat onder het toezicht van de Ministers van Justitie en van Financiën en onder de leiding van een magistraat of van zijn plaatsvervanger die tijdelijk van het parket worden gedetacheerd. Haar leden worden aangewezen door de Koning.

Ten minste één keer per jaar stelt deze autoriteit voor de voornoemde Ministers een verslag van haar werkzaamheden op.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de regels inzake de samenstelling, de organisatie en de werking van deze autoriteit.

Art. 12

§ 1. Wanneer de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen weten of vermoeden dat een uit te voeren verrichting verband houdt met het witwassen van geld, brengen zij dit, vooraleer de verrichting uit te voeren, ter kennis van de cel voor financiële informatieverwerking en deelt zij in voorkomend geval de termijn mee binnen dewelke deze moet worden uitgevoerd. Deze kennisgeving mag telefonisch geschieden, maar moet onmiddellijk bevestigd worden per telefax of, bij gebrek daaraan, via enig ander schriftelijk medium.

Zodra de cel de kennisgeving ontvangt, bevestigt zij de ontvangst ervan.

§ 2. Zo de cel het wegens het ernstig of dringend karakter van de zaak nodig acht, kan zij zich vóór het verstrijken van de uitvoeringstermijn die door de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen is meegedeeld, verzetten tegen de uitvoering van de verrichting.

Cette opposition est notifiée immédiatement par télécopie à ceux-ci ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Cette opposition fait obstacle à l'exécution de l'opération pendant une durée maximale de vingt-quatre heures à compter de la notification.

§ 3. Si la cellule estime que la mesure visée au paragraphe 2 doit être prolongée, elle en réfère sans délai au procureur du Roi à Bruxelles, qui prend les décisions nécessaires. A défaut de décision notifiée aux organismes financiers ou aux personnes visés à l'article 2 dans le délai visé au § 2, les organismes financiers ou les personnes sont libres d'exécuter l'opération.

Art. 13

Dans l'hypothèse où les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2, qui savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, ne peuvent en informer la cellule de traitement des informations financières avant d'exécuter l'opération, soit parce que le report de l'exécution de l'opération n'est pas possible en raison de la nature de celle-ci, soit parce qu'il serait susceptible d'empêcher la poursuite des bénéficiaires du blanchiment présumé de capitaux, les organismes financiers ou les personnes procèdent à l'information de la cellule immédiatement après avoir exécuté l'opération. Dans ce cas, la raison pour laquelle il n'a pu être procédé à l'information préalablement à l'exécution de l'opération doit être indiquée.

Art. 14

Hors les cas visés aux articles 12 et 13, lorsque les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2 ont connaissance d'un fait qui pourrait être l'indice d'un blanchiment de capitaux, ils en informent immédiatement la cellule de traitement des informations financières. Cette information peut être faite téléphoniquement mais doit être confirmée par télécopie ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Dès réception de l'information, la cellule en accuse réception.

Art. 15

§ 1^{er}. Lorsque la cellule de traitement des informations financières reçoit une information visée à l'article 12 ou 14, elle peut se faire communiquer de la part de tous les organismes financiers et les personnes visés à l'article 2 ainsi que des services de police, tous les renseignements complémentaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission, dans le délai qu'elle détermine.

Dit verzet wordt aan deze laatsten onmiddellijk per telefax betekend of, bij gebrek daaraan, via enig ander schriftelijk medium.

Dit verzet verhindert de uitvoering van de verrichting tijdens maximaal vierentwintig uur te rekenen vanaf de betekening.

§ 3. Indien de cel van oordeel is dat de in paragraaf 2 bedoelde maatregel moet worden verlengd, meldt zij dit onverwijld aan de procureur des Konings te Brussel die de nodige beslissingen neemt. Indien binnen de in paragraaf 2 gestelde termijn geen beslissing ter kennis is gebracht van de financiële ondernemingen of de personen, mogen de financiële ondernemingen of de personen de verrichting uitvoeren.

Art. 13

Wanneer de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen die weten of vermoeden dat een uit te voeren verrichting verband houdt met het witwassen van geld, dit niet ter kennis kunnen brengen van de cel voor financiële informatieverwerking vooraleer de verrichting uit te voeren, hetzij omdat het niet mogelijk is de uitvoering van de verrichting, gezien haar aard, uit te stellen, hetzij omdat uitstel van aard zou kunnen zijn de vervolging van de begunstigen van het vermeende witwassen van geld te beletten, stellen de ondernemingen of de personen onmiddellijk na de uitvoering van de verrichting de cel hiervan in kennis. In dit geval wordt de reden vermeld waarom een kennisgeving, vooraleer de verrichting uit te voeren, niet mogelijk was.

Art. 14

Buiten de gevallen beoogd in de artikels 12 en 13, brengen de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen, wanneer hun een feit bekend wordt dat op witwassen van geld zou kunnen wijzen, dit onmiddellijk ter kennis van de cel voor financiële informatieverwerking. Deze kennisgeving mag telefonisch geschieden, maar moet worden bevestigd per telefax of, bij gebrek daaraan, op eender welke schriftelijke wijze.

Zodra de cel de kennisgeving ontvangt, bevestigt zij de ontvangst ervan.

Art. 15

§ 1. Wanneer de cel voor financiële informatieverwerking een in artikel 12 of 14 beoogde kennisgeving ontvangt, mag zij eisen dat al de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen alsook alle politiediensten haar alle bijkomende inlichtingen die zij voor de vervulling van haar opdracht nuttig acht, meedelen binnen de door haar bepaalde termijn.

§ 2. En outre, indépendamment des cas visés au paragraphe 1^{er}, la cellule peut à tout moment se faire communiquer de la part des organismes financiers et des personnes visés à l'article 2, qui ne sont soumis à aucun contrôle prudentiel tous les renseignements qu'elle juge utiles concernant la manière dont ces mêmes organismes et personnes mettent en oeuvre les articles 4 à 10.

Art. 16

Sans préjudice du cas visé à l'article 12, § 3, la cellule de traitement des informations financières procède à l'examen des informations qui lui sont transmises en vertu des articles 12 à 15. Dès que cet examen fait apparaître un indice sérieux de blanchiment de capitaux, ces informations sont transmises au procureur du Roi de Bruxelles.

Art. 17

§ 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles qui précèdent et hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres de la cellule de traitement des informations financières ne peuvent divulguer, même dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, les informations recueillies dans l'exercice de leurs fonctions.

Le membre de la cellule qui divulgue une information visée à l'alinéa 1^{er} est puni des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux communications faites dans le cadre d'une collaboration mutuelle, en vertu de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou, moyennant réciprocité, à des organismes étrangers remplissant des fonctions similaires et soumis à des obligations de secret analogues à celles de la cellule, en vue de l'accomplissement de leur mission.

Pour l'application de l'article 22, la cellule peut néanmoins fournir les informations utiles aux autorités de contrôle ou de tutelle compétentes.

Art. 18

La transmission d'informations visée aux articles 12 à 14 est effectuée en principe par la personne désignée au sein des organismes financiers ou par les personnes visés à l'article 2, conformément à l'article 10.

Tout dirigeant, tout employé et tout représentant des organismes financiers ou des personnes visés à l'article 2 procèdent toutefois personnellement à la transmission d'informations à la cellule chaque fois qu'il le juge nécessaire.

§ 2. Bovendien mag de cel, los van de in de § 1 bedoelde gevallen, op elk ogenblik eisen dat de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen en personen, die aan geen prudentieel toezicht onderworpen zijn, haar alle door haar nuttig geachte inlichtingen meedelen over de manier waarop dezelfde ondernemingen en personen de artikels 4 tot 10 toepassen.

Art. 16

Onverminderd het geval beoogd in artikel 12, § 3, gaat de cel voor financiële informatieverwerking over tot het onderzoek van de informatie die haar krachtens de artikels 12 tot 15 is meegedeeld. Zodra uit dit onderzoek blijkt dat er een ernstige aanwijzing van witwassen van geld bestaat, wordt deze informatie aan de procureur des Konings te Brussel meegegeeld.

Art. 17

§ 1. Onverminderd de toepassing van de voorafgaande artikels en buiten het geval dat zij geroepen worden om in rechte te getuigen, mogen de leden van de cel voor financiële informatieverwerking, zelfs in het geval beoogd in artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, geen ruchtbaarheid geven aan de informatie waarvan zij bij de uitoefening van hun opdrachten kennis hebben gekregen.

Het lid van de cel dat een in het eerste lid beoogde informatie ruchtbaar maakt, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op mededelingen in het kader van een wederzijdse samenwerking, op grond van internationale verdragen die België heeft ondertekend of op grond van wederkerigheid, aan buitenlandse instellingen met opdrachten en verplichtingen van dezelfde aard als die van de cel met het oog op het vervullen van hun opdracht.

Voor de toepassing van artikel 22 mag de cel niettemin aan de bevoegde controle- of voogdijoverheden de nodige informaties meedelen.

Art. 18

De mededeling van de in de artikels 12 tot 14 beoogde informatie wordt in beginsel gedaan door de persoon die in de schoot van de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen overeenkomstig artikel 10 is aangesteld.

Elke leider, elke werknemer en elke vertegenwoordiger van de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen moet evenwel persoonlijk aan de cel informaties meedelen elke keer dat hij het nodig meent.

Art. 19

Les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2 ne peuvent en aucun cas porter à la connaissance du client concerné ou de personnes tierces que des informations ont été transmises à la cellule de traitement des informations financières en application des articles 12 à 14, ou qu'une information du chef de blanchiment de capitaux est en cours.

Art. 20

Aucune action civile, pénale ou disciplinaire ne peut être intentée ni aucune sanction professionnelle prononcée contre les organismes financiers ou les personnes visés à l'article 2, leurs dirigeants, leurs employés ou leurs représentants qui ont procédé de bonne foi à une information, conformément aux articles 12 à 15.

CHAPITRE IV

Autorités de contrôle ou de tutelle

Art. 21

Les autorités de contrôle ou de tutelle des organismes financiers et des personnes visés à l'article 2 qui constatent des faits susceptibles de constituer la preuve d'un blanchiment de capitaux sont tenues d'en informer la cellule de traitement des informations financières.

Art. 22

Sans préjudice des mesures définies par d'autres lois ou d'autres règlements, l'autorité de contrôle ou de tutelle compétente peut, en cas de non-respect par les organismes financiers ou par les personnes visés à l'article 2 qui lui sont soumis, des dispositions des articles 4 à 19 ou des arrêtés pris pour leur exécution :

1° procéder à la publication, suivant les modalités qu'elle détermine, des décisions et mesures qu'elle prend;

2° infliger une amende administrative dont le montant ne peut être inférieur à 10 000 francs et ne peut excéder 50 millions de francs, après avoir entendu les organismes ou les personnes dans leur défense ou du moins les avoir dûment convoqués; l'amende est perçue au profit du Trésor par l'Administration de la T.V.A., enregistrement et domaines.

Art. 19

De door artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen mogen in geen geval ter kennis brengen van de betrokken cliënt of van derden dat informatie werd meegegeeld aan de cel voor financiële informatieverwerking met toepassing van de artikels 12 tot 14, of dat een opsporingsonderzoek wegens witwassen van geld aan de gang is.

Art. 20

Geen enkele burgerlijke rechtsvordering, straf- of tuchtvordering kan worden ingesteld en geen enkele professionele sanctie kan worden uitgesproken tegen de door artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen, hun leiders, hun werknemers of hun vertegenwoordigers wegens een te goeder trouw verstrekte inlichting overeenkomstig artikels 12 tot 15.

HOOFDSTUK IV

Controle- of voogdijoverheden

Art. 21

De controle- of voogdijoverheden van de in artikel 2 beoogde financiële ondernemingen of personen die feiten vaststellen die bewijsmateriaal voor het witwassen van geld kunnen vormen, moeten de cel voor financiële informatieverwerking daarvan op de hoogte brengen.

Art. 22

Onverminderd de bij andere wetten of reglementen bepaalde maatregelen, kan de bevoegde controle- of voogdijoverheid, bij niet naleving van de bepalingen van de artikels 4 tot 19 of de in uitvoering ervan genomen besluiten door een in artikel 2 beoogde financiële onderneming of persoon die onder haar ressorteert :

1° volgens de regels die zij bepaalt, de beslissingen en maatregelen die zij neemt, openbaar maken;

2° een administratieve geldboete opleggen, die niet minder dan 10 000 frank en niet meer dan 50 miljoen frank mag bedragen, na de betrokken ondernemingen of personen in haar verweer te hebben gehoord of minstens behoorlijk te hebben opgeroepen; de geldboete wordt geïnd in het voordeel van de Schatkist, door de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen.

CHAPITRE V

**Modification à la loi du 4 décembre 1990
relative aux opérations financières
et aux marchés financiers**

Art. 23

L'article 195 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est remplacé par la disposition suivante:

« Article 195. Le Roi détermine:

1° les règles relatives à l'enregistrement des personnes qui, à titre professionnel, exécutent les opérations visées à l'article 194, alinéa 2, et le régime ainsi que le contrôle qui leur sont applicables;

2° les règles auxquelles sont soumises les opérations sur devises visées à l'article 194. »

CHAPITRE VI

Disposition finale

Art. 24

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1992.

BAUDOUIN.

Par le Roi:

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre
des Communications et des Entreprises publiques,*

G. COEME.

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre
de la Justice et des Affaires économiques,*

M. WATHELET.

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT.

HOOFDSTUK V

**Wijziging van de wet van 4 december 1990
op de financiële transacties
en de financiële markten**

Art. 23

Artikel 195 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 195. De Koning bepaalt:

1° de regels betreffende de registratie van de personen die beroepshalve verrichtingen uitvoeren als bedoeld in artikel 194, tweede lid, en het regime alsook de controle die op hen toepasselijk zijn;

2° de regels waaraan de in artikel 194 bedoelde deviezenverrichtingen zijn onderworpen. »

HOOFDSTUK VI

Slotbepaling

Art. 24

De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

Gegeven te Brussel, 17 juli 1992.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege:

*De Vice-Eerste Minister en Minister
van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,*

G. COEME.

*De Vice-Eerste Minister en Minister
van Justitie en Economische Zaken,*

M. WATHELET.

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT.

AVANT-PROJET DE LOI

Se situant dans le contexte international des initiatives prises afin de lutter contre le blanchiment des capitaux, le projet de loi que le Gouvernement vous soumet vise principalement à adapter notre droit à la Directive du Conseil 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

1. Le contexte international

La lutte contre le blanchiment de capitaux est devenue, ces dernières années, une question centrale dans les discussions internationales relatives à la prévention de la criminalité et à la justice pénale. Ce type d'infraction est en effet apparu comme un corollaire nécessaire de toute une série d'infractions génératrices de profits pour leurs auteurs et comme un moteur important du développement de la criminalité, non seulement sur le plan interne des Etats, mais surtout sur le plan international, voire mondial. Il a dès lors été considéré comme indispensable d'élaborer, sur le plan international, des mécanismes de répression appropriés à l'égard de ce type d'infraction.

Des initiatives ont dès lors été prises dans cette perspective, visant à doter les Etats des mesures pénales nécessaires pour une répression adéquate du blanchiment de capitaux et à améliorer la coopération judiciaire internationale dans ce domaine. Il s'agit en particulier de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, du 19 décembre 1988, et de celle du Conseil de l'Europe, sur le blanchiment, le dépistage, la saisie et la confiscation des produits du crime, du 8 novembre 1990.

Par ailleurs, à côté de ce volet repressif, d'autres initiatives ont été prises, plus spécifiquement dans le domaine financier, pour prévenir l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. Ce sont ces initiatives qui ont inspiré la rédaction du présent projet de loi.

On vise tout d'abord la Déclaration de principes du Comité de Bâle, du 17 décembre 1988, relative à la prévention de l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de fonds d'origine criminelle, qui contient une série de principes de nature essentiellement déontologique ayant pour but de s'assurer que les organismes financiers procèdent à l'identification de leurs clients et mettent en place des procédures visant à décourager les opérations illicites.

On vise ensuite le rapport du Groupe d'action financière (G.A.F.I.) du 6 février 1990, qui contient un certain nombre de recommandations relatives au fonctionnement du système financier, dont l'objectif est d'inciter les Etats à renforcer le rôle du système financier dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et à améliorer la coopération administrative dans ce domaine.

On vise enfin la directive européenne 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, dont les dispositions trouvent leur source d'inspiration dans les recommandations précitées.

2. La directive européenne 91/308/C.E.E. et le présent projet de loi

La directive européenne 91/308/C.E.E. est un texte qui est à la fois plus précis et plus contraignant vis-à-vis des Etats membres que les autres textes internationaux, tout en mettant l'accent sur l'aspect préventif de la lutte contre le blanchiment des capitaux.

VOORONTWERP VAN WET

Het ontwerp van wet dat de Regering u voorlegt, strekt er hoofdzakelijk toe ons recht aan te passen aan de Richtlijn van de Raad 91/308/E.E.G. van 10 juni 1991 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld. Het ontwerp past in de internationale context van initiatieven die zijn genomen om te strijden tegen het witwassen van geld.

1. Internationale context

De strijd tegen het witwassen van geld staat de laatste jaren centraal in de internationale discussies over de voorkoming van criminaliteit en de strafjustitie. Het is inderdaad gebleken dat dit type misdrijf een noodzakelijk uitvloeisel is van een ganse reeks misdrijven die hun daders voordelen verschaffen en dat het een belangrijke stuwende kracht is bij de ontwikkeling van de criminaliteit, niet alleen op nationaal vlak, maar vooral op internationaal en zelfs op wereldvlak. Bijgevolg werd het onontbeerlijk geacht, op internationaal vlak, de gepaste mechanismen voor beteugeling van dit soort van misdrijf uit te werken.

In dit perspectief zijn er bijgevolg initiatieven genomen, die ertoe strekken de Staten te voorzien van de strafrechtelijke maatregelen nodig voor een doeltreffende beteugeling van het witwassen van geld en voor het verbeteren van de internationale gerechtelijke samenwerking op dit gebied. Het gaat meer bepaald om het Verdrag van de Verenigde Naties van 19 december 1988 tegen de sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen en dat van de Raad van Europa van 8 november 1990 betreffende het witwassen, het opsporen, het in beslag nemen en het verbeurd verklaren van de opbrengst van misdaad.

Overigens werden er, naast deze initiatieven met een beteuwend karakter, andere genomen, meer bepaald op financieel gebied, om te voorkomen dat het financiële stelsel voor het witwassen van geld zou worden gebruikt. Het zijn deze initiatieven waarbij dit ontwerp van wet nauw aanleunt.

Allereerst gaat het om de Beginselverklaring van Bazel van 17 december 1988 tot voorkoming van het gebruik van het bankstelsel voor het witwassen van geld met misdadige herkomst. Deze verklaring bevat een aantal beginselen met een hoofdzakelijk deontologisch karakter die tot doel hebben ervoor te zorgen dat de financiële ondernemingen hun cliënten identificeren en procedures uitwerken die de illegale verrichtingen ontmoedigen.

Vervolgens gaat het om het verslag van de Financiële Actiegroep (G.A.F.I.) van 6 februari 1990, dat een aantal aanbevelingen bevat aangaande de werking van het financiële stelsel, die tot doel hebben de Staten aan te sporen de rol van het financiële stelsel in het raam van de strijd tegen het witwassen van geld te versterken of de administratieve samenwerking op dit gebied te verbeteren.

Tenslotte betreft het de Europese richtlijn 91/308/E.E.G. van 10 juni 1991 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor witwassen van geld, waarvan de bepalingen geïnspireerd zijn door de hogervermelde aanbevelingen.

2. De Europese richtlijn 91/308/E.E.G. en dit ontwerp van wet

Deze Europese richtlijn legt de klemtoon geheel op het preventief aspect van de strijd tegen het witwassen van geld. Tegelijk is deze tekst nauwkeuriger en bindt ze de Lid-Staten veel meer dan de andere internationale teksten.

En vertu de l'article 16 de la directive, chaque Etat membre a l'obligation d'adopter les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à ladite directive avant le 1^{er} janvier 1993.

Les autorités communautaires ont été notamment inspirées par le fait que « l'utilisation des établissements de crédit et des institutions financières pour le blanchiment du produit d'activités criminelles (...) risque de compromettre gravement la solidité et la stabilité de l'établissement ou de l'institution en question ainsi que la fiabilité du système financier en général, qui perdrait ainsi la confiance du public ».

La directive relève également que, malgré que le blanchiment de capitaux doit être combattu principalement par des mesures de droit pénal, et dans le cadre d'une coopération entre les autorités judiciaires et de police, une telle approche pénale ne doit pas être la seule poursuivie mais doit s'accompagner de mesures préventives, consistant principalement, en la collaboration des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment.

Tel est précisément le but du présent projet de loi qui, d'une part, accentue cet aspect préventif par l'instauration d'une série d'obligations auxquelles les organismes financiers sont tenus de se soumettre, et d'autre part organise la participation de ces mêmes organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux.

Parmi les obligations qui s'appliquent aux organismes financiers, et qui feront l'objet d'un commentaire plus détaillé ci-dessous, on notera l'obligation de s'assurer de l'identité de leurs clients au moment où ils nouent avec ceux-ci des relations d'affaires, ainsi que pour toute opération occasionnelle dont le montant atteint ou excède 10 000 ECU, l'obligation de conserver pendant cinq ans au moins une trace des opérations effectuées, l'obligation d'établir un rapport écrit sur toute opération suspecte, ainsi que l'obligation de prendre les mesures appropriées pour sensibiliser leurs employés à la détection des opérations suspectes.

En outre, chaque organisme financier se voit obligé de désigner en son sein une ou plusieurs personnes responsables pour la mise en œuvre du projet de loi.

Bon nombre de ces obligations doivent déjà être respectées à ce jour par les établissements de crédit, auxquels la Commission bancaire et financière a adressé une circulaire en date du 17 juillet 1991, relative au « blanchiment de capitaux tirés d'activités criminelles graves condamnées par la communauté internationale et plus particulièrement celles liées au trafic de la drogue ». Cette circulaire a été étendue par la Caisse d'Intervention des sociétés de bourse (C.I.F.) à ces mêmes sociétés.

Le deuxième aspect essentiel de ce projet de loi est la collaboration des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment de capitaux, à travers un mécanisme de transmission d'informations à une autorité dénommée « cellule de traitement des informations financières ».

En vertu du présent projet, chaque organisme financier, à travers la ou les personnes responsables dont il a été question ci-dessus (ou, à défaut, par toute autre personne), sera tenu d'informer d'initiative l'autorité en question chaque fois qu'il sait ou soupçonne qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, et dans tous les autres cas où il a connaissance d'un fait qui pourrait être l'indice d'un blanchiment de capitaux.

La mission de la cellule de traitement des informations financières sera de recevoir les informations transmises par les organismes financiers et de les analyser.

Krachtens artikel 16 van de richtlijn rust op elke Lid-Staat immers de verplichting de wettelijke, reglementaire en bestuursrechtelijke bepalingen aan te nemen die nodig zijn om zich vóór 1 januari 1993 te schikken naar genoemde richtlijn.

De communautaire autoriteiten werden meer bepaald geïnspireerd door het feit dat « wanneer kredietinstellingen en financiële instellingen worden gebruikt voor het witwassen van de opbrengsten van criminele activiteiten (...), de soliditeit en stabiliteit van de betrokken instelling en het vertrouwen in het financiële stelsel als geheel ernstig in gevaar kunnen komen, zodat het vertrouwen van het publiek verloren gaat ».

In de richtlijn wordt er eveneens op gewezen dat, niettegenstaande het witwassen van geld voornamelijk moet worden bestreden met strafrechtelijke middelen en in het kader van internationale samenwerking tussen gerechtelijke en politieautoriteiten, een dergelijke strafrechtelijke benadering niet de enige mag zijn, maar gepaard moet gaan met preventieve maatregelen die hoofdzakelijk bestaan uit de medewerking van de financiële ondernemingen aan de strijd tegen het witwassen.

Dit is juist het doel van dit ontwerp van wet dat, enerzijds, zich toespitst op het preventieve aspect door een reeks verplichtingen op te leggen aan de financiële ondernemingen en, anderzijds, de medewerking van diezelfde financiële ondernemingen aan de strijd tegen het witwassen van geld organiseert.

Onder de verplichtingen die voor de financiële ondernemingen gelden en die hierna nader zullen worden toegelicht, komen voor de verplichting hun cliënten te identificeren op het ogenblik dat zij met hen zakenrelaties aanknopen, alsook voor elke occasionele verrichting die 10 000 ECU of meer bedraagt, de verplichting gedurende vijf jaar of meer een spoor van de uitgevoerde verrichtingen te bewaren, de verplichting een schriftelijk verslag over elke verdachte operatie op te stellen, alsook de verplichting de nodige maatregelen te treffen om hun werknemers met de opsporing van verdachte verrichtingen vertrouwd te maken.

Bovendien dient elke financiële onderneming in haar schoot één of meer personen aan te wijzen die instaan voor de toepassing van dit wetsontwerp.

Een groot aantal van deze verplichtingen moeten momenteel reeds worden nageleefd door de kredietinstellingen, waaraan de Commissie voor het bank- en financiewezen op 17 juli 1991 een rondschriften heeft gericht betreffende « het witwassen van kapitaal dat voortvloeit uit ernstige criminele activiteiten die door de internationale gemeenschap worden veroordeeld en die meer bepaald verband houden met de handel in verdovende middelen ». Het Interventiefonds van de beursvennootschappen (C.I.F.) heeft dit rondschriften eveneens toepasselijk gemaakt op deze vennootschappen.

De medewerking van de financiële ondernemingen aan de strijd tegen het witwassen van geld aan de hand van een mechanisme van informatieverstrekking aan een autoriteit, die « cel voor financiële informatieverwerking » wordt genoemd, vormt het tweede belangrijke aspect van dit ontwerp van wet.

Krachtens dit ontwerp zal elke financiële onderneming via de verantwoordelijke persoon (personen) van wie hierboven sprake is (of, bij afwezigheid, via elke andere persoon) uit eigen beweging de autoriteit in kwestie op de hoogte moeten brengen, telkens ze weet of vermoedt dat een uit te voeren verrichting verband houdt met witwassen van geld en in alle andere gevallen waarin ze kennis hebben van een feit dat op witwassen van geld zou kunnen wijzen.

De opdracht van de cel voor financiële informatieverwerking bestaat erin de inlichtingen die de financiële ondernemingen meedelen te ontvangen en te ontleiden.

Plus concrètement, la cellule pourra donner des directives en conséquence à l'organisme financier, pouvant aller jusqu'au blocage de l'opération pendant une durée maximale de 24 heures.

Dès que la cellule viendra à connaître un fait qui pourrait être l'indice sérieux d'un blanchiment de capitaux au sens du présent projet de loi, elle le communiquera au procureur du Roi, qui restera seul juge de l'opportunité des poursuites. Pour le surplus, ses membres seront tenus au secret professionnel et l'article 29 du Code d'instruction criminelle ne sera pas d'application, à l'exception de l'hypothèse où un membre de la cellule serait amené à rendre un témoignage en justice.

Dans la prolongation de cette dernière idée, il va de soi que le rôle de la cellule n'est évidemment pas exclusif des compétences normales des autorités de police judiciaire, qui pourront toujours, d'initiative, et par toute autre voie, mener leurs enquêtes conformément aux règles existantes, et indépendamment des faits pour lesquels il y aurait eu transmission par la cellule.

La même obligation de transmission des informations qui s'applique aux organismes financiers est également applicable pour tous les faits susceptibles de constituer une preuve de blanchiment de capitaux, aux autorités de contrôle ou de tutelle de ces mêmes organismes.

En ce qui concerne cette cellule, il a paru préférable de donner un large pouvoir d'autonomie au Roi pour en arrêter les modalités relatives à la composition, l'organisation, le fonctionnement et les pouvoirs d'enquête. En effet, cette cellule devra, de par sa nature, nécessairement être un instrument souple capable de s'adapter et de s'outiller en fonction de l'évolution des techniques d'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux. De même, le choix des membres de cette cellule a été laissé au Roi, afin que ce dernier puisse rapidement y intégrer, sous la Présidence du magistrat qu'il aura désigné, des personnes en provenance de différents secteurs, et dont la compétence en matière financière est reconnue.

Le présent projet de loi prévoit également que le non-respect des obligations de divulgation par les organismes financiers peut faire l'objet de sanctions de la part des autorités de contrôle ou de tutelle compétentes.

Il a paru en outre nécessaire, afin de rendre applicable les dispositions du présent projet aux changeurs manuels, d'apporter une modification en la matière à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, permettant au Roi de déterminer les règles relatives à l'enregistrement, aux obligations et interdictions et au contrôle qui leur sont applicables, ainsi que les règles auxquelles sont soumises les opérations sur devises visées à l'article 194 de ladite loi.

Enfin, en cas d'adoption du projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel, il conviendra de modifier l'article 3, § 3, dudit projet en vue de compléter la liste des exceptions prévues par ce même article en y ajoutant la cellule de traitement des informations financières.

Commentaires des articles

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales

Article premier

La directive 91/308/C.E.E. est applicable aux établissements de crédit et aux institutions financières au sens des directives européennes de coordination bancaire, ainsi qu'aux entreprises d'assurances.

Meer concreet zal de cel bijgevolg aan de financiële ondernemingen instructies kunnen geven, die kunnen gaan tot de blokkering van de verrichting gedurende maximum 24 uur.

Zodra de cel kennis zal krijgen van een feit dat een ernstige aanwijzing van witwassen van geld in de zin van dit wetsontwerp zou kunnen zijn, zal zij dit meedelen aan de procureur des Konings, die als enige zal blijven oordelen over het al dan niet instellen van vervolging. Bovendien zijn de leden gebonden door het beroepsgeheim en is artikel 29 van het Wetboek van strafvordering niet van toepassing, uitgezonderd wanneer een lid van de cel zou worden opgeroepen om in rechte te getuigen.

In het licht hiervan spreekt het vanzelf dat de rol van de cel niet raakt aan de normale bevoegdheden van de overheden van gerechtelijke politie, die altijd uit eigen beweging en langs elke andere weg hun onderzoeken zullen kunnen instellen overeenkomstig de bestaande regels en dit los van het feit dat de cel kennisgeving zou hebben gedaan.

Dezelfde verplichting die op de financiële ondernemingen rust om inlichtingen te verstrekken, is eveneens van toepassing op de controle- of voogdijoverheden van deze ondernemingen voor alle feiten die een bewijs van witwassen van geld zouden kunnen opleveren.

Wat deze cel betreft, is het verkieselijk gebleken een ruime autonome bevoegdheid te verlenen aan de Koning, om de modaliteiten betreffende haar samenstelling, organisatie, werking en onderzoeksbevoegdheden te regelen. Deze cel zal inderdaad door haar aard noodzakelijker wijze een soepel instrument dienen te zijn dat in staat is zich aan te passen en uit te rusten in functie van de evolutie van de technieken die gebruik maken van het financiële stelsel voor het witwassen van geld. De keuze van de leden van de cel werd eveneens aan de Koning overgelaten opdat Hij er vlug, onder het voorzitterschap van de door Hem aangewezen magistraat, uit diverse sectoren afkomstige personen zou kunnen in opnemen van wie de financiële deskundigheid gekend is.

Dit ontwerp van wet bepaalt tevens dat de niet nakoming door de financiële ondernemingen van de kennisgevingsverplichting, aanleiding kan geven tot het opleggen van sancties door de bevoegde controle- of voogdijoverheden.

Om de bepalingen van dit ontwerp toepasselijk te maken op de geldwisselaars, is het tevens noodzakelijk gebleken een wijziging ter zake aan te brengen in de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, ten einde de Koning in staat te stellen de regels vast te stellen aangaande de registratie, de verplichtingen, de verbodsbepalingen en de controle die op hen toepasselijk zijn, alsook de regels die op de deviezenverrichtingen beoogd in artikel 194 van genoemde wet van toepassing zijn.

Ten slotte zal, in geval het wetsontwerp tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wordt aangenomen, artikel 3, § 3, van genoemd wetsontwerp dienen te worden gewijzigd ten einde de lijst van de uitzonderingen waarvan sprake in ditzelfde artikel aan te vullen met de cel voor financiële informatieverwerking.

Kommentaar bij de artikels

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1

De richtlijn van 91/308/E.E.G. betreffende het witwassen van geld is van toepassing op de kredietinstellingen en de financiële instellingen in de zin van de Europese bankcoördinatie-richtlijnen, alsook op de verzekeringsondernemingen.

L'article premier tend à transposer en droit belge le champ d'application *ratione personae* de la directive, en visant non seulement les organismes financiers « classiques » (banques, caisses d'épargne, sociétés de bourse, compagnies d'assurances, etc.) mais encore d'autres institutions ou professions susceptibles d'être utilisées à des fins de blanchiment de capitaux: la Poste, la Caisse des Dépôts et Consignations, les sociétés de courtage en change et en dépôts, les sociétés de gestion de fortune, les sociétés de conseil en placements et les changeurs manuels au sens de l'article 194, alinéa 2 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Il est enfin prévu que le Roi peut compléter la liste des organismes financiers visés par le présent projet de loi, afin de tenir compte de l'évolution des techniques de blanchiment de capitaux susceptibles de s'orienter vers d'autres professions de type financier.

Article 2

Cette disposition instaure le principe de la coopération la plus large des organismes financiers à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et détermine le champ d'application *ratione materiae* des obligations qui sont imposées aux organismes financiers par le présent projet de loi en vue de cet objectif.

En vertu de cette disposition, le présent projet de loi s'applique à l'égard d'un certain nombre d'actes, qualifiés « blanchiment de capitaux ». Ces actes sont ceux prévus par la Convention de Vienne du 19 décembre 1988, contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et repris dans la directive en son article premier, à titre de définition.

Il s'agit des actes de conversion ou de transfert de capitaux et d'autres biens, dans le but de dissimuler ou de déguiser leur origine illicite ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction dont proviennent ces capitaux ou ces biens à échapper aux conséquences juridiques de ses actes; il s'agit également de la dissimulation ou du déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété de ces capitaux ou de ces biens; il s'agit aussi de leur acquisition, de leur détention ou de leur utilisation; il s'agit enfin de la participation à un des actes visés ci-dessus, l'association pour commettre ledit acte, les tentatives de le perpétrer, le fait d'aider, d'inciter ou de conseiller quelqu'un à le faire ou d'en faciliter l'exécution.

Tout comme le précise la directive 91/308/C.E.E., la connaissance, l'intention ou la motivation, qui doit être un élément des activités visées, peut être établie sur la base de circonstances de faits objectives.

De même, conformément à la directive, il y a blanchiment de capitaux également dans l'hypothèse où les activités qui sont à l'origine des biens à blanchir sont localisées sur le territoire d'un autre Etat membre ou sur celui d'un pays tiers.

Ces actes ne sont visés que dans la mesure où la personne qui les accomplit connaît, au moment où elle les accomplit, l'origine illicite des capitaux ou des biens.

Par ailleurs, ces actes ne sont visés que pour autant qu'ils concernent des capitaux ou des biens qui proviennent de la réalisation d'une infraction liée au terrorisme, à la criminalité organisée, au trafic illicite de stupéfiants, au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises, au trafic de main-d'œuvre clandestine, au trafic d'êtres humains et à l'exploitation de la prostitution de ceux-ci.

Le Gouvernement n'a pas estimé souhaitable de limiter l'application du présent projet de loi au seul cas de blanchiment de capi-

Artikel 1 strekt ertoe het toepassingsveld *ratione personae* van de richtlijn in Belgische recht om te zetten, door niet alleen de « klassieke » financiële ondernemingen (banken, spaarkassen, beursvennootschappen, verzekeringsondernemingen, enz.) te beogen, maar ook andere instellingen of beroepen die voor het witwassen van geld zouden kunnen worden gebruikt: de Post, de Deposito- en Consignatiekas, de vennootschappen voor wisselen en depositomakelarij, de vennootschappen voor vermogensbeheer, de vennootschappen voor beleggingsadvies en de deviezenwisselaars in de zin van artikel 194, tweede lid van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten.

Tevens is bepaald dat de Koning de lijst van de door de wet beoogde financiële ondernemingen kan aanvullen, ten einde rekening te houden met de evolutie van de technieken van witwassen van geld die zich naar andere beroepen van financiële aard zouden kunnen richten.

Artikel 2

Deze bepaling bevat het principe van de volle medewerking van de financiële ondernemingen aan de voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en stelt het toepassingsveld *ratione materiae* vast van de verplichtingen die te dien einde aan de financiële ondernemingen worden opgelegd.

Krachtens deze bepaling is dit wetsontwerp toepasselijk ten aanzien van een bepaald aantal daden die als « witwassen van geld » worden gekwalificeerd. Deze daden zijn deze die zijn bepaald door het Verdrag van Wenen van 19 december 1988 tegen de illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen en die als definitie zijn overgenomen in artikel 1 van de richtlijn.

Het betreft daden bestaande uit de omzetting of de overdracht van geld of andere activa met het oogmerk hun illegale afkomst te verhelen of te verhullen of hulp te bieden aan elke persoon die betrokken is bij het misdrijf waarvan dit geld of deze activa afkomstig zijn, om aan de rechtsgevolgen van zijn daden te ontsnappen; het gaat tevens om het verhelen of verhullen van de aard, oorsprong, vindplaats, vervreemding, verplaatsing of eigendom van dit geld of deze activa, alsook om de verwerving, het bezit of het gebruik ervan; ten slotte betreft het de deelneming aan, medeplichtigheid tot, poging tot, het vergemakkelijken van, of het geven van raad met het oog op het begaan van een van de hierboven vermelde daden.

Zoals bepaald door de richtlijn 91/308/E.E.G., kunnen het medeweten, oogmerk, of opzet vereist als bestanddeel van de beoogde activiteiten, worden afgeleid uit objectieve feitelijke omstandigheden.

Overeenkomstig de richtlijn is er eveneens sprake van witwassen van geld in de veronderstelling dat de activiteiten die aan de oorsprong liggen van de wit te wassen goederen gelocaliseerd zijn op het grondgebied van een andere Lid-Staat of op dat van een derde Staat.

Deze daden worden slechts beoogd indien de dader, op het ogenblik dat hij ze stelt, op de hoogte is van de illegale herkomst van dit geld of deze activa.

Overigens worden deze daden slechts beoogd voor zover ze betrekking hebben op geld of activa die afkomstig zijn van het plegen van een misdrijf dat in verband staat met het terrorisme, de georganiseerde misdaad, de illegale drughandel, de illegale handel in wapens, goederen en koopwaren, de handel in clandestiene werkrachten, de mensenhandel en de exploitatie van hun prostitutie.

De Regering heeft het niet wenselijk geacht het toepassingsveld van dit wetsontwerp te beperken tot het enige geval van witwas-

taux provenant du trafic illicite de stupéfiants. En effet, même si le trafic illicite de stupéfiants constitue un secteur central de la criminalité contemporaine, d'autres formes de criminalité, qui sont tout aussi graves et préoccupantes, génèrent également des produits qui sont susceptibles d'être blanchis et requièrent par conséquent le recours aux mêmes moyens de lutte.

A l'opposé, l'on n'a pas voulu imposer aux organismes financiers un champ d'application aussi large que celui prévu par l'article 505, 2^o, du Code pénal. L'infraction de recel élargi prévue par cette disposition couvre en effet les avantages patrimoniaux tirés de toute infraction, quelle que soit sa nature ou sa gravité. Étendre le champ d'application de la loi aux capitaux provenant de toute infraction aurait conduit à faire peser sur les organismes financiers un fardeau extrêmement lourd, en particulier du fait de l'obligation de transmission d'information prévue aux articles 11 et 13, en cas de soupçon de blanchiment. Par ailleurs, tenant compte du fait que ce système d'information est déroga-toire à l'égard des règles habituelles de non-ingérence et de confidentialité dans les opérations bancaires, il est opportun d'en limiter l'application à des formes de criminalité qui, par leur gravité et leur complexité, requièrent la mise en œuvre de moyens de recherche exceptionnels.

Sur la base de ces considérations, le Gouvernement a par conséquent cherché un point d'équilibre entre la nécessité du respect du bon fonctionnement du système financier, qui empêchait que soient imposées aux organismes financiers des obligations exorbitantes, et celle de l'équité et de l'efficacité dans le fonctionnement de la justice, à l'égard des formes de criminalité les plus graves. Tels sont les principes qui ont guidé le choix de la liste limitative formulée à l'article 2.

Compte tenu du fait qu'on ne se situe pas dans le contexte d'une loi pénale, l'on a préféré ne pas se référer de manière spécifique à telle ou telle disposition du Code pénal ou de lois particulières, mais renvoyer de manière plus générale à des formes de criminalité déterminées, en utilisant des termes du langage courant, dans leur sens commun. En effet, l'appréciation par un organisme financier de ses obligations — en particulier de son obligation de transmettre ses soupçons — ne doit pas se faire en référence à telle ou telle incrimination spécifique mais, de manière plus large, en référence au caractère illicite des capitaux, tel que défini par la loi.

Cette disposition, qui n'introduit pas de nouvelle incrimination en droit belge mais se borne à déterminer le champ d'application du présent projet de loi, en ce qui concerne les obligations administratives imposées aux organismes financiers, ne porte pas atteinte au champ d'application de l'article 505, 2^o, du Code pénal, qui, sur le plan pénal, constitue la base de la répression du blanchiment en droit belge.

CHAPITRE II

Identification des clients et organisation interne des organismes financiers

Ce chapitre rend obligatoire des principes qui relèvent de la bonne pratique de ces organismes financiers.

Article 3

Comme l'article 3 de la directive 91/308/C.E.E. l'impose, cette disposition prévoit l'obligation d'identification par les organismes financiers de leurs clients, ce pour éviter que les blanchisseurs de capitaux ne profitent de l'anonymat pour se livrer à des activités criminelles.

sen van geld afkomstig van illegale drughandel. Inderdaad, zelfs al is de illegale drughandel een centrale sector van de hedendaagse misdaad, brengen andere vormen van criminaliteit, die evenzeer ernstig en zorgwekkend zijn eveneens produkten voort die kunnen worden witgewassen en bijgevolg vereisen dat dezelfde bestrijdingsmiddelen worden aangewend.

Daarentegen heeft men aan de financiële ondernemingen geen toepassingsveld willen opleggen dat zo ruim is als dat bepaald in artikel 505, 2^o van het Strafwetboek. Het misdrijf van verruimde heling dat door deze bepaling is omschreven, dekt inderdaad de vermogensvoordelen die uit elk misdrijf worden gehaald, ongeacht zijn aard of zijn ernst. Uitbreiding van het toepassingsveld van de wet tot geld afkomstig van elk misdrijf zou tot gevolg hebben gehad dat op de financiële ondernemingen een uiterst zware last zou wegen, inzonderheid ingevolge de in de artikelen 11 en 13 opgelegde verplichting om kennisgeving te doen in geval witwassen wordt vermoed. Rekening houdend met het feit dat dit systeem van kennisgeving afwijkt van de bij bankoperaties gebruikelijke regels van niet inmenging en discretie, leek het overigens opportuun de toepassing ervan te beperken tot de vormen van criminaliteit die wegens hun ernst en ingewikkeldheid, de toepassing van uitzonderlijke opsporingsmiddelen zouden vereisen.

Op grond van deze overwegingen heeft de Regering bijgevolg gezocht naar een evenwicht tussen de noodzaak de goede werking van het financiële stelsel te eerbiedigen, wat belet dat aan de financiële ondernemingen buitennissige verplichtingen zouden worden opgelegd, en de nood aan billijkheid en doeltreffendheid in de werking van het gerecht ten aanzien van de ernstige vormen van criminaliteit. Dit zijn de principes die voor ogen werden gehouden bij de keuze van de limitatieve lijst geformuleerd in artikel 2.

Gelet op het feit dat men zich hier niet bevindt in het raam van een strafwet, heeft men er de voorkeur aan gegeven niet specifiek te verwijzen naar deze of gene bepaling van het Strafwetboek of van bijzondere wetten, maar op een meer algemene wijze te verwijzen naar welbepaalde vormen van criminaliteit, gebruik makend van woorden uit de courante taal in hun gewone betekenis. Een financiële instelling dient inderdaad bij de appreciatie van haar verplichtingen — inzonderheid haar verplichting om haar vermoedens mee te delen — geen rekening te houden met een of ander specifiek misdrijf, maar meer in het algemeen met het illegale karakter van het geld, zoals het omschreven is door het wetsontwerp.

Deze bepaling die geen nieuw misdrijf in het Belgische recht invoert, maar die er zich toe beperkt het toepassingsveld van dit ontwerp van wet te bepalen, voor wat betreft de administratieve verplichtingen die aan de financiële ondernemingen worden opgelegd, doet geen afbreuk aan het toepassingsveld van artikel 505, 2^o van het Strafwetboek, dat op strafrechtelijk vlak de basis vormt van de betuigeling van het witwassen in Belgisch recht.

HOOFDSTUK II

Identificatie van de cliënten en interne organisatie van de financiële ondernemingen

Dit hoofdstuk legt principes op die normaal tot de gebruiken van deze financiële ondernemingen behoren.

Artikel 3

Overeenkomstig artikel 3 van de hogervermelde richtlijn, legt deze bepaling aan de financiële ondernemingen de verplichting op hun cliënten te identificeren ten einde te vermijden dat degenen die geld witwassen van de anonimiteit gebruik zouden maken om misdrijven te plegen.

Pour cette obligation d'identification, une distinction a été établie entre les clients habituels et les clients occasionnels. En ce qui concerne les clients habituels, l'identification doit être faite au moment où ils nouent des relations d'affaires avec l'organisme financier. Pour les clients habituels avant l'entrée en vigueur de la loi, il devra être satisfait à cette obligation dans les meilleurs délais.

En ce qui concerne les clients occasionnels, l'identification n'est requise que pour des opérations portant sur un montant de 10 000 ECU au moins. Ce choix d'un montant de 10 000 ECU, et non de 15 000 ECU comme mentionné dans la directive, correspond à celui que la Belgique a toujours défendu au cours des travaux au niveau européen.

Ce montant de 10 000 ECU a déjà été repris dans les circulaires de la Commission bancaire et financière et de la Caisse d'Intervention des sociétés de bourse.

Dans tous les cas, l'obligation d'identification existe dès qu'il y a soupçon de blanchiment.

Article 4

Cette disposition vise à transposer l'article 3.5 de la directive.

Le Gouvernement est conscient que l'identification de l'ayant droit économique d'une opération réalisée par le truchement d'un intermédiaire (fiduciaire, société de domicile, notaire, avocat, etc.) risque de poser, en pratique, des problèmes considérables, comme l'atteste l'expérience étrangère.

Il reste que l'identification de l'ayant droit économique doit être tentée dans la mesure du possible, dans le respect des modalités pratiques, qui viendraient à être arrêtées par l'autorité de contrôle ou de tutelle compétente, comme c'est déjà le cas pour les établissements de crédit et les sociétés de bourse (cf. les circulaires de la Commission bancaire et financière et de la Caisse d'Intervention des sociétés de bourse).

Par ailleurs, si l'identification de l'ayant droit économique fait l'objet de mesures d'obstruction de la part du client intermédiaire, à propos d'une opération susceptible d'être liée à un blanchiment de capitaux, il appartiendra à l'organisme financier de respecter les règles édictées par les articles 7 (rapport écrit) et 11 à 13 du présent projet de loi (information d'initiative de la cellule de traitement des informations financières).

Article 5

Cette disposition reprend diverses exceptions à l'obligation d'identification prévue aux articles 3 et 4, et ce, conformément aux articles 3.3 et 3.7 de la directive précitée.

En l'occurrence, il s'agit d'exclure de l'obligation d'identification les clients qui sont eux-mêmes des organismes financiers soumis au présent projet de loi ou à la directive 91/308/C.E.E.

De même, l'obligation d'identification n'est pas requise pour des contrats d'assurance dont les primes n'excèdent pas un certain montant.

Article 6

Comme il est prévu à l'article 4 de la directive, les organismes financiers doivent conserver pendant cinq ans au moins, après la fin des relations avec leurs clients, une copie ou les références des documents d'identification et, concernant les opérations, les documents probants en vue de servir d'élément de preuve dans toute enquête en matière de blanchiment de capitaux.

Voor wat betreft deze identificatieverplichting, wordt er een onderscheid gemaakt tussen de gewone en de toevallige cliënten. Ten aanzien van de gewone cliënten moet de identificatie gebeuren op het ogenblik dat zij een zakenrelatie met de financiële onderneming aanknopen. Voor degenen die reeds voor de inwerkingtreding van de wet gewone cliënten zijn, zal zo spoedig mogelijk aan deze verplichtingen moeten worden voldaan.

Wat de toevallige cliënten betreft, is de identificatie slechts vereist voor de verrichtingen die op een bedrag van 10 000 ECU of meer slaan. De keuze van het bedrag van 10 000 ECU — en niet 15 000 ECU zoals vermeld in de richtlijn — stemt overeen met deze die België steeds heeft verdedigd tijdens de werkzaamheden op Europees vlak.

Dit bedrag van 10 000 ECU is overgenomen geworden in de rondschrijvens van de Commissie voor het bank- en financiewezen en het Interventiefonds van de beursvennootschappen.

In elk geval bestaat de identificatieverplichting zodra er een vermoeden van witwassen bestaat.

Artikel 4

Deze bepaling wil artikel 3.5 van de richtlijn omzetten.

De Regering is er zich van bewust dat de identificatie van de economische rechthebbende van een verrichting die via een bemiddelaar (fiduciaire, domicilievennootschap, notaris, advocaat enz.) is gerealiseerd, in de praktijk ernstige problemen dreigt te stellen zoals blijkt uit de ervaring opgedaan in het buitenland.

Niettemin dient in de mate van het mogelijke te worden gepoogd de economische rechthebbende te identificeren met naleving van de praktische modaliteiten die door de bevoegde controle- of voogdijoverheid zullen worden vastgesteld, zoals reeds het geval is voor de kredietinstellingen en de beursvennootschappen (cf. de rondschrijvens van de Commissie voor het bank- en financiewezen en van het Interventiefonds van de beursvennootschappen).

Indien in het kader van of aangaande een verrichting die met witwassen van geld verband kan houden, een als bemiddelaar optredende cliënt obstructie pleegt wat betreft de identificatie van de economische rechthebbende, dient de financiële onderneming overigens de regels na te leven die zijn uitgevaardigd in de artikelen 7 (schriftelijk verslag) en 11 tot 13 van de wet (uit eigen beweging de cel voor financiële informatieverwerking op de hoogte brengen).

Artikel 5

Deze bepaling bevat overeenkomstig de artikelen 3.3 en 3.7 van de bovenvermelde richtlijn verschillende uitzonderingen op de identificatieverplichting opgelegd door de artikelen 3 en 4.

De identificatieverplichting geldt niet ten aanzien van de cliënten die financiële ondernemingen zijn die zelf onderworpen zijn aan dit ontwerp van wet of aan de richtlijn 91/308/E.E.G.

Ze is evenmin van toepassing op de verzekeringscontracten waarvan de premies een bepaald bedrag niet overschrijden.

Artikel 6

Zoals bepaald in artikel 4 van de richtlijn, moeten de financiële ondernemingen gedurende ten minste vijf jaar na het beëindigen van de relaties met hun cliënten, een afschrift bewaren van de stukken die voor de identificatie hebben gediend of de verwijzingen ernaar. Wat betreft de verrichtingen, moeten zij bewijsstukken bewaren opdat deze als bewijs zouden kunnen dienen in elk onderzoek aangaande witwassen van geld.

Article 7

Cette disposition est la transposition de l'article 5 de la directive instituant une « obligation de vigilance accrue » dans le chef des organismes financiers.

Cette obligation doit être comprise par référence à la recommandation n° 15 du G.A.F.I., enjoignant aux institutions financières d'être attentives « à toutes les opérations complexes, inhabituelles, importantes et à tous les types inhabituels de transactions lorsqu'elles n'ont pas de cause économique apparente ou licite apparente ». La recommandation n° 21 du G.A.F.I. est également pertinente dans ce contexte, étant donné que les institutions financières sont invitées à porter une attention particulière aux opérations dépourvues de cause économique apparente avec des parties résidant dans des pays « à risques » sur le plan du blanchiment de capitaux.

Il est clair qu'ici aussi, l'appréciation du caractère « inhabituel » ou « complexe » d'une opération pourra s'avérer délicate, spécialement au regard des multiples transactions exécutées journellement par la plupart des organismes financiers.

Il appartiendra dès lors aux organismes financiers ou à leurs associations professionnelles d'établir des listes d'exemples d'opérations « douteuses » devant faire l'objet, selon le cas, d'une attention particulière, comme notamment aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Espagne, en Finlande, en France ou en Suisse.

On peut citer, à titre exemplatif, le fait d'ouvrir un compte dans une agence ne présentant aucun critère de rattachement habituel (proximité de domicile ou de lieu de travail) ou d'ouvrir plusieurs comptes dans différentes agences, le dépôt répété de sommes importantes par rapport à l'activité professionnelle du client, le fonctionnement d'un compte ne servant qu'au transfert de sommes importantes vers l'étranger, alors que rien ne paraît justifier de tels déplacements.

Tout sera évidemment fonction des circonstances et du type de client en cause.

Ce sera souvent la combinaison de plusieurs de ces indices, affirmée par la comparaison avec la surface financière du client et le type d'activité exercée, qui permettra de fonder ou non un examen plus attentif, voire de provoquer un entretien avec le client, destiné à éviter tout malentendu.

Bien que la directive ne l'impose pas expressément, il a été jugé souhaitable de prévoir l'obligation d'établir un rapport écrit sur toute opération considérée par l'organisme financier comme susceptible d'être liée à un blanchiment de capitaux. Il s'agit de garder une trace de l'examen de ce type d'opérations, dans l'optique d'une éventuelle enquête ultérieure et afin de contrôler également le respect effectif de l'obligation de vigilance ainsi établie (conformément à la recommandation n° 15 du G.A.F.I.). Il va de soi que si différents rapports établissent un lien entre différentes opérations visées ci-dessus, la cellule en sera informée immédiatement, conformément aux articles 11 et suivants.

Ce rapport doit être transmis au responsable des mesures visant à contrer le blanchiment au sein de l'organisme financier, et doit être conservé durant cinq ans à dater de l'exécution de l'opération consignée.

Article 8

Cette disposition, qui transpose l'article 11.2) de la directive, prévoit l'obligation pour les organismes financiers d'assurer la

Artikel 7

Deze bepaling is de omzetting van artikel 5 van de richtlijn die aan de financiële ondernemingen een verplichting van « verhoogde waakzaamheid » oplegt.

Voor een beter begrip van deze verplichting dient te worden verwezen naar aanbeveling nr. 15 van de G.A.F.I., die de financiële instellingen gelast oplettend te zijn « voor alle ingewikkelde, ongebruikelijke, grote transacties en voor alle ongebruikelijke transactiepatronen die geen duidelijke economische of waarneembare rechtmatige oorzaak hebben ». Aanbeveling nr. 21 van de G.A.F.I. is in deze kontekst eveneens relevant, aangezien de financiële instellingen ertoe worden aangespoord om bijzondere aandacht te besteden aan de verrichtingen zonder zichtbare economische oorzaak met partijen die verblijven in « risicoland » op het gebied van witwassen van geld.

Het is duidelijk dat ook hier de appreciatie van het « ongebruikelijk » of « ingewikkeld » karakter van een verrichting delicaat zou kunnen zijn, meer in het bijzonder wat betreft de veelvuldige transacties die dagelijks door de meeste financiële ondernemingen worden uitgevoerd.

Het komt dus aan de financiële ondernemingen en aan hun beroepsverenigingen toe om lijsten met voorbeelden van « verdachte » verrichtingen op te stellen waaraan, al naargelang het geval, bijzondere aandacht moet worden besteed, zoals meer bepaald het geval is in de Verenigde Staten, Canada, het Verenigd Koninkrijk, Spanje, Finland, Frankrijk of Zwitserland.

Als voorbeeld kan men aanhalen: het openen van een rekening in een agentschap dat aan geen enkel criterium van gebruikelijke aanhechting (nabijheid van de woon- werkplaats) beantwoordt of het openen van verscheidene rekeningen in verschillende agentschappen, het herhaaldelijk deponeren van bedragen die in verhouding tot de beroepsactiviteit van de cliënt belangrijk zijn, het laten werken van een rekening die slechts dient voor de overdracht van belangrijke sommen naar het buitenland, terwijl niets dergelijke verplaatsingen lijkt te rechtvaardigen.

Alles zal uiteraard afhangen van de omstandigheden en het type van de cliënt in kwestie.

Het zal vaak de combinatie van verscheidene aanwijzingen zijn, verrijkt door de vergelijking met de financiële draagkracht van de cliënt en het type van de uitgeoefende activiteit, die het mogelijk zal maken een grondiger onderzoek te doen of een onderhoud met de cliënt uit te lokken ten einde elk misverstand te vermijden.

Alhoewel de richtlijn het niet uitdrukkelijk oplegt, wordt tevens de verplichting opgelegd een schriftelijk verslag op te stellen over elke verrichting die volgens de financiële onderneming verband zou kunnen houden met witwassen van geld. Het gaat erom een spoor te bewaren van het onderzoek van dit soort transacties, in de optiek van een eventueel later onderzoek en ten einde de effectieve naleving van de hier (overeenkomstig aanbeveling nr. 15 van de G.A.F.I.) opgelegde verplichting tot waakzaamheid te controleren. Het spreekt vanzelf dat zo uit verscheidene verslagen blijkt dat er een verband zou bestaan tussen verscheidene hiërboven vermelde verrichtingen, de cel hiervan onmiddellijk op de hoogte zal worden gebracht, overeenkomstig artikelen 11 en volgende.

Dit verslag moet worden bezorgd aan de verantwoordelijke voor de maatregelen die ertoe strekken in de schoot van de financiële ondernemingen het witwassen tegen te gaan, en moet gedurende vijf jaar te rekenen vanaf de uitvoering van de opgetekende verrichting, worden bewaard.

Artikel 8

Deze bepaling die artikel 11.2) van de richtlijn omzet, legt aan de financiële ondernemingen de verplichting op te zorgen voor de

formation de leurs employés et de toute personne appartenant à leur réseau commercial. Il s'agit de sensibiliser ces derniers aux dispositions du projet de loi et de leur permettre de reconnaître les opérations qui pourraient être liées au blanchiment de capitaux.

Ceci vise notamment à empêcher que ces personnes puissent être l'instrument, même involontaire, d'une opération de blanchiment de capitaux, et doit permettre de leur apprendre à réagir de manière appropriée.

Dans ce domaine, plusieurs organismes financiers et des associations professionnelles ont, dès à présent, pris un certain nombre d'initiatives et mis au point des programmes de formation.

La mise en place de ces mesures, en fonction de la nature des activités de l'organisme financier, constitue un complément indispensable à garantir l'efficacité des autres dispositions contenues dans le projet.

Article 9

Cette disposition, qui transpose l'article 11.1) de la directive, prévoit la désignation d'une ou de plusieurs personnes qui seront spécialement chargées de veiller à ce que l'organisme financier assume correctement les responsabilités qui lui incombent, en vertu du présent projet de loi.

Ces personnes devront être d'un niveau hiérarchique adéquat et, en principe, être choisies parmi les membres de la direction. En fonction de la nature des activités de l'organisme financier, elles devront assurer la mise en œuvre, au sein de l'organisme financier, des obligations qui résultent du projet de loi.

En cas de nécessité, ces personnes devront élaborer un dispositif complémentaire de détection et de centralisation des informations et adapter les procédures de contrôle interne destinées à lutter contre le blanchiment de capitaux. Ces personnes seront les interlocuteurs des autorités de contrôle ou de tutelle. En vertu de l'article 17, elles seront, en principe, chargées de la transmission d'informations à la cellule de traitement des informations financières.

CHAPITRE III

Transmission d'information entre les organismes financiers et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux

Le chapitre III organise le système de transmission d'information entre les organismes financiers et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux, prévu aux articles 6 et suivants de la directive.

Article 10

Cette disposition institue une cellule de traitement des informations financières. Cette cellule constitue l'intermédiaire entre les organismes financiers et leurs autorités de contrôle ou de tutelle, d'une part, et les autorités judiciaires, d'autre part.

Cette cellule n'est pas un service de police, ni un service dépendant des autorités judiciaires. Il s'agit d'une autorité *ad hoc*, intermédiaire entre le monde financier et le monde judiciaire, placée sous la tutelle directe et conjointe des ministres de la Justice et des Finances. Elle sera dirigée par un magistrat détaché du parquet et composée, selon des modalités à fixer par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, de membres dont la com-

vorming van hun werknemers en elke andere persoon die tot hun commercieel net behoort. Het gaat erom hen vertrouwd te maken met de bepalingen van het ontwerp van wet en hen in staat te stellen de verrichtingen te herkennen die in verband zouden kunnen staan met witwassen van geld.

Het is inzonderheid de bedoeling dat wordt vermeden dat deze personen het — zelfs onvrijwillige — werktuig zouden kunnen zijn van een operatie die geld witwast en dat ze de mogelijkheid krijgen te leren op een gepaste manier te reageren.

Op dit gebied hebben verscheidene financiële ondernemingen thans reeds een zeker aantal initiatieven genomen en vormingsprogramma's op punt gesteld.

De uitwerking van deze maatregelen, in functie van de aard van de activiteiten van de financiële onderneming, is een aanvulling die onontbeerlijk is om de doeltreffendheid van de andere bepalingen van het ontwerp te waarborgen.

Artikel 9

Deze bepaling die artikel 11.1) van de richtlijn omzet, voorziet in de aanduiding van één of meer personen die er speciaal mee zullen worden gelast erop toe te zien dat de financiële onderneming de verantwoordelijkheden die op haar rusten krachtens dit wetsontwerp, correct opneemt.

Deze personen zullen van een adequaat hiërarchisch niveau moeten zijn en zullen in principe uit de leden van de leiding moeten worden gekozen. In functie van de aard van de werkzaamheden van de financiële onderneming, zullen zij, in de schoot van de financiële onderneming, moeten zorgen voor de tenuitvoerlegging van de verplichtingen die uit het wetsontwerp voortvloeien.

Indien nodig zullen deze personen een aanvullende regeling moeten uitwerken voor het opsporen en het centraliseren van informatie en zullen zij de interne controleprocedures die bestemd zijn om tegen het witwassen van geld te strijden, moeten aanpassen. Deze personen zullen de gesprekspartners zijn van de controle- of voogdijoverheden. Luidens artikel 17 zullen zij in beginsel worden belast met de kennisgeving aan de cel voor financiële informatieverwerking.

HOOFDSTUK III

Informatieverstrekking tussen de financiële ondernemingen en de voor de strijd tegen het witwassen van geld verantwoordelijke autoriteiten

Hoofdstuk III richt het systeem van informatieverstrekking in tussen de financiële ondernemingen en de autoriteiten verantwoordelijk voor de strijd tegen het witwassen van geld, zoals bepaald in de artikelen 6 en volgende van de richtlijn.

Artikel 10

Deze bepaling stelt een cel voor financiële informatieverwerking in. Deze cel fungeert als tussenpersoon tussen de financiële ondernemingen en hun controle- of voogdijoverheden enerzijds en de gerechtelijke autoriteiten anderzijds.

Deze cel is noch een politiedienst, noch een dienst die afhangt van de gerechtelijke autoriteiten. Het gaat om een autoriteit *ad hoc*, die bemiddelaar is tussen de financiële en de gerechtelijke wereld en die onder de onmiddellijke en gezamenlijke voogdij van de Ministers van Justitie en Financiën wordt geplaatst. Zij zal onder de leiding staan van een magistraat die van het parket is gedetacheerd en volgens door de Koning, bij in Ministerraad

pétence dans le domaine financier est reconnue. En cas d'absence du magistrat, elle sera dirigée par son suppléant également désigné par le Roi.

Le choix d'un magistrat se justifie principalement par le souci de permettre un contrôle de l'examen financier réalisé par les membres de la cellule, en fonction des besoins ultérieurs du travail policier et judiciaire, et d'assurer un relais approprié par rapport aux autorités judiciaires.

Au moins une fois par an, la cellule dressera un rapport de ses activités à l'attention des ministres précités. Cette disposition a pour objectif de leur permettre de satisfaire aux demandes d'explications qui leur seraient adressées par le Parlement.

La mission de cette cellule sera de recevoir les informations transmises par les organismes financiers conformément aux articles 11 et 13, de les analyser, sur la base de l'ensemble des informations dont elle disposera, en complétant éventuellement cette information par la communication d'informations complémentaires de la part de tout organisme financier, conformément à l'article 14, et enfin, de les transmettre aux autorités judiciaires, en vertu de l'article 15, dès que l'examen aura fait apparaître un indice sérieux de blanchiment de capitaux, au sens du présent projet de loi.

La cellule a un pouvoir d'enquête dans le cadre de l'analyse financière des informations transmises. Elle joue donc essentiellement un rôle de filtre, destiné, d'une part, à aider les organismes financiers dans la tâche de préciser les soupçons suscités par une opération douteuse, et, d'autre part, de faciliter le travail des autorités judiciaires en leur transmettant des dossiers déjà bien étayés sur le plan de l'analyse financière.

Il faut remarquer que le rôle de la cellule n'est évidemment pas exclusif du rôle normal des autorités de police judiciaire chargées de la recherche des infractions. Celles-ci peuvent toujours mener d'initiative des enquêtes conformément aux règles existantes. Tel est le sens des termes « sans préjudice des compétences des autorités judiciaires ».

Article 11

Le § 1^{er} de l'article 11, qui constitue la transposition de l'article 7, première phrase, de la directive, prévoit l'obligation pour les organismes financiers, lorsqu'ils savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, de transmettre cette information à la cellule instituée par l'article 10, et ce, en principe, avant d'exécuter l'opération.

Le présent projet de loi ne détermine pas les critères en fonction desquels les organismes financiers doivent apprécier le caractère douteux d'une opération. Il n'était en effet pas possible d'établir de tels critères *a priori* et de les inscrire dans une loi. Il appartiendra aux organismes financiers eux-mêmes d'élaborer ces critères, sur base de leur expérience en la matière.

Parallèlement à ce qui a été dit à propos des opérations inhabituelles à l'article 7, on peut noter à cet égard que, dans d'autres pays, les associations professionnelles des organismes financiers concernés ont déjà élaboré des documents d'information à l'attention de ces mêmes organismes, contenant des listes exemplatives assez détaillées, destinées à permettre de mieux identifier les opérations qui peuvent être considérées comme suspectes.

L'information donnée par un organisme financier conformément à cette disposition doit être confirmée sous une forme écrite

overlegd koninklijk besluit, vast te stellen modaliteiten, bestaan uit leden wier financiële deskundigheid erkend is. In geval van afwezigheid van de magistraat, wordt de cel onder de leiding geplaatst van zijn plaatsvervanger die ook door de Koning wordt aangewezen.

De keuze van een magistraat is vooral ingegeven door de bekommernis een controle mogelijk te maken op het door de leden van de cel verricht financieel onderzoek, in functie van de latere noden van het politie- en gerechtelijk werk, en te zorgen voor een geschikte verbindingsman met de gerechtelijke autoriteiten.

Minstens één keer per jaar zal de cel ter attentie van voornoemde Ministers een verslag van haar werkzaamheden opstellen. Deze bepaling heeft tot doel hen in staat te stellen te voldoen aan de vragen om uitleg die het Parlement tot hen zou richten.

De opdracht van deze cel zal erin bestaan de informatie die door de financiële ondernemingen wordt meegedeeld te ontvangen en ze te ontleden op basis van het geheel van inlichtingen waarover ze zal beschikken, na ze eventueel te hebben aangevuld met bijkomende informatie die door elke financiële onderneming overeenkomstig artikel 14 is meegedeeld. Tenslotte dient de cel, zodra uit het onderzoek is gebleken dat er een ernstige aanwijzing van witwassen van geld in de zin van het wetsontwerp bestaat, de informatie krachtens artikel 15 aan de gerechtelijke autoriteiten mee te delen.

De cel heeft een onderzoeksbevoegdheid in het raam van de financiële ontleding van de meegedeelde inlichtingen. Zij vervult dus essentieel de functie van een filter, die bestemd is om enerzijds de financiële ondernemingen te helpen in de opdracht de door een twijfelachtige verrichting gewekte vermoedens te specificeren en anderzijds het werk van de gerechtelijke autoriteiten te vergemakkelijken door hun dossiers toe te sturen die reeds zeer goed gestoffeerd zijn op het gebied van financiële ontleding.

Er dient te worden opgemerkt dat de rol van de cel vanzelfsprekend niet raakt aan de normale rol van de overheden van gerechtelijke politie die belast zijn met de opsporing van misdrijven en de vervolging van de daders. Deze overheden zijn niet gebonden door het feit dat hun al dan niet inlichtingen werden meegedeeld door de cel, maar zij kunnen daarentegen altijd uit eigen beweging hun onderzoeken instellen overeenkomstig de bestaande regels. Dit is de betekenis van de woorden « onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten ».

Artikel 11

Paragraaf 1 van artikel 11, dat de omzetting is van artikel 7, eerste zin, van de richtlijn, legt aan de financiële ondernemingen de verplichting op, wanneer zij weten of vermoeden dat een uit te voeren verrichting verband houdt met witwassen van geld, deze informatie in principe vóór de uitvoering van de verrichting ter kennis te brengen van de door artikel 10 ingestelde cel.

Dit wetsontwerp bepaalt niet aan de hand van welke criteria de financiële ondernemingen het twijfelachtig karakter van een verrichting dienen te appreciëren. Het was overigens niet mogelijk dergelijke criteria vooraf vast te stellen en ze in een wet op te nemen. Het zal aan de financiële ondernemingen toekomen om zelf criteria op te stellen op basis van hun ervaring op dit gebied.

Net zoals voor de ongebruikelijke verrichtingen waarvan sprake in artikel 7, kan dienaangaande worden aangestipt dat in andere landen de beroepsverenigingen van de betrokken financiële ondernemingen reeds documenten hebben opgesteld om diezelfde ondernemingen te informeren. Deze documenten bevatten lijsten met zeer gedetailleerde voorbeelden die het mogelijk moeten maken de als verdacht te beschouwen verrichtingen beter te onderkennen.

De kennisgeving die overeenkomstig deze bepaling door een financiële onderneming wordt gedaan, moet op een schriftelijke

pour garantir la preuve de la transmission. Pour la rapidité de la confirmation, le projet de loi prévoit le recours à la télécopie. On a toutefois prévu la possibilité de transmission par une autre voie écrite pour les organismes couverts par la loi qui ne disposeraient pas de télécopieur. La cellule accuse réception par le même mode.

Le § 2 prévoit la possibilité pour la cellule de faire opposition à l'exécution de l'opération. Il s'agit d'un acte grave, qui doit rester exceptionnel. Il est cependant indispensable de donner à la cellule ce pouvoir pour les cas où on a affaire à un blanchiment de capitaux important et où cette mesure est nécessaire pour empêcher la disparition des capitaux.

Vu la gravité de la mesure, on l'a limitée strictement dans le temps: elle ne vaut que pour une durée maximale de 24 heures continues, étant entendu que la cellule peut fixer dans cette limite la durée qui lui paraît nécessaire; en outre, le § 3 impose dans ce cas la transmission immédiate de l'information au procureur du Roi, si la cellule estime que le soupçon est réellement sérieux, et exige l'intervention du juge d'instruction pour la prolongation de la mesure.

Article 12

Cette disposition transpose l'article 7, troisième phrase, de la directive. Si, dans l'hypothèse visée à l'article précédent, l'information ne peut être transmise à la cellule préalablement à l'exécution de l'opération, elle doit l'être immédiatement après celle-ci.

Les raisons qui peuvent justifier une information *a posteriori* sont, soit le fait que le report de l'opération est impossible vu la nature de celle-ci, soit le fait que le report de l'opération est susceptible d'empêcher la poursuite des bénéficiaires du blanchiment présumé de capitaux. On vise notamment par ces termes l'hypothèse d'un dépôt de sommes très importantes au guichet d'une agence dont le déposant n'est pas client, dans des conditions de nature à susciter un doute sur l'origine des fonds présentés. Dans ce cas, il est préférable, pour l'exercice ultérieur de l'enquête, que le dépôt puisse être accepté sans délai par l'organisme, à charge pour lui d'en informer immédiatement la cellule, plutôt que de voir ces capitaux disparaître à nouveau, avec le risque de perdre définitivement la trace de ces fonds dont l'origine est éventuellement illicite. A cet égard, il faut rappeler — cela a été discuté abondamment dans le cadre des travaux du G.A.F.I. — que le moment où des capitaux entrent dans le circuit financier est le moment clé pour l'organisation de la lutte contre le blanchiment. Dans cette perspective, cette disposition est fondamentale pour l'efficacité du système.

Afin d'éviter un recours systématique au mécanisme dérogatoire prévu par cet article, les organismes financiers sont tenus d'indiquer dans chaque cas la raison pour laquelle une information préalable de la cellule n'a pas été possible.

Article 13

Cette disposition, qui constitue la transposition de l'article 6, premier tiret, de la directive, vise l'hypothèse plus générale où, hors le cas de l'exécution d'une opération particulière, un organisme financier pense avoir affaire à un fait qui pourrait constituer un blanchiment de capitaux. Dans ce cas, il est tenu également d'en informer d'initiative la cellule pour le traitement des informations financières, de la même manière que dans le cas visé à l'article 11.

wijze worden bevestigd om als bewijs van mededeling te dienen. Voor de snelheid van de bevestiging schrijft het wetsontwerp het gebruik van de telefax voor. Er is evenwel voorzien in de mogelijkheid de kennisgeving op een andere schriftelijke wijze te doen voor de onder het wetsontwerp vallende ondernemingen die niet over een telefax zouden beschikken. De cel bevestigt de ontvangst op dezelfde wijze.

Paragraaf 2 maakt het de cel mogelijk zich te verzetten tegen de uitvoering van de verrichting. Dit is een ernstige daad, die slechts uitzonderlijk mag worden gesteld. Het is evenwel onontbeerlijk aan de cel deze macht te verlenen voor het geval dat men te maken heeft met een belangrijke witwasoperatie waarbij deze maatregel nodig is om te beletten dat het geld zou verdwijnen.

Gelet op de ernst van de maatregel, wordt zijn werking strikt in de tijd beperkt: hij geldt slechts voor een termijn van maximum 24 opeenvolgende uren, met dien verstande dat de cel, binnen deze limiet, de duur kan bepalen die haar noodzakelijk lijkt; daarenboven legt § 3 in dit geval op dat de procureur des Konings onmiddellijk op de hoogte wordt gebracht, zo de cel van oordeel is dat het vermoeden werkelijk ernstig is en het optreden van de onderzoeksrechter vereist is om de maatregel te verlengen.

Artikel 12

Deze bepaling zet artikel 7, derde zin, van de richtlijn om. Indien in de veronderstelling waarvan sprake in het vorige artikel, de kennisgeving aan de cel niet kan gebeuren vooraleer de verrichting wordt uitgevoerd, dient ze onmiddellijk erna te geschieden.

De redenen die een kennisgeving *a posteriori* kunnen rechtvaardigen zijn ofwel het feit dat uitstel van de verrichting, gezien haar aard, onmogelijk is, ofwel het feit dat uitstel van de verrichting de vervolging van de begunstigen van het vermeende witwassen kan beletten. Hiermee wordt inzonderheid beoogd het geval van een deposito van zeer belangrijke bedragen aan het loket van een agentschap waar de deponent geen cliënt is in omstandigheden die van aard zijn twijfel op te wekken over de herkomst van het aangeboden geld. In dit geval is het voor het later voeren van een onderzoek verkieslijk dat het deposito onverwijld door de onderneming kan worden ontvangen, met de verplichting voor deze laatste de cel onmiddellijk op de hoogte te brengen, liever dan het geld opnieuw te zien verdwijnen met het risico dat het spoor van dit geld dat eventueel een illegale herkomst heeft, definitief verloren gaat. Dienaangaande dient eraan te worden herinnerd dat — dit is ten overvloede besproken geworden in het raam van de werkzaamheden van de G.A.F.I. — het ogenblik waarop het geld in het financiële circuit wordt ingebracht het sleutelogenblik is voor de organisatie van de strijd tegen het witwassen van geld. In het licht daarvan is deze bepaling fundamenteel voor de doeltreffendheid van het systeem.

Ten einde te vermijden dat systematisch gebruik zou worden gemaakt van het door dit artikel ingestelde afwijkingsmechanisme, moeten de financiële ondernemingen in elk geval de reden aanduiden waarom een voorafgaandelijke kennisgeving aan de cel niet mogelijk was.

Artikel 13

Deze bepaling die artikel 6, eerste streep, van de richtlijn omzet, beoogt het meer algemene geval dat, los van de uitvoering van een welbepaalde verrichting, een financiële onderneming meent te maken te hebben met een feit dat witwassen van geld zou kunnen zijn. In dit geval dient zij eveneens uit eigen beweging de cel voor financiële informatieverwerking hiervan in kennis te stellen op dezelfde wijze als in het door artikel 11 beoogde geval.

Article 14

Cette disposition, qui s'inscrit dans la ligne de l'article 6, second tiret, de la directive, donne à la cellule le pouvoir, lorsqu'elle reçoit une information relative à un éventuel blanchiment de capitaux, de se faire communiquer, notamment de la part de tout organisme financier, tous les renseignements qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission.

Article 15

Sur la base des informations qui lui ont été transmises et des informations complémentaires qu'elle aura recueillies en usant de son pouvoir d'enquête, la cellule procède à l'examen du dossier. Si elle conclut à l'existence d'un indice sérieux de blanchiment de capitaux, elle transmet l'ensemble des pièces du dossier comprenant toutes les informations portées à la connaissance de la cellule, au procureur du Roi de Bruxelles.

Le choix du procureur du Roi de Bruxelles se justifie par le fait que la cellule pour la transmission des informations financières sera établie à Bruxelles et que de nombreux organismes financiers qui seront appelés à participer à l'application du présent projet de loi y ont leur siège central. Pour le surplus, le ministère public veillera à l'exercice des poursuites conformément aux règles applicables en la matière.

Article 16

Cette disposition prévoit les règles de confidentialité applicables aux informations recueillies par la cellule dans le cadre de sa mission. Le principe est le suivant: ces informations ne peuvent être divulguées par les membres de la cellule, sauf celles relatives à des indices sérieux de blanchiment de capitaux au sens du présent projet de loi, qui font l'objet d'une transmission au parquet conformément à l'article 15. Cette interdiction de divulgation s'applique également au cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle. Une solution analogue a déjà été adoptée par le législateur, notamment à l'article 18 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique et à l'article 13 de la loi relative à l'Institut belgo-luxembourgeois du change (art. 36 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire).

Trois exceptions sont toutefois prévues. Tout d'abord, les membres de la cellule sont libérés de leur obligation au secret lorsqu'ils sont appelés à rendre témoignage en justice. Ensuite, la cellule peut transmettre des informations recueillies en vertu du présent projet de loi lorsqu'elle en est requise par des organismes étrangers remplissant des fonctions similaires, et soumis à des obligations de confidentialité analogues à celles de la cellule, lorsqu'un tel échange d'informations est prévu sur la base d'accords de coopération mutuelle ou simplement moyennant réciprocité. Enfin, la cellule peut transmettre des informations aux autorités de contrôle ou de tutelle à propos des organismes sur lesquels s'exerce leur contrôle, quand elle a constaté un fait constituant le non-respect d'une des obligations du présent projet de loi et qui pourrait, à ce titre, donner lieu à l'application d'une sanction en vertu de l'article 21.

La divulgation d'une information en dehors des hypothèses visées est punissable conformément à l'article 458 du Code pénal.

Article 17

Cette disposition prévoit que la transmission d'information s'effectue en principe par l'intermédiaire de la personne responsa-

Artikel 14

Deze bepaling, die in het verlengde ligt van artikel 6, tweede streep, van de richtlijn, geeft aan de cel de macht van inzonderheid elke financiële onderneming te vorderen dat zij haar alle inlichtingen verstrekt die zij voor de uitvoering van haar opdracht nuttig acht, wanneer zij kennis krijgt van een eventueel witwassen van geld.

Artikel 15

Op basis van de inlichtingen die haar worden meegedeeld en de aanvullende inlichtingen die zij gebruik makend van haar onderzoeksbevoegdheid, zal hebben ingewonnen, gaat de cel over tot het onderzoek van het dossier. Indien zij tot het besluit komt dat er een ernstige aanwijzing van witwassen van geld bestaat, stuurt zij het geheel van de dossierstukken, dat al de informatie omvat die ter kennis van de cel is gebracht, door naar de procureur des Konings te Brussel.

Er werd gekozen voor de procureur des Konings te Brussel, daar de cel voor financiële informatieverwerking te Brussel zal zijn gevestigd en talrijke financiële ondernemingen die aan de toepassing van dit wetsontwerp zullen moeten meewerken, er hun centrale zetel hebben. Daarenboven zal het openbaar ministerie waken over de instelling van de vervolgingen overeenkomstig de ter zake geldende regels.

Artikel 16

Deze bepaling bevat de regels inzake geheimhouding die gelden voor de door de cel in het raam van haar opdracht ontvangen inlichtingen. Het principe is het volgende: deze inlichtingen mogen niet ruchtbaar worden gemaakt door de leden van de cel, behalve deze in verband met ernstige aanwijzingen van witwassen van geld in de zin van het ontwerp van wet. Deze laatste worden overeenkomstig artikel 15 aan het parket bezorgd. Dit verbod van bekendmaking geldt zelfs in het door artikel 29 van het Wetboek van strafvordering beoogde geval. Een gelijkaardige oplossing werd reeds gebruikt in de wetgeving inzonderheid in artikel 18 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek en in artikel 13 van de wet betreffende het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut (art. 36 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium).

Er zijn evenwel drie uitzonderingen op dit principe. Allereerst zijn de leden van de cel niet meer gebonden door de verplichting tot geheimhouding, wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen. Vervolgens mag de cel de krachtens de wet ontvangen inlichtingen meedelen, wanneer zij daartoe wordt aangezocht door buitenlandse instellingen met gelijkaardige opdrachten en geheimhoudingsverplichtingen als de cel, wanneer een dergelijke informatieuitwisseling gebeurt op grond van wederzijdse samenwerkingsakkoorden of louter op grond van wederkerigheid. Tenslotte mag de cel inlichtingen verstrekken aan de controle- of voogdijoverheden aangaande de ondernemingen waarop zij toezicht uitoefenen, wanneer zij heeft vastgesteld dat één van de verplichtingen van dit wetsontwerp niet wordt nageleefd, hetgeen aanleiding zou kunnen geven tot de toepassing van een sanctie op grond van artikel 21.

Het ruchtbaar maken van informatie buiten de in de vorige alinea's beoogde gevallen is strafbaar overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Artikel 17

Deze bepaling schrijft voor dat in principe de informatie wordt verstrekt door bemiddeling van de in de schoot van de financiële

ble de la mise en œuvre du présent projet de loi, désignée au sein de l'organisme financier. Cette voie n'exclut cependant pas l'obligation pour tout dirigeant, tout employé et tout représentant de l'organisme financier de procéder personnellement à cette information, chaque fois qu'il le juge nécessaire. On vise par là, soit l'hypothèse où il est impossible de contacter la personne responsable dans le délai disponible pour la prise de décision relative à la transmission de l'information à la cellule, soit l'hypothèse où les mécanismes de contrôle interne de l'organisme financier ne fonctionnent pas de manière effective. On pense notamment au cas où la direction de l'organisme ou les responsables en matière de blanchiment participeraient eux-mêmes au processus du blanchiment et feraient pour cette raison obstacle à la transmission utile d'informations.

Article 18

Cette disposition, qui transpose l'article 8 de la directive, prévoit l'interdiction pour un organisme financier qui a transmis une information à la cellule ou qui a été contacté par la cellule dans le cadre d'une enquête de porter ce fait à la connaissance du client concerné ou de toute autre personne. Cette interdiction vaut également lorsque la cellule a fait opposition à l'exécution d'une opération, conformément à l'article 11, § 3, jusqu'au moment où le juge d'instruction aura éventuellement rendu une ordonnance.

Article 19

Cette disposition, qui transpose l'article 9 de la directive, dégage de toute responsabilité civile, pénale et disciplinaire, tout organisme financier, tout dirigeant, employé ou représentant d'un tel organisme, qui aura procédé de bonne foi à une information, conformément aux articles 11 à 14 de la loi.

CHAPITRE IV

Autorités de contrôle ou de tutelle

Article 20

La préservation du système financier contre le blanchiment de capitaux requiert une collaboration entre la cellule de traitement des informations financières et les autorités de contrôle ou de tutelle compétentes.

Comme prévu à l'article 10 de la directive, le présent projet précise que, lorsque les autorités de contrôle ou de tutelle constatent des faits qui sont susceptibles de constituer une preuve de blanchiment de capitaux au sens du présent projet, elles doivent en informer la cellule. Cette obligation de transmission est relative aux faits constatés par les autorités concernées au cours de leurs inspections ou, de toute autre manière, dans le cadre de leur mission légale et réglementaire.

Article 21

En exécution de l'article 14 de la directive, des sanctions sont définies afin de garantir le respect des dispositions du présent projet de loi.

Les moyens d'actions proposés sont empruntés à ceux qui existent dans certaines législations de contrôle. Les autorités de contrôle ou de tutelle compétentes pourront appliquer des sanctions administratives à l'égard des organismes financiers soumis à leur surveillance en cas de non-respect des dispositions du présent projet de loi.

instelling aangeduide persoon die verantwoordelijk is voor de toepassing van het ontwerp van wet. Dit sluit echter niet uit dat elke leider, elke werknemer en elke vertegenwoordiger van de financiële instellingen persoonlijk deze inlichtingen moet verstrekken, telkens hij het nuttig acht. Hier wordt beoogd ofwel het geval waarin het onmogelijk is de verantwoordelijke persoon te bereiken binnen de termijn waarover men beschikt om een beslissing te treffen over een kennisgeving aan de cel, ofwel het geval waarin de interne controleprocedures van de financiële onderneming niet effectief werken. Men denkt inzonderheid aan het geval waarin de leiding van de onderneming of degenen die inzake witwassen verantwoordelijk zijn, zelf deelnemen aan het proces van witwassen en om deze reden de nuttige kennisgeving beletten.

Artikel 18

Deze bepaling die artikel 8 van de richtlijn omzet, verbiedt een financiële onderneming die aan de cel een kennisgeving heeft gedaan of die door de cel werd gecontacteerd in het raam van een onderzoek, dit feit ter kennis te brengen van de betrokken cliënt of van elke andere persoon. Dit verbod geldt tevens wanneer de cel zich heeft verzet tegen de uitvoering van een verrichting, overeenkomstig artikel 11, § 3, tot op het ogenblik dat de onderzoeksrechter eventueel een bevelschrift zal hebben uitgevaardigd.

Artikel 19

Deze bepaling die artikel 9 van de richtlijn omzet, ontslaat elke financiële onderneming, elke leider, werknemer of vertegenwoordiger van zo'n onderneming die te goeder trouw overeenkomstig de artikelen 11 tot 14 van de wet informatie heeft verstrekt, van elke burgerlijke, strafrechtelijke en tuchtrechtelijke aansprakelijkheid.

HOOFDSTUK IV

Controle- of voogdijoverheden

Artikel 20

De vrijwaring van het financiële stelsel tegen het witwassen van geld vereist een samenwerking tussen de cel voor financiële informatieverwerking en de bevoegde controle- of voogdijoverheden.

Zoals in artikel 10 van de richtlijn voorgeschreven, wordt in het ontwerp bepaald dat wanneer de controle- of voogdijoverheden feiten vaststellen die bewijsmateriaal kunnen vormen van het witwassen van geld in de zin van dit ontwerp, zij de cel daarvan op de hoogte dienen te brengen. Deze meldingsplicht heeft betrekking op feiten vastgesteld door de betrokken autoriteiten tijdens inspecties of op een andere wijze in het kader van hun wettelijke en reglementaire opdracht.

Artikel 21

In uitvoering van artikel 14 van de richtlijn worden sancties bepaald om de naleving van de bepalingen van dit wetsontwerp te waarborgen.

De voorgestelde actiemiddelen zijn ontleend aan deze die voorkomen in bepaalde controlewetgevingen. De bevoegde controle- of voogdijoverheden zullen administratieve sancties kunnen toepassen ten aanzien van aan hun toezicht onderworpen financiële ondernemingen in geval van inbreuk op de voorschriften van dit wetsontwerp.

Ces sanctions consisteront, d'une part, en la publication des décisions ou mesures en cas de violation du présent projet de loi ou, d'autre part, en des amendes administratives au profit du Trésor. Les procédures d'appel administratives normales pourront être ouvertes contre ces décisions.

Les sanctions spécifiques que le présent projet prévoit ne portent pas préjudice à l'application éventuelle des mesures et sanctions exceptionnelles à l'égard des organismes financiers sur base de leur propre statut de contrôle.

CHAPITRE V

Modification à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers

Article 22

La loi du 4 décembre 1990 relative aux transactions financières et aux marchés financiers a libéralisé les opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises, ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement. Sur base de l'article 195 de la loi précitée, peuvent être déterminées par arrêté royal les règles auxquelles notamment ces opérations en devises seraient soumises.

Lors des travaux parlementaires, il fut précisé par le ministre des Finances qu'un nombre de règles seraient édictées principalement dans le but de la lutte contre le blanchiment de capitaux (voir rapport de la Commission des Finances du Sénat, document n° 1007-2 (1989-1990), p. 20 et 193-194).

La lutte efficace du blanchiment de capitaux ne requiert pas seulement des règles relatives aux opérations mais aussi des prescriptions applicables aux professionnels concernés.

L'article proposé complète en ce sens l'article 195 précité et autorise le Roi à fixer des règles relatives à l'enregistrement des personnes qui exécutent à titre professionnel des opérations en devises au comptant en espèces et de déterminer les obligations, les interdictions et le contrôle, qui leur sont applicables.

Le non-respect des dispositions prises sur base de l'article 195 est sanctionné pénalement en vertu de l'article 213 de la loi du 4 décembre 1990.

Deze sancties zullen enerzijds bestaan in de openbaarmaking van hun beslissingen of maatregelen bij inbreuken op dit wetsontwerp en anderzijds in administratieve geldboetes ten gunste van de Schatkist. De normale administratieve beroepsprocedures zullen tegen deze maatregelen kunnen openstaan.

De specifieke sancties waarin dit ontwerp voorziet, doen geen afbreuk aan de eventuele toepassing van uitzonderlijke maatregelen en sancties ten aanzien van de financiële ondernemingen op grond van hun eigen controlestatuut.

HOOFDSTUK V

Wijziging van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten

Artikel 22

De wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten heeft de activiteit van contante aan- en verkoop van deviezen in specien of met cheques in deviezen of met gebruik van een krediet- of betaalkaart vrijgemaakt. Op grond van artikel 195 van voormelde wet kunnen bij koninklijk besluit regels worden bepaald waaraan inzonderheid deze deviezenverrichtingen onderworpen zouden zijn.

Tijdens de parlementaire voorbereiding werd door de Minister van Financiën gepreciseerd dat een aantal regels zouden uitgevaardigd worden voornamelijk met het oog op de strijd tegen het witwassen van geld (zie verslag van de Senaatscommissie voor de Financiën, stuk nr. 1007-2 (1989-1990), blz. 20 en 193-194).

De efficiënte bestrijding van het witwassen van geld vereist niet alleen regels met betrekking tot de verrichtingen, maar ook voorschriften van toepassing op de betrokken professionelen.

Het voorgestelde artikel vult voornoemd artikel 195 in die zin aan en machtigt de Koning om regels vast te stellen betreffende de registratie van personen die beroepshalve contante deviezenverrichtingen in specien verrichten en inzake de op hen toepasselijke verplichtingen, verbodsbepalingen en controle.

De niet naleving van de op grond van artikel 195 getroffen bepalingen wordt strafrechtelijk gesanctioneerd krachtens artikel 213 van de wet van 4 december 1990.

AVANT-PROJET DE LOI SOUMIS A L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

CHAPITRE 1^{er}

Dispositions générales

Article 1^{er}

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux organismes financiers mentionnés ci-après :

- 1^o la Banque nationale de Belgique;
 - 2^o les banques inscrites à la liste prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;
 - 3^o les caisses d'épargne privées inscrites en application de l'article 3 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées par l'arrêté royal du 23 juin 1967;
 - 4^o les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;
 - 5^o les établissements publics de crédit de droit belge;
 - 6^o les établissements de crédit agréés par ces derniers;
 - 7^o les sociétés de bourse;
 - 8^o les entreprises d'assurances établies en Belgique et agréées pour exercer l'activité d'assurance vie en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;
 - 9^o La Poste;
 - 10^o les sociétés de courtage en change et en dépôts;
 - 11^o toutes autres personnes physiques ou morales qui se livrent, à titre professionnel, aux opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement;
 - 12^o la Caisse des dépôts et consignations;
 - 13^o les sociétés de gestion de fortune;
 - 14^o les sociétés de conseil en placements.
- Le Roi peut compléter la liste de ces organismes financiers.

Art. 2

Les organismes financiers concourent pleinement à la mise en œuvre des dispositions de la présente loi, en ce qui concerne l'identification de tous les actes par lesquels des personnes connaissant l'origine illicite de capitaux ou d'autres biens, procèdent à :

- leur conversion ou leur transfert, dans le but de dissimuler ou de déguiser cette origine illicite ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la réalisation de l'infraction dont proviennent ces capitaux ou ces biens, à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;
- la dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété de ces capitaux ou de ces biens;
- leur acquisition, leur détention ou leur utilisation;
- la participation à l'un des actes visés aux trois points précédents, l'association pour commettre ledit acte, les tentatives de le perpétrer, le fait d'aider, d'inciter ou de conseiller quelqu'un à le faire ou le fait d'en faciliter l'exécution,

VOORONTWERP VAN WET VOORGELEGD AAN DE RAAD VAN STATE

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1

De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de hierna vermelde financiële ondernemingen :

- 1^o de Nationale Bank van België;
 - 2^o de banken die voorkomen op de lijst bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;
 - 3^o de privé-spaarkassen die zijn ingeschreven met toepassing van artikel 3 van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 23 juni 1967;
 - 4^o de ondernemingen onderworpen aan hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;
 - 5^o de openbare kredietinstellingen naar Belgisch recht;
 - 6^o de door deze laatste erkende kredietinstellingen;
 - 7^o de beursvennootschappen;
 - 8^o de in België gevestigde verzekeringsondernemingen die, in toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, toegelaten worden voor de uitoefening van het levensverzekeringsbedrijf;
 - 9^o De Post;
 - 10^o de vennootschappen voor wissel- en depositomakelarij;
 - 11^o alle overige natuurlijke personen en rechtspersonen die beroepshalve verrichtingen doen voor de contante aankoop of verkoop van deviezen in contanten of met cheques in deviezen dan wel met gebruik van een krediet- of betaalkaart;
 - 12^o de Deposito- en Consignatiekassas;
 - 13^o de vennootschappen voor vermogensbeheer;
 - 14^o de vennootschappen voor beleggingsadvies.
- De Koning kan de lijst van deze financiële ondernemingen aanvullen.

Art. 2

De financiële ondernemingen verlenen hun volledige medewerking aan de toepassing van de bepalingen van deze wet, om duidelijk alle daden te onderkennen waardoor personen die de illegale herkomst kennen van geld of activa :

- die omzetten of overdragen, met de bedoeling hun illegale herkomst te verbergen of te verdoezelen dan wel een persoon die betrokken is bij het misdrijf waaruit dit geld of deze activa voortkomen, te helpen ontkomen aan de rechtsgevolgen van zijn daden;
- de aard, oorsprong, vindplaats, vervreemding, verplaatsing of eigendom van dit geld of deze activa verhelen of verhullen;
- dit geld of deze activa verwerven, bezitten of gebruiken;
- aan een van de in de drie voorgaande punten bedoelde daden deelnemen, daaraan medeplichtig zijn, een poging daartoe doen, daaraan helpen, daartoe aanzetten, daartoe de raad geven of ze vergemakkelijken,

lorsque ces capitaux ou ces biens proviennent de la réalisation d'une infraction liée au terrorisme, à la criminalité organisée, au trafic illicite de stupéfiants, au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises, au trafic de main-d'œuvre clandestine, au trafic d'êtres humains ou à l'exploitation de la prostitution.

Ces actes sont ci-après dénommés « blanchiment de capitaux » aux fins de l'application de la présente loi.

CHAPITRE II

Identification des clients et organisation interne des organismes financiers

Art. 3

Les organismes financiers doivent s'assurer de l'identité de leurs clients au moyen d'un document probant au moment où ils nouent des relations d'affaires qui feront d'eux des clients habituels.

Cette même identification est exigée pour toute autre personne qui souhaite réaliser une opération dont le montant atteint ou excède 10 000 ECU, qu'elle soit effectuée en une seule opération ou en plusieurs entre lesquelles un lien semble exister. L'identification est requise même si le montant de l'opération est inférieur à 10 000 ECU dès qu'il y a soupçon de blanchiment de capitaux.

L'identification porte sur le nom, le prénom ou la dénomination sociale pour les personnes morales, l'adresse ou le siège social du client ainsi que sur toutes les données que l'organisme financier juge utiles.

Art. 4

En cas de doute sur le point de savoir si les clients visés à l'article 3 agissent pour leur propre compte ou en cas de certitude qu'ils n'agissent pas pour leur propre compte, les organismes financiers prennent des mesures raisonnables en vue d'obtenir des informations sur l'identité réelle des personnes pour le compte desquelles ces clients agissent, selon les modalités établies le cas échéant par l'autorité de contrôle ou de tutelle compétente.

Art. 5

Les organismes financiers ne sont pas soumis aux obligations d'identification visées aux articles 3 et 4 dans le cas où le client est également un organisme financier visé à l'article 1^{er} ou un établissement de crédit ou une institution financière visés à l'article 1^{er} de la directive 91/308/C.E.E.

Par dérogation à l'article 3, l'identification n'est pas requise des entreprises d'assurances visées à l'article 1^{er}, 8^o, qui effectuent une activité d'assurance vie, lorsque le montant de la ou des primes périodiques à verser au cours d'une année n'excède pas 1 000 ECU ou dans le cas d'un versement d'une prime unique dont le montant n'excède pas 2 500 ECU. Si la ou les primes périodiques à verser au cours d'une année sont augmentées de telle sorte qu'elles dépassent le seuil de 1 000 ECU, l'identification est requise.

Art. 6

Les organismes financiers conservent sur quelque support d'archivage que ce soit, pendant cinq ans au moins après avoir mis fin aux relations avec leurs clients ou toute autre personne visée à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, une copie du document probant ayant servi à l'identification ou les références de celui-ci.

wanneer dit geld of deze activa voortkomen uit een misdrijf dat in verband staat met het terrorisme, de georganiseerde misdaad, de illegale drughandel, de illegale handel in wapens, goederen en koopwaren, de handel in clandestiene werkkrachten, de mensenhandel of de exploitatie van de prostitutie.

Voor de toepassing van deze wet worden deze daden hierna « witwassen van geld » genoemd.

HOOFDSTUK II

Identificatie van de cliënten en interne organisatie van de financiële ondernemingen

Art. 3

De financiële ondernemingen dienen zich te vergewissen van de identiteit van hun cliënten aan de hand van een bewijsstuk op het ogenblik dat zij een zakenrelatie aanknopen waardoor de betrokkenen gewone cliënten worden.

Dezelfde identificatie is vereist voor iedere andere persoon die een verrichting wenst uit te voeren voor een bedrag van 10 000 ECU of meer, het weze dat zij in één keer wordt uitgevoerd of in verscheidene keren tussen dewelke een verband blijkt te bestaan. Identificatie is vereist zelfs wanneer het bedrag van de verrichting lager is dan 10 000 ECU, zodra wordt vermoed dat het gaat om witwassen van geld.

De identificatie betreft de naam, de voornaam of voor rechtspersonen, de firma, het adres of de maatschappelijke zetel van de cliënt en alle gegevens die de financiële onderneming nuttig acht.

Art. 4

Indien wordt betwijfeld of de in artikel 3 bedoelde cliënten voor eigen rekening handelen, of indien vaststaat dat zij niet voor eigen rekening handelen, treffen de financiële ondernemingen redelijke maatregelen om informatie te verkrijgen omtrent de ware identiteit van de personen voor wier rekening deze cliënten handelen, volgens de desgevallend door de bevoegde controle- of voogdijoverheid vastgestelde modaliteiten.

Art. 5

De in de artikels 3 en 4 bedoelde identificatieverplichtingen zijn niet van toepassing op de financiële ondernemingen in geval de cliënt eveneens een financiële onderneming is bedoeld in artikel 1 of een kredietinstelling of een financiële instelling is bedoeld in artikel 1 van de richtlijn 91/308/E.E.G.

In afwijking van artikel 3, rust de identificatieplicht niet op de verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 1, 8^o, die een levensverzekeringsbedrijf uitoefenen, wanneer het bedrag van de te betalen periodieke premie(s) gedurende een periode van een jaar 1 000 ECU of minder bedraagt, of, bij storting van een eenmalige premie, wanneer het bedrag 2 500 ECU of minder belooft. Wanneer de periodieke premie(s) zodanig wordt (worden) verhoogd dat de drempel van 1 000 ECU wordt overschreden, wordt identificatie verplicht.

Art. 6

De financiële ondernemingen bewaren op om het even welke informatiedrager gedurende ten minste vijf jaar na het beëindigen van de relaties met hun cliënten of alle andere personen beoogd in artikel 3, eerste en tweede lid, een afschrift van het bewijsstuk dat voor de identificatie heeft gediend of de verwijzingen ernaar.

Il en est de même des documents ayant permis l'identification visée à l'article 4.

Sans préjudice de l'exigence formulée à l'article 6, alinéa 4, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, les organismes financiers conservent pendant une période d'au moins cinq ans à partir de l'exécution des opérations, une copie sur quelque support d'archivage que ce soit, des enregistrements, bordereaux et documents des opérations effectuées de façon à pouvoir les reconstituer précisément.

Art. 7

Les organismes financiers établissent un rapport écrit sur toute opération qui, notamment de par sa nature ou de par son caractère inhabituel au regard des activités du client pourrait être liée au blanchiment de capitaux; ce rapport est transmis aux personnes visées à l'article 9 aux fins d'être conservé durant le délai prescrit à l'article 6.

Art. 8

Les organismes financiers prennent les mesures appropriées pour sensibiliser leurs employés et leurs représentants aux dispositions de la présente loi. Ces mesures comprennent la participation de leurs employés et de leurs représentants concernés à des programmes spéciaux afin de les aider à reconnaître les opérations qui peuvent être liées au blanchiment de capitaux et de les instruire sur la manière de procéder en pareil cas.

Art. 9

Les organismes financiers désignent une ou plusieurs personnes responsables pour la mise en œuvre de la présente loi au sein de leur organisme. Ces personnes sont chargées principalement de l'établissement de procédures de contrôle interne, de communication et de centralisation des informations, afin de prévenir, repérer et empêcher la réalisation d'opérations liées au blanchiment de capitaux.

CHAPITRE III

Transmission d'informations entre les organismes financiers et les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux

Art. 10

Il est institué, sous la dénomination de « cellule de traitement des informations financières », une autorité responsable du traitement et de la transmission d'informations, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, cette autorité est chargée en particulier de recevoir et d'analyser les informations transmises par les organismes financiers en vertu des articles 11 à 14 et de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément aux articles 11 à 15.

Cette autorité, composée d'experts en matière financière, est placée sous le contrôle des Ministres de la Justice et des Finances et sous la direction d'un magistrat ou de son suppléant détachés temporairement du parquet. Ses membres sont désignés par le Roi.

Hetzelfde geldt voor de stukken die de in artikel 4 beoogde identificatie mogelijk hebben gemaakt.

Onverminderd het vereiste gesteld in artikel 6, vierde lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, bewaren de financiële ondernemingen gedurende een periode van ten minste vijf jaar vanaf de uitvoering van de verrichtingen op om het even welke informatiedrager een kopie van de registraties, de borderellen en stukken van de uitgevoerde verrichtingen om ze nauwkeurig te kunnen reconstrueren.

Art. 7

De financiële ondernemingen stellen een schriftelijk verslag op over elke verrichting die, inzonderheid door haar natuur of door haar ongebruikelijk karakter ten aanzien van de activiteiten van de cliënt, zou kunnen verband houden met het witwassen van geld; dit verslag wordt voor bewaring gedurende de door artikel 6 voorgeschreven termijn toegestuurd aan de in artikel 9 bedoelde personen.

Art. 8

De financiële ondernemingen nemen passende maatregelen om hun werknemers en hun vertegenwoordigers met de bepalingen van deze wet vertrouwd te maken. Deze maatregelen houden in dat hun betrokken werknemers en vertegenwoordigers deelnemen aan speciale opleidingsprogramma's om de verrichtingen te leren onderkennen die met het witwassen van geld verband kunnen houden en in te zien hoe in die gevallen moet worden gehandeld.

Art. 9

De financiële ondernemingen duiden één of meer personen aan die verantwoordelijk zijn voor de toepassing van deze wet in de schoot van hun onderneming. Deze personen zijn vooral belast met de vaststelling van de procedures voor interne controle, informatieverstrekking en -centralisatie om verrichtingen die met het witwassen van geld verband houden, te voorkomen, op te sporen en te verhinderen.

HOOFDSTUK III

Informatieverstrekking tussen de financiële ondernemingen en de voor de strijd tegen het witwassen van geld verantwoordelijke autoriteiten

Art. 10

Er wordt, onder de benaming « cel voor financiële informatieverwerking », een autoriteit ingesteld die verantwoordelijk is voor het verwerken en de overdracht van informatie in het raam van de strijd tegen het witwassen van geld.

Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten, wordt deze autoriteit in het bijzonder belast met de ontvangst en de ontleding van de informatie die door de financiële ondernemingen krachtens de artikels 11 tot 14 is meegedeeld en het nemen van alle noodzakelijke maatregelen overeenkomstig de artikels 11 tot 15.

Deze autoriteit bestaande uit financiële deskundigen, staat onder het toezicht van de Ministers van Justitie en van Financiën en onder de leiding van een magistraat of van zijn plaatsvervanger die tijdelijk van het parket worden gedetacheerd. Haar leden worden aangewezen door de Koning.

Au moins une fois par an, cette autorité dresse un rapport de ses activités à l'attention des Ministres précités.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités relatives à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et aux pouvoirs d'enquête de cette autorité.

Art. 11

§ 1^{er}. Lorsqu'un organisme financier sait ou soupçonne qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, il en informe la cellule de traitement des informations financières, avant d'exécuter l'opération, en indiquant, le cas échéant, le délai dans lequel celle-ci doit être exécutée. Cette information peut être faite téléphoniquement, mais doit être immédiatement confirmée par télécopie ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Dès réception de l'information, la cellule en accuse réception.

§ 2. Si, en raison de la gravité ou de l'urgence de l'affaire, la cellule l'estime nécessaire, elle peut faire opposition à l'exécution de l'opération, avant l'expiration du délai d'exécution indiqué par l'organisme financier.

Cette opposition est notifiée immédiatement par télécopie à celui-ci ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Cette opposition fait obstacle à l'exécution de l'opération pendant une durée maximale de vingt-quatre heures à compter de la notification.

§ 3. Si la cellule estime que cette mesure doit être prolongée, elle en réfère sans délai au procureur du Roi à Bruxelles, afin que celui-ci puisse saisir un juge d'instruction et requérir le blocage des comptes concernés ou toute autre mesure qui s'impose. A défaut d'ordonnance dans le délai visé au § 2, l'organisme financier est libre d'exécuter l'opération.

Art. 12

Dans l'hypothèse où l'organisme financier, qui sait ou soupçonne qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, ne peut en informer la cellule de traitement des informations financières avant d'exécuter l'opération, soit parce que le report de l'exécution de l'opération n'est pas possible en raison de la nature de celle-ci, soit parce qu'il serait susceptible d'empêcher la poursuite des bénéficiaires du blanchiment présumé de capitaux, l'organisme financier procède à l'information de la cellule immédiatement après avoir exécuté l'opération. Dans ce cas, il indique la raison pour laquelle il n'a pu procéder à l'information préalablement à l'exécution de l'opération.

Art. 13

Hors les cas visés aux articles 11 et 12, lorsqu'un organisme financier a connaissance d'un fait qui pourrait être l'indice d'un blanchiment de capitaux, il en informe immédiatement la cellule de traitement des informations financières. Cette information peut être faite téléphoniquement mais doit être confirmée par télécopie ou, à défaut, par tout autre moyen écrit.

Dès réception de l'information, la cellule en accuse réception.

Minstens één keer per jaar stelt deze autoriteit ter attentie van de voornoemde Ministers een verslag op over haar werkzaamheden.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de modaliteiten inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onderzoeksbevoegdheden van deze autoriteit.

Art. 11

§ 1. Wanneer een financiële onderneming weet of vermoedt dat een uit te voeren verrichting verband houdt met het witwassen van geld, brengt zij dit, vooraleer de verrichting uit te voeren, ter kennis van de cel voor financiële informatieverwerking en deelt zij in voorkomend geval de termijn mee binnen dewelke deze moet worden uitgevoerd. Deze kennisgeving mag telefonisch geschieden, maar moet onmiddellijk bevestigd worden per telefax of, bij gebrek daaraan, op eerder welke schriftelijke wijze.

Zodra de cel de kennisgeving ontvangt, bevestigt zij de ontvangst ervan.

§ 2. Zo de cel het wegens het ernstig of dringend karakter van de zaak nodig acht, kan zij zich vóór het verstrijken van de uitvoeringstermijn die door de financiële onderneming is megedeeld, verzetten tegen de uitvoering van de verrichting.

Dit verzet wordt aan deze laatste onmiddellijk per telefax betekend of, bij gebrek daaraan, op eender welke schriftelijke wijze.

Dit verzet verhindert de uitvoering van de verrichting tijdens maximaal vierentwintig uur te rekenen vanaf de betekening.

§ 3. Zo de cel meent dat deze maatregel moet worden verlengd, meldt zij dit onverwijld aan de procureur des Konings te Brussel opdat deze de zaak bij een onderzoeksrechter aanhangig zou kunnen maken en de blokkering van de betrokken rekeningen of elke andere maatregel die zich opdringt, zou kunnen vorderen. Bij gebrek aan een bevelschrift binnen de termijn beoogd in § 2, mag de financiële onderneming de verrichting uitvoeren.

Art. 12

Wanneer de financiële onderneming die weet of vermoedt dat een uit te voeren verrichting verband houdt met het witwassen van geld, dit niet ter kennis kan brengen van de cel voor financiële informatieverwerking vooraleer de verrichting uit te voeren, hetzij omdat het niet mogelijk is de uitvoering van de verrichting, gezien haar aard, uit te stellen, hetzij omdat uitstel van aard zou kunnen zijn de vervolging van de begunstigen van het vermeende witwassen van geld te beletten, stelt zij onmiddellijk na de uitvoering van de verrichting de cel hiervan in kennis. In dit geval vermeldt zij waarom een kennisgeving vooraleer de verrichting uit te voeren, niet mogelijk was.

Art. 13

Buiten de gevallen beoogd in de artikels 11 en 12, brengt een financiële onderneming, wanneer haar een feit bekend wordt dat op witwassen van geld zou kunnen wijzen, dit onmiddellijk ter kennis van de cel voor financiële informatieverwerking. Deze kennisgeving mag telefonisch geschieden, maar moet worden bevestigd per telefax of, bij gebrek daaraan, op eender welke schriftelijke wijze.

Zodra de cel de kennisgeving ontvangt, bevestigt zij de ontvangst ervan.

Art. 14

§ 1^{er}. Lorsque la cellule de traitement des informations financières reçoit une information visée à l'article 11 ou 13, elle peut se faire communiquer notamment de la part de tous les organismes financiers visés à l'article 1^{er}, tous les renseignements complémentaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission, dans le délai qu'elle détermine.

§ 2. En outre, indépendamment des cas visés au § 1^{er}, la cellule peut à tout moment se faire communiquer de la part des organismes financiers visés à l'article 1^{er}, tous les renseignements qu'elle juge utiles concernant la manière dont ces mêmes organismes mettent en œuvre les articles 3 à 9.

Art. 15

Sans préjudice du cas visé à l'article 11, § 3, la cellule de traitement des informations financières procède à l'examen des informations qui lui sont transmises en vertu des articles 11 à 14. Dès que cet examen fait apparaître un indice sérieux de blanchiment de capitaux, ces informations sont transmises au procureur du Roi de Bruxelles.

Art. 16

§ 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles qui précèdent et hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres de la cellule de traitement des informations financières ne peuvent divulguer, même dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, les informations recueillies dans l'exercice de leurs fonctions.

Le membre de la cellule qui révèle une information visée à l'alinéa 1^{er} est puni des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

§ 2. Le § 1^{er} ne s'applique pas aux communications faites dans le cadre d'une collaboration mutuelle, en vertu de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou, moyennant réciprocité, à des organismes étrangers remplissant des fonctions similaires et soumis à des obligations de confidentialité analogues à celles de la cellule, en vue de l'accomplissement de leur mission.

Pour l'application de l'article 21, la cellule peut néanmoins fournir les informations qu'elle juge utiles aux autorités de contrôle ou de tutelle compétentes.

Art. 17

La transmission d'informations visées aux articles 11 à 13 est effectuée en principe par la personne désignée au sein de l'organisme financier, conformément à l'article 9. Tout dirigeant, tout employé et tout représentant de l'organisme financier doit toutefois procéder personnellement à cette information, chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Art. 18

Un organisme financier ne peut en aucun cas porter à la connaissance du client concerné ou de personnes tierces que des informations ont été transmises à la cellule de traitement des informations financières en application des articles 11 à 13 ou qu'une information du chef de blanchiment de capitaux est en cours.

Art. 14

§ 1. Wanneer de cel voor financiële informatieverwerking een in artikel 11 of 13 beoogde kennisgeving ontvangt, mag zij eisen dat inzonderheid al de in artikel 1 beoogde financiële ondernemingen haar alle bijkomende inlichtingen die zij voor de vervulling van haar opdracht nuttig acht, medelen binnen de door haar bepaalde termijn.

§ 2. Bovendien mag de cel, los van de in de § 1 bedoelde gevallen, op elk ogenblik eisen dat de in artikel 1 beoogde financiële ondernemingen haar alle door haar nuttig geachte inlichtingen over de manier waarop dezelfde ondernemingen de artikels 3 tot 9 toepassen, medelen.

Art. 15

Onverminderd het geval beoogd in artikel 11, § 3, gaat de cel voor financiële informatieverwerking over tot het onderzoek van de informatie die haar krachtens de artikels 11 tot 14 is meegegeeld. Zodra uit dit onderzoek blijkt dat er een ernstige aanwijzing van witwassen van geld bestaat, wordt deze informatie aan de procureur des Konings te Brussel meegegeeld.

Art. 16

§ 1. Onverminderd de toepassing van de voorafgaande artikels en buiten het geval dat zij geroepen worden om in rechte te getuigen, mogen de leden van de cel voor financiële informatieverwerking, zelfs in het geval beoogd in artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, geen ruchtbaarheid geven aan de informatie waarvan zij bij de uitoefening van hun opdrachten kennis hebben gekregen.

Het lid van de cel die een in het eerste lid beoogde informatie ruchtbaar maakt, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op mededelingen in het kader van een wederzijdse samenwerking, op grond van internationale verdragen die België heeft ondertekend of op grond van wederkerigheid, aan buitenlandse instellingen met gelijkaardige opdrachten en verplichtingen tot geheimhouding als de cel met het oog op de vervulling van hun opdracht.

Voor de toepassing van artikel 21 mag de cel niettemin aan de bevoegde controle- of voogdijoverheden de informatie medelen die zij nuttig acht.

Art. 17

De mededeling van de in de artikels 11 tot 13 beoogde informatie wordt in beginsel gedaan door de persoon die in de schoot van de financiële onderneming overeenkomstig artikel 9 is aangesteld. Elke leider, elke werknemer en elke vertegenwoordiger van de financiële onderneming moet evenwel deze informatie persoonlijk medelen telkens wanneer hij dit nodig acht.

Art. 18

Een financiële onderneming mag in geen geval ter kennis brengen van de betrokken cliënt of van derden dat informatie is meegegeeld geworden aan de cel voor financiële informatieverwerking met toepassing van de artikels 11 tot 13 of dat een opsporingsonderzoek wegens witwassen van geld aan de gang is.

Art. 19

Aucune action en responsabilité d'aucune sorte ne peut être intentée ni aucune sanction professionnelle prononcée contre un organisme financier, ses dirigeants, ses employés ou ses représentants qui ont procédé de bonne foi à une information, conformément aux articles 11 à 14.

CHAPITRE IV

Autorités de contrôle ou de tutelle

Art. 20

Les autorités de contrôle ou de tutelle des organismes financiers qui constatent des faits susceptibles de constituer la preuve d'un blanchiment de capitaux sont tenues d'en informer la cellule de traitement des informations financières.

Art. 21

Sans préjudice des mesures définies par d'autres lois ou d'autres règlements, l'autorité de contrôle ou de tutelle compétente peut, en cas de non-respect par un organisme financier qui lui est soumis, des dispositions des articles 3 à 18 ou des arrêtés pris pour leur exécution:

1° procéder à la publication, suivant les modalités qu'elle détermine, des décisions et mesures qu'elle prend;

2° infliger une amende administrative dont le montant ne peut être inférieur à 10 000 francs et ne peut excéder 50 millions de francs, après avoir entendu l'organisme dans sa défense ou du moins l'avoir dûment convoqué; l'amende est perçue au profit du Trésor par l'Administration de la T.V.A., enregistrement et domaines.

CHAPITRE V

Modification à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers

Art. 22

L'article 195 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est remplacé par la disposition suivante:

« Article 195. Le Roi détermine:

1° les règles relatives à l'enregistrement des personnes qui, à titre professionnel, exécutent les opérations visées à l'article 194, alinéa 2, et les obligations, les interdictions et le contrôle qui leur sont applicables;

2° les règles auxquelles sont soumises les opérations sur devises visées à l'article 194. »

CHAPITRE VI

Disposition finale

Art. 23

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 19

Geen enkele aansprakelijkheidsvordering kan worden ingesteld en geen enkele professionele sanctie kan worden uitgesproken tegen een financiële onderneming, haar leiders, haar werknemers of haar vertegenwoordigers die te goeder trouw een in de artikels 11 tot 14 bedoelde informatie hebben verstrekt.

HOOFDSTUK IV

Controle- of voogdijoverheden

Art. 20

De controle- of voogdijoverheden van de financiële ondernemingen die feiten vaststellen die bewijsmateriaal voor het witwassen van geld kunnen vormen, moeten de cel voor financiële informatieverwerking daarvan op de hoogte brengen.

Art. 21

Onverminderd de bij andere wetten of reglementen bepaalde maatregelen, kan de bevoegde controle- of voogdijoverheid, bij niet-naleving van de bepalingen van de artikels 3 tot 18 of de uitvoering ervan genomen besluiten door een financiële onderneming die onder haar ressorteert:

1° volgens de regels die zij bepaalt, de beslissingen en maatregelen die zij neemt, openbaar maken;

2° een administratieve geldboete opleggen, die niet minder dan 10 000 frank en niet meer dan 50 miljoen frank mag bedragen, na de betrokken onderneming in haar verweer te hebben gehoord of minstens behoorlijk te hebben opgeroepen; de geldboete wordt geïnd in het voordeel van de Schatkist, door de administratie van de B.T.W., registratie en domeinen.

HOOFDSTUK V

Wijziging van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten

Art. 22

Artikel 195 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Artikel 195. De Koning bepaalt:

1° de regels betreffende de registratie van de personen die beroepshalve verrichtingen uitvoeren als bedoeld in artikel 194, tweede lid, en de op hen toepasselijke verplichtingen, verbodsbepalingen en controle;

2° de regels waaraan de in artikel 194 bedoelde deviezenverrichtingen zijn onderworpen. »

HOOFDSTUK VI

Eindbepaling

Art. 23

De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre des Finances, le 27 mai 1992, d'une demande d'avis sur un projet de loi « relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux », et le 30 juin 1992, d'une lettre par laquelle le ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 1^{er} juillet 1992 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

« Comme je vous l'ai indiqué dans ma précédente lettre, ce projet de loi a pour but de transposer dans notre droit la directive du Conseil des Communautés européennes du 10 juin 1991 (91/308/C.E.E.), du même objet. Cette transposition doit impérativement avoir lieu avant le 1^{er} janvier 1993.

Vu le caractère très urgent que revêt ce dossier, et en vue de pouvoir soumettre le projet de loi à l'examen des Chambres législatives dans le courant de la première quinzaine du mois de juillet, il me serait agréable que le Conseil d'Etat puisse rendre son avis dans les délais prescrits par l'article 84. »

* *

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

DISPOSITIF

Observations préliminaires

1. L'article 16, 2, de la directive 91/308/C.E.E. fait aux Etats membres l'obligation d'insérer une référence à la directive, soit dans les dispositions qui l'exécutent, soit lors de la publication officielle de ces dispositions.

La meilleure manière d'exécuter cette obligation serait d'insérer en tête du dispositif un article ainsi conçu :

« Article 1^{er}. — La présente loi applique la directive du Conseil 91/308/C.E.E. du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. »

2. Il conviendrait que l'auteur du projet indique dans l'exposé des motifs quelles sont les dispositions qui procurent application à la directive et celles (notamment l'article 2) où l'auteur du projet entend faire œuvre complémentaire.

Article 1^{er} (devenant l'article 2)

1. En raison du contenu du 11^o, il y a lieu d'écrire, dans la phrase liminaire, « ... aux organismes financiers et aux personnes mentionnés ci-après : ».

Dans la suite du projet, les mots « les organismes financiers » doivent donc être remplacés par les mots « les organismes et les personnes visés à l'article 1^{er} ».

2. L'alinéa 2 implique que la liste figurant à l'alinéa 1^{er} n'est pas complète.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 mei 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld », en op 30 juni 1992, bij brief door de Minister verzocht om mededeling van het advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 1 juli 1992 het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet het verzoek om spoedbehandeling dat het de Minister mogelijk maakt te vragen dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven met bijzondere redenen worden omkleed. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

« Comme je vous l'ai indiqué dans ma précédente lettre, ce projet de loi a pour but de transposer dans notre droit la directive du Conseil des Communautés européennes du 10 juin 1991 (91/308/C.E.E.), du même objet. Cette transposition doit impérativement avoir lieu avant le 1^{er} janvier 1993.

Vu le caractère très urgent que revêt ce dossier, et en vue de pouvoir soumettre le projet de loi à l'examen des Chambres législatives dans le courant de la première quinzaine du mois de juillet, il me serait agréable que le Conseil d'Etat puisse rendre son avis dans les délais prescrits par l'article 84. »

* *

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

BEPALEND GEDEELTE

Voorafgaande opmerkingen

1. Artikel 16, 2, van richtlijn 91/308/E.E.G. legt de Lid-Staten de verplichting op een verwijzing naar de richtlijn op te nemen, hetzij in de uitvoeringsbepalingen, hetzij bij de officiële bekendmaking van die bepalingen.

De beste manier om die verplichting uit te voeren zou erin bestaan vooraan in het bepalend gedeelte en als volgt gesteld artikel in te voegen :

« Artikel 1. — Deze wet vormt de toepassing van de richtlijn 91/308/E.E.G. van de Raad van 10 juni 1991 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld. »

2. De steller van het ontwerp zou in de memorie van toelichting moeten aangeven wat de bepalingen zijn die toepassing geven aan de richtlijn en in welke bepalingen (bepaaldelijk artikel 2) de steller van het ontwerp aanvullende regelingen wil tot stand brengen.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt)

1. Vanwege de inhoud van de bepaling onder 11^o, schrijve men in de inleidende volzin : « ... op de financiële instellingen en de personen die hierna worden vermeld : ».

Verder in het ontwerp moeten de woorden « de financiële ondernemingen » bijgevolg worden vervangen door de woorden « de in artikel 1 bedoelde instellingen en personen ».

2. Het tweede lid impliceert dat de lijst die voorkomt in het eerste lid niet volledig is.

Il est préférable d'écrire:

« Le Roi peut inscrire d'autres organismes financiers ou personnes dans la liste prévue à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 2 (devenant l'article 3)

1. Les infractions prévues par l'article 2 ne sont pas déterminées par référence aux dispositions du Code pénal qui y sont relatives ou, à défaut de dispositions pénales, ne sont pas définies d'une manière suffisamment précise, alors que le non-respect de l'obligation de dénoncer les infractions, imposée notamment aux organismes financiers, est puni d'amendes très sévères.

D'ailleurs, l'intention de l'auteur du projet est, selon l'exposé des motifs, de ne pas imposer de trop lourdes obligations aux organismes financiers. L'imprécision dans l'énonciation des infractions pourrait, au contraire, être de nature à aggraver les obligations de vigilance de ces organismes.

En outre, on peut lire dans l'un des considérants de la directive européenne précitée que:

« étant donné, toutefois, que le phénomène du blanchiment de capitaux concerne non seulement le produit d'infractions liées au trafic de stupéfiants, mais aussi le produit d'autres activités criminelles (telles que le crime organisé et le terrorisme), il importe que les Etats membres étendent, au sens où l'entend leur législation, les effets de la présente directive au produit de ces activités dès lors qu'il est susceptible de donner lieu à des opérations de blanchiment qui justifient une répression à ce titre; ».

On peut déduire des mots « au sens où l'entend leur législation » qu'il est nécessaire de viser les dispositions pénales relatives aux infractions que ceux auxquels le projet de loi s'appliquera sont tenus de dénoncer.

2. Le début de la phrase introductive serait mieux rédigé comme suit:

« Les organismes financiers et les personnes visés à l'article 1^{er} concourent à l'application de la présente loi, par l'identification des actes par lesquels... »

Art. 3

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, première phrase, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 3, les mots « ainsi que sur toutes les données que l'organisme financier juge utiles » n'ont pas de caractère normatif et doivent, dès lors, être omis.

Art. 4

Suivant l'article 4, les autorités de contrôle et les autorités de tutelle reçoivent le pouvoir d'établir les modalités selon lesquelles des mesures raisonnables seront prises en vue d'obtenir des informations sur l'identité réelle des personnes pour le compte desquelles les clients des organismes financiers agissent.

Aux termes des articles 67 et 78 de la Constitution, le pouvoir réglementaire ne peut appartenir qu'au Roi, celui-ci pouvant toutefois attribuer aux Ministres le pouvoir réglementaire de fixer des détails secondaires d'exécution.

Au mépris de ces prescriptions, l'article 4 attribue un pouvoir réglementaire à des autorités non désignées et cela sans limitation d'objet.

En conséquence, l'article 4 doit être revu.

Het is verkieslijk te schrijven:

« De Koning kan andere financiële instellingen of personen opnemen op de in het eerste lid bedoelde lijst. »

Art. 2 (dat artikel 3 wordt)

1. De in artikel 2 bedoelde strafbare feiten worden niet aangegeven door te verwijzen naar de bepalingen van het Strafwetboek die erop betrekking hebben of worden, bij ontstentenis van strafbepalingen, niet voldoende nauwkeurig omschreven, terwijl de niet-naleving van de verplichting om aangifte te doen van de strafbare feiten, welke verplichting inzonderheid wordt opgelegd aan de financiële instellingen, met zeer strenge geldboeten wordt gestraft.

Volgens de memorie van toelichting heeft de steller van het ontwerp trouwens de bedoeling geen te zware verplichtingen op te leggen aan de financiële instellingen. De onnauwkeurige formulering van de strafbare feiten zou daarentegen de verplichting van die instellingen om waakzaam te zijn kunnen verzwaken.

Bovendien staat in een van de consideransen van de Europese richtlijn het volgende te lezen:

« dat, aangezien het witwassen van geld niet alleen betrekking heeft op opbrengsten van strafbare feiten op het gebied van de handel in verdovende middelen, maar ook op opbrengsten van andere criminele activiteiten (zoals georganiseerde misdaad en terrorisme), het evenwel van belang is dat de Lid-Staten de gevolgen van de richtlijn uitbreiden, in de betekenis die daaraan in hun wetgeving wordt gegeven, tot de opbrengsten van deze activiteiten wanneer die aanleiding kunnen geven tot witwastransacties welke een repressief optreden uit dien hoofde rechtvaardigen; ».

Dat uit de woorden « in de betekenis die daaraan in hun wetgeving wordt gegeven » kan worden afgeleid dat het noodzakelijk is te verwijzen naar de strafbepalingen met betrekking tot de strafbare feiten waarvan degenen waarop het ontwerp van wet toepassing zal vinden, aangifte moeten doen.

2. De volzin die het artikel inleidt zou beter als volgt worden gesteld:

« De in artikel 1 bedoelde financiële instellingen en personen verlenen hun medewerking aan de toepassing van deze wet door de daden te onderkennen waardoor ... »

Art. 3

In de eerste volzin van het tweede lid schrijft men: « ... 10 000 ECU of meer, ongeacht of zij in één keer wordt uitgevoerd of in verscheidene keren, waartussen ... bestaan ».

In het derde lid hebben de woorden « en alle gegevens die de financiële onderneming nuttig acht » geen normatief karakter; ze moeten derhalve vervallen.

Art. 4

Volgens artikel 4 krijgen de controlehoudende en de toezichthoudende overheden de bevoegdheid om de nadere regels te bepalen volgens welke redelijke maatregelen zullen worden getroffen om informatie te verkrijgen omtrent de ware identiteit van de personen voor wier rekening de cliënten van de financiële instellingen handelen.

Luidens de artikelen 67 en 78 van de Grondwet kan de verordenende bevoegdheid alleen bij de Koning berusten, met dien verstande dat Hij aan de Ministers de verordenende bevoegdheid kan opdragen om bijzondere uitvoeringsmaatregelen van ondergeschikt belang te treffen.

In weerwil van die voorschriften, draagt artikel 4 een verordenende bevoegdheid op aan niet met name genoemde overheden en dat zonder de inhoud ervan te beperken.

Artikel 4 moet bijgevolg worden herzien.

Art. 6

Le texte néerlandais des alinéas 1^{er} et 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Art. 8

En reproduisant le texte de la directive, l'article ne concrétise pas une obligation contenue dans celle-ci à l'article 11, 2.

Tel qu'il est rédigé, l'article n'a pas de portée normative.

Si l'intention du Gouvernement est de donner à la directive une portée effective, il lui appartient de déterminer les mesures concrètes de formation et de sensibilisation du personnel.

Art. 9

Il y a lieu de remplacer, dans le texte français, les mots « la mise en œuvre » par les mots « l'application ».

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

CHAPITRE III

Dans l'intitulé, mieux vaut écrire « les autorités chargées de la lutte ».

Art. 10

1. L'alinéa 1^{er} serait mieux rédigé comme suit:

« Il est institué ... une autorité administrative chargée du traitement et de la transmission d'informations, en vue de la lutte contre le blanchiment de capitaux. »

2. A l'alinéa 4, il faut écrire « ... dresse un rapport de ses activités à l'intention ... ».

3. A l'alinéa 5, c'est au législateur qu'il appartient de déterminer les pouvoirs d'enquête attribués à la cellule de traitement des informations financières.

En effet, une délégation n'est pas concevable dans une matière où sont en cause les droits et libertés des personnes. L'intervention du législateur se justifie d'autant plus que certaines des investigations auxquelles la cellule précitée pourrait procéder seraient faites auprès de personnes de droit privé qui sont souvent tenues au secret professionnel.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Art. 11

Le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, *in fine*, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Afin de tenir compte des compétences respectives des autorités judiciaires, il est proposé de rédiger le paragraphe 3 comme suit:

« Si la cellule estime que la mesure visée au paragraphe 2 doit être prolongée, elle en réfère sans délai au procureur du Roi à

Art. 6

In het eerste en het derde lid schrijve men « op onverschillig welke » in plaats van « op om het even welke ».

Art. 8

Alhoewel het artikel de tekst van de richtlijn overneemt, geeft het geen vaste vorm aan een verplichting die vervat is in artikel 11, 2, van de richtlijn.

Zoals het thans geredigeerd is, heeft het artikel geen normatieve strekking.

Heeft de Regering de bedoeling aan de richtlijn een werkzame strekking te geven, dan komt het haar toe de concrete maatregelen te treffen inzake opleiding en bewustmaking van het personeel.

Art. 9

In de Franse tekst dienen de woorden « la mise en œuvre » vervangen te worden door de woorden « l'application ».

In de Nederlandse tekst dienen de woorden « duiden één of meer personen aan » vervangen te worden door de woorden « wijzen één of meer personen aan », en de uitdrukking « in de schoot van » door het woord « in ».

HOOFDSTUK III

In het opschrift zou het beter zijn te schrijven « met de bestrijding van het witwassen van geld belaste overheden ».

Art. 10

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen:

« Er wordt ... een administratieve overheid ingesteld belast met het verwerken en het verstrekken van informatie met het oog op de bestrijding van het witwassen van geld. »

2. In het vierde lid schrijve men: « Ten minste ... stelt ... voor de voornoemde Ministers een verslag van haar werkzaamheden op ».

3. In het vijfde lid komt het de wetgever toe de aan de cel voor financiële informatieverwerking verleende onderzoeksbevoegdheden vast te stellen.

Een delegatie is immers niet denkbaar in een aangelegenheid waar de rechten en vrijheden van personen aan de orde zijn. De bemoeiing van de wetgever is des te meer verantwoord daar sommige onderzoeken die door de voormelde cel zouden kunnen worden ingesteld, zouden geschieden bij privaatrechtelijke rechtspersonen die vaak gebonden zijn aan het beroepsgeheim.

Het woord « modaliteiten » dient te worden vervangen door het woord « regels ».

Art. 11

Aan het slot van paragraaf 1, eerste lid, schrijve men: « via enig ander schriftelijk medium ». Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, tweede lid.

Om rekening te houden met de respectieve bevoegdheden van de gerechtelijke overheden, wordt voorgesteld paragraaf 3 als volgt te stellen:

« Indien de cel van oordeel is dat de in paragraaf 2 bedoelde maatregel moet worden verlengd, meldt zij dit onverwijld aan de

Bruxelles, qui prend les décisions nécessaires. A défaut de décision notifiée à l'organisme financier dans le délai visé au paragraphe 2, celui-ci peut exécuter l'opération.»

Art. 13

Il faut préciser que le fait suspect doit avoir été constaté au cours de l'exercice des activités professionnelles de l'organisme financier.

Art. 14

Paragraphe 1^{er}

Les obligations imposées par la loi en projet devant être entendues de manière restrictive, il convient d'omettre le mot «notamment» qui pourrait étendre dans une mesure non déterminable les pouvoirs de contrôle de la cellule de traitement des informations financières.

Art. 16

Paragraphe 1^{er}

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire, dans le texte français, «divulgue» plutôt que «révèle».

Dans le texte néerlandais, il faut écrire «het lid van de cel dat» au lieu de «het lid van de cel die».

Paragraphe 2

1. A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de remplacer les mots «des obligations (de) confidentialité» par les mots «des obligations de secret analogues».

2. En ce qui concerne l'alinéa 2, il y a lieu de se reporter à l'observation formulée au sujet de l'article 4.

En outre, selon le même alinéa, la cellule de traitement des informations financières fournit les informations qu'elle juge utiles aux autorités de contrôle ou de tutelle compétentes, sans que soit précisé quelles sont ces autorités. Cette précision est d'autant plus nécessaire que la divulgation d'informations à des tiers est assortie de sanctions pénales (1).

Selon le délégué du Ministre, ces autorités seraient les suivantes:

La Commission bancaire et financière pour:

- les banques inscrites à la liste prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n° 185;
- les caisses d'épargne privées;
- les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964;
- (les établissements publics de droit belge), à l'exception de la C.G.E.R. (2);
- (les établissements publics de crédit agréés par ces derniers) (3);
- les sociétés de courtage en change et en dépôts;

(1) La même observation vaut pour l'article 20.

(2) Dès la mise en œuvre, dans le courant de l'année 1992, de la loi du 17 juin 1991 sur les I.P.C.

(3) Idem.

procureur des Konings te Brussel die de nodige beslissingen neemt. Indien binnen de in paragraaf 2 gestelde termijn geen beslissing ter kennis is gebracht van de financiële instelling mag zij de verrichting uitvoeren.»

Art. 13

Er moet worden gepreciseerd dat het verdachte feit moet zijn vastgesteld tijdens de uitoefening van de beroepsactiviteiten van de financiële instelling.

Art. 14

Paragraaf 1

Aangezien de bij de ontworpen wet opgelegde verplichtingen in enge zin moeten worden opgevat, dient het woord «inzonderheid», dat de controlebevoegdheden van de cel voor financiële informatieverwerking zou kunnen uitbreiden in een niet-bepaalbare mate, te vervallen.

Art. 16

Paragraaf 1

In de Franse tekst schrijve men in het tweede lid «divulgue» veeleer dan «révèle».

In de Nederlandse tekst schrijve men «het lid van de cel dat» in plaats van «het lid van de cel die».

Paragraaf 2

1. In het eerste lid zou de laatste zinssnede beter als volgt worden gesteld: «... aan buitenlandse instellingen met opdrachten en verplichtingen tot geheimhouding van dezelfde aard als die van de cel, met het oog op het vervullen van hun opdracht».

2. Wat het tweede lid betreft wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 4.

Bovendien verstrekt de cel voor financiële informatieverwerking, volgens hetzelfde lid, de informatie die zij nuttig acht aan de bevoegde controlehoudende en toezichhoudende overheden, zonder dat wordt duidelijk gemaakt wat die overheden zijn. Die verduidelijking is des te noodzakelijker daar op het kenbaar maken van informatie aan derden straffen staan (1).

Volgens de gemachtigde van de Minister zouden die overheden de volgende zijn:

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen voor:

- de banken die zijn ingeschreven op de in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 185 bedoelde lijst;
- de private spaarkassen;
- de ondernemingen waarop hoofdstuk 1 van de wet van 10 juni 1964 van toepassing is;
- (de openbare instellingen naar Belgisch recht), met uitzondering van de A.S.L.K. (2);
- (de door deze laatste instellingen erkende openbare kredietinstellingen) (3);
- de vennootschappen voor wissel- en depositomakelarij;

(1) Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20.

(2) Zodra in de loop van het jaar 1992 de wet van 17 juni 1991 op de openbare kredietinstellingen in werking treedt.

(3) Idem.

— les sociétés de gestion de fortune et les sociétés de conseil en placements.

La Caisse d'intervention des sociétés de bourse pour:
— les sociétés de bourse.

L'Office de contrôle des assurances pour:
— les entreprises d'assurances.

Le ministre des Entreprises publiques pour:
— La Poste.

Le ministre des Finances pour:
— les établissements publics de crédit et les établissements de crédit agréés par ces derniers (1) (voir aussi supra);
— la Banque Nationale de Belgique;
— la Caisse des dépôts et des consignations;
— les personnes physiques ou morales qui se livrent, à titre professionnel, à des opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises, ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement.

Cette liste appelle les observations suivantes:

a) Pour les sociétés de bourse, il ne convient pas de donner à la Caisse d'intervention le pouvoir d'infliger une amende. En effet, l'article 66 de la loi du 4 décembre 1990 fait de la Caisse un organe dénonciateur des irrégularités mais confie à la Commission bancaire et financière le soin d'appliquer des sanctions éventuelles. C'est donc cette dernière qui devrait être désignée.

b) L'autorité chargée du contrôle de la C.G.E.R. après l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 1991 n'est pas précisée.

Art. 17

Suivant l'article 17, une personne est désignée au sein de chaque organisme financier afin de transmettre les renseignements à la cellule de traitement des informations financières. Cette hypothèse est visée dans l'article 6 de la directive.

L'article 17 du projet prévoit une autre hypothèse, à savoir que tout membre du personnel d'un organisme financier doit procéder personnellement à l'information, chaque fois qu'il le juge utile.

Comme la seule hypothèse visée dans la directive est celle de la personne désignée par l'organisme financier, il conviendrait, dans la seconde hypothèse, de préciser les cas dans lesquels tout membre du personnel d'un organisme financier est tenu de transmettre une information.

Au surplus, il y a lieu de relever la manière contradictoire dont cette seconde hypothèse est formulée, puisque, d'une part, il est prévu que tout membre du personnel « doit » procéder personnellement à l'information et que, d'autre part, la nécessité d'y procéder est laissée à son appréciation (« chaque fois qu'il le juge nécessaire »).

Art. 19

Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit:

« Aucune action civile, pénale ou disciplinaire ne peut être intentée ... ou ses représentants, en raison d'une information transmise de bonne foi. »

(1) Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 1991.

— de vennootschappen voor vermogensbeheer en de vennootschappen voor beleggingsadvies.

Het Interventiefonds van de beursvennootschappen voor:
— de beursvennootschappen.

De Controledienst voor de Verzekeringen voor:
— de verzekeringsondernemingen.

De Minister van Overheidsbedrijven voor:
— De Post.

De Minister van Financiën voor:
— de openbare kredietinstellingen en de door deze laatste (1) erkende kredietinstellingen (zie ook supra);
— de Nationale Bank van België;
— de Deposito- en Consignatiekas;
— de natuurlijke en rechtspersonen die beroepshalve verrichtingen doen voor de contante aankoop of verkoop van deviezen in contanten of met cheques in deviezen dan wel met gebruik van een krediet- of betaalkaart.

Bij die lijst behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt:

a) Voor de beursvennootschappen mag aan het Interventiefonds niet de bevoegdheid worden verleend om een boete op te leggen. Artikel 66 van de wet van 4 december 1990 maakt het Fonds immers tot een orgaan dat onregelmatigheden aanklaagt maar draagt aan de Commissie voor het Bank- en Financieel wezen de taak op eventuele straffen toe te passen. Deze laatste zou dus moeten worden aangewezen.

b) Welke overheid belast wordt met de controle op de A.S.L.K. na de inwerkingtreding van de wet van 17 juni 1991 wordt niet vermeld.

Art. 17

Volgens artikel 17 wordt in elke financiële instelling een persoon aangesteld om de inlichtingen door te spelen aan de cel voor financiële informatieverwerking. Van dat geval is sprake in artikel 6 van de richtlijn.

In artikel 17 van het ontwerp is sprake van een ander geval, te weten dat elk personeelslid van een financiële instelling persoonlijk de informatie moet meedelen telkens als hij dit nuttig acht.

Aangezien in de richtlijn alleen sprake is van het geval waarin een persoon wordt aangesteld door de financiële instelling, zouden in het tweede geval de gevallen moeten worden vermeld waarin elk personeelslid van een financiële instelling ertoe gehouden is een inlichting door te spelen.

Bovendien dient te worden gewezen op de tegenstrijdige wijze waarop dat tweede geval is geformuleerd, aangezien enerzijds wordt bepaald dat elk personeelslid persoonlijk de informatie « moet » meedelen en anderzijds dat de persoon zelf mag oordelen over de noodzaak om die informatie mee te delen (« telkens wanneer hij dit nodig acht »).

Art. 19

Het zou beter zijn het begin van het artikel als volgt te stellen:

« Geen enkele burgerlijke rechtsvordering, straf-, of tuchtvordering kan worden ingesteld ... of haar vertegenwoordigers wegens een te goeder trouw verstrekte inlichting. »

(1) Tot de inwerkingtreding van de wet van 17 juni 1991.

Art. 21

L'article prévoit, en cas d'infraction aux différentes obligations imposées par la loi en projet aux organismes financiers, une amende qualifiée d'administrative « dont le montant ne peut être inférieur à 10 000 francs et ne peut excéder 50 millions de francs ».

Lorsque l'amende atteint un montant très important, comme c'est le cas dans l'article 21 (1), il y a lieu de considérer qu'elle devient une peine qui ne peut être prononcée que par les tribunaux, en vertu des articles 7, 73 et 92 de la Constitution, ainsi que des conventions internationales qui lient la Belgique, en particulier la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (art. 6), ainsi que des protocoles additionnels à cette convention, et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 14).

En conclusion, le système de sanctions prévu par le projet doit être fondamentalement revu.

Art. 22

Si les interdictions visées à l'article 195 en projet de la loi du 4 décembre 1990, étaient des interdictions professionnelles, elles pourraient porter atteinte à des droits fondamentaux de la personne humaine. Il ne conviendrait pas que le Roi statue en cette matière. Il appartiendrait dès lors, au législateur d'en fixer le contenu et les limites.

CHAPITRE VI

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre VI devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

La chambre était composée de :

M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre;

MM. Y. BOUCQUEY et Y. KREINS, conseillers d'Etat;

MM. F. DELPEREE et J. van COMPERNOLLE, assesseurs de la section de législation;

Mme R. DEROY, greffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

Le Greffier,

R. DEROY.

Le Président,

J.-J. STRYCKMANS.

Art. 21

Het artikel voorziet, indien de verschillende, door de ontworpen wet aan de financiële instellingen opgelegde verplichtingen niet worden nagekomen, in een geldboete die als administratief wordt bestempeld « die niet minder dan 10 000 frank en niet meer dan 50 miljoen frank mag bedragen ».

Wanneer zoals in artikel 21, het bedrag van de geldboete zeer hoog ligt, dient zij te worden geacht een straf te worden (1) die krachtens de internationale verdragen waardoor België is gebonden, in het bijzonder het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (art. 6), alsmede krachtens de aanvullende protocollen bij dat verdrag en het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten (art. 14), alleen kan worden uitgesproken door de rechtbanken.

De conclusie is dan ook dat de strafregeling waarin het ontwerp voorziet grondig moet worden herzien.

Art. 22

Indien de in het ontworpen artikel 195 van de wet van 4 december 1990 bedoelde verbodsbepalingen de uitoefening van bepaalde beroepen betreffen, kunnen zij afbreuk doen aan fundamentele rechten van de mens. Het zou niet aangaan dat de Koning in dezen uitspraak doet. Het zou bijgevolg een aangelegenheid van de wetgever zijn er de inhoud en de grenzen van vast te stellen.

HOOFDSTUK VI

In het opschrift schrijve men « Slotbepaling » in plaats van « Eindbepaling ».

Slotopmerking

Het ontwerp is, uit een oogpunt van taalzuiverheid, voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

De kamer was samengesteld uit :

De heer J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter;

De heren Y. BOUCQUEY en Y. KREINS, staatsraden;

De heren F. DELPEREE en J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw R. DEROY, griffier.

De heer G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer B. DEROUAUX, referendaris.

De Griffier,

R. DEROY.

De Voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS.

(1) Avis du Conseil d'Etat, section de législation, sur des amendements au projet de loi portant des dispositions fiscales, Doc. parl. Sénat, 310 (1985-1986) - n° 51.

(1) Advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, over amendementen op het ontwerp van wet « houdende fiscale bepalingen », Gedr. St. Senaat, 310 (1985-1986) - nr. 51.